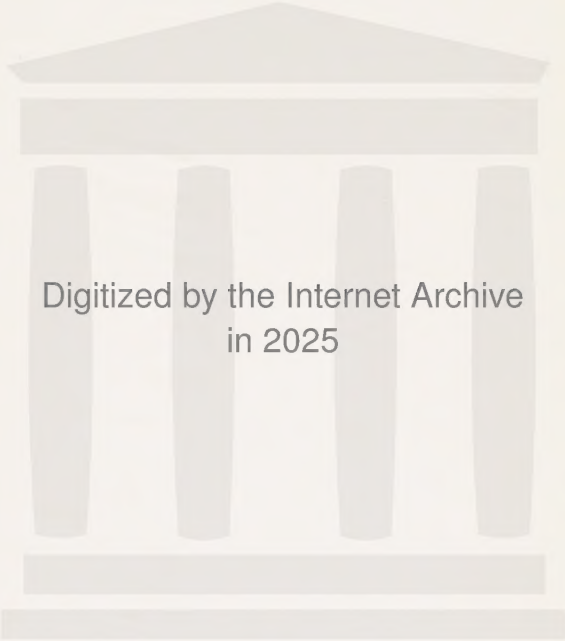




Digitized by the Internet Archive
in 2025

HISTOIRE
DE
TROIS GENERATIONS

**AVEC UN ÉPILOGUE
POUR LA QUATRIÈME**

DU MÊME AUTEUR

(chez le même éditeur)

Histoire de France.

Napoléon.

Histoire de deux peuples continuée jusqu'à Hitler.

Les Conséquences politiques de la paix.

La Guerre et l'Italie.

L'Allemagne romantique réaliste.

JACQUES BAINVILLE

HISTOIRE
DE
TROIS GENERATIONS

AVEC UN ÉPILOGUE
POUR LA QUATRIÈME

PARIS
ARTHÈME FAYARD ET Cie, ÉDITEURS
18-20, RUE DU SAINT-GOTHARD, 18-20

Copyright 1918, by Société française
d'Édition et de Librairie, proprietor
of Nouvelle Librairie Nationale. Tous
droits de reproduction, de traduction
et d'adaptation réservés pour tous
pays.

AVANT-PROPOS

On compte, en moyenne, trois générations par siècle. Presque tous ceux qui, en 1914, avaient atteint l'âge d'homme, touchaient, par leurs grands-pères, à la période qui a suivi Waterloo.

Ces cent années, qui ont mûri la plus grande guerre de tous les temps, qui sont si près de nous et qui nous ont faits ce que nous sommes, elles sont pourtant mal connues. Nous avons essayé d'en présenter un raccourci et une synthèse et de montrer la suite et le fil des événements.

D'ici longtemps, l'histoire ne pourra plus être écrite que d'un seul point de vue, celui de la guerre universelle, comme elle a été écrite, pendant le XIXe siècle, en France par rapport à la Révolution, en Allemagne par rapport à l'unité allemande. L'histoire, chez nous, devra être nationale comme la politique elle-même. Dans l'exposé des causes profondes d'où est né l'orage de

1914, il y a un élément de démonstration. Il y a aussi un élément de conciliation.

L'étude du passé donne la clef de ces agitations, à première vue incohérentes, par lesquelles le peuple français, en cent ans, a établi et renversé tant de régimes. A tâtons, en se querellant, les pères et les grands-pères avaient cherché la solution définitive. Au bout de leurs rêves, de leurs illusions, de leurs expériences, les petits-fils se sont retrouvés en face de l'Allemagne, en présence du vieil ennemi... Nos révolutions s'éclaircissent quand on se place à ce point de vue pratique et national. Elles perdent leur caractère religieux et, partant, leur caractère diviseur. On ressent surtout une grande pitié pour ces foules dont la marche a ressemblé à celle des aveugles dans le tableau de Breughel. Tel est du moins l'esprit sympathique dans lequel ce livre a été conçu.

On y verra peut-être que le hasard et la force des choses n'expliquent pas toute la vie et toute la destinée des nations. La puissance des grands courants intellectuels rend compte de beaucoup de circonstances. Il n'en est pas moins vrai que la volonté et l'action des hommes interviennent pour une large part dans les affaires humaines. Seul le fatalisme de l'« évolution » enseigne le contraire. Ce fatalisme n'a pas cédé à de dures

leçons. Et pourtant, de toutes les superstitions dont les conducteurs de peuples peuvent être affligés, celle-là est la plus funeste.

A vingt endroits de cette histoire, on verra que le sort du monde a tenu à une décision prise ou rejetée dans un cabinet de chef d'Etat, de ministre ou de simple ambassadeur. Mais la faute commise, — et il y en a eu au XIXe siècle qui crèvent le coeur, — est née presque toujours des idées et des sentiments qui régnaient, de la tendance qui triomphait à un moment donné. Les hommes pensent d'abord. Ensuite ils se déterminent d'après leur manière de penser. C'est pourquoi il importe de penser juste. Les erreurs des gouvernements et des peuples sont celles de leur esprit.

Si la question d'Allemagne s'est posée à la France, à l'Europe, au monde, c'est que la France, l'Europe, le monde, au moment où s'est formée l'Allemagne moderne, ont été trahis par leurs idées et leurs doctrines préférées. Le mal ayant été fait, il s'agissait de le guérir. L'erreur persista. Les fruits furent encore amers. Les idées et les doctrines auxquelles les Français s'étaient sacrifiés, croyant que c'étaient celles de l'avenir, les autres peuples les ont rejetées avec mépris et dérision. C'est le nouvel épilogue, cruel, qu'après seize ans nous avons dû ajouter.

Et maintenant, en remettant ce livre au public, nous demandons indulgence pour lui et aussi pour les cent années qu'il résume. Notre cher XIXe siècle ! Il est souvent maltraité dans ce récit, le vieil utopiste ! Nous lui en voulons des douleurs et des tâches qu'il a léguées au XXe. Mais c'est de lui que nous sortons et que nous aurons vécu. Sans doute les générations à venir ne le verront plus qu'à travers le brouillard de la guerre, un brouillard couleur de sang. Cette histoire dira peut-être un peu de ce qu'il fut pour les hommes dont il a enclos les jours.

J. B.

Septembre 1918-Mai 1934.

HISTOIRE DE TROIS GENERATIONS

CHAPITRE PREMIER

L'EVANGILE DE SAINTE-HELENE

« Nous demeurons les martyrs d'une cause immortelle... Nous luttons ici contre l'oppression des dieux et les vœux des nations sont pour nous. »

MÉMOIRAL DE SAINTE-HÉLÈNE.

Ma généalogie ne remonte pas haut et je ne suis pas riche en papiers de famille. Bien des fois, dans mon enfance, j'ai entendu raconter que, sous la Terreur, tandis que tremblait le monde, un de mes arrière-grands-oncles avait profité du vaste remue-ménage pour épouser, malgré ses parents, une blanchisseuse dont il était épris.

Lorsque nous lisons l'histoire, il semble toujours qu'au temps des grands drames les hom-

mes n'aient pas détaché les yeux du théâtre des affaires publiques. Pourtant, les luttes de la Convention et la guillotine avaient laissé à ce jeune homme l'esprit libre et le coeur léger. Du bouleversement général, il avait retenu ce qui était propice à ses amours. La chute de l'ancienne morale et de l'autorité paternelle lui avait paru le résultat le plus clair de ces immenses événements. Quatre-vingt-dix ans plus tard, on parlait encore chez nous de ce mariage comme d'un scandale. La principale horreur de la Révolution semblait consister dans la fantaisie de ce libéral qui avait pris femme à la boutique de *Madame Sans-Gêne*.

L'idée de mésalliance a ses degrés. Tel qu'il s'est transmis jusqu'à moi, le récit de ce mariage sous la Terreur permet de déduire qu'il s'agissait d'une famille de bourgeoisie modeste et fraîchement promue qui s'estimait pourtant supérieure au paysan et à l'ouvrier. De l'époque révolutionnaire et napoléonienne, cette famille n'avait pas gardé un mauvais souvenir. Les aventures prodigieuses de la nation pendant ces vingt années de guerre s'étaient traduites en millions d'aventures individuelles, quelquefois profitables, toujours romanesques. Les courses de la Révolution et de l'Empire avaient laissé la Fran-

ce épuisée, finalement battue et dépouillée, mais couverte de gloire militaire et ivre de cette gloire. Ce roman épique avait renouvelé les destinées. Les Français s'étaient divertis comme des dieux. Voilà pourquoi, loin d'en vouloir à Napoléon, ils lui ont si longtemps voué un culte. A défaut d'un autre empire, il leur avait légué celui de l'imagination, et ce n'est pas en vain qu'il les avait promenés à travers les cités conquises, à travers les pays de soleil et d'Orient. Qui oserait jurer que, plus tard, les Allemands ne sentiront rien de pareil pour leur empereur ?

Je sais peu de chose du capitaine Corasse, officier de fortune dans la Grande Armée et dont ma grand'mère conservait le sabre, sinon que, quand il logeait chez l'habitant, il avait coutume de dire : « Tu as l'oreille rouge, tu dois avoir du bon vin. » Et, comme Napoléon à ses maréchaux, il pinçait le lobe vermeil, manière d'avertir l'hôte qu'il eût à chercher du meilleur. Je ne sais guère mieux quelle parenté unissait ce brave à une jeune femme dont le portrait est venu jusqu'entre mes mains. C'est un simple crayon de David d'Angers, mais où brille le feu de l'amour. David était à l'école de Rome dans le temps où, lectrice chez le roi de Naples, la belle courait les grands chemins. Il est clair que ces jeunes gens

se sont aimés. D'une écriture estompée, sur la tranche du livre posé devant sa maîtresse, David a écrit son nom : *Gabrielle*. Beaux jours, sans doute, qui durèrent moins encore que le royaume de Murat. J'ai entendu dire de cette aimable grand'tante qu'elle était morte avant l'âge, un soir qu'elle chantait au clavecin. Elle est allée rejoindre le capitaine Corasse, amateur de bon vin, avec les autres ombres de la féerie napoléonienne...

.

* *

De ces choses, grandes et petites, nul témoin, nul acteur n'avait mieux compris la portée, mieux dégagé le sens général que Napoléon lui-même. Sur son rocher de Sainte-Hélène, il conçut une idée qui valait ses plans de bataille et le Code civil. Pour lui ou pour quelqu'un de sa race, il prépara plus qu'un retour de l'île d'Elbe, plus qu'un coup de Brumaire. Devinant le siècle, il allait en façonner, en diriger la pensée à distance. Législateur et capitaine, il se révéla profond psychologue et psychologue d'action.

De son île perdue, à deux mille lieues de la France, presque sans livres et sans journaux, il sonda mieux que personne l'esprit et le cœur des

Français. Par une intuition géniale, il pressentit le mélange de sentiments qui était appelé à se former chez eux et il vit la semence à faire fructifier. En s'écoulant lui-même, en racontant son histoire prodigieuse à Las Cases et à Montholon, il entendait distinctement ce que la France se disait mal encore. Austerlitz et Waterloo, le drapeau tricolore tour à tour triomphant et humilié, la révolution vaincue par le retour des Bourbons, c'est le principe des nostalgies, celle de la liberté, celle de la gloire, qui vont tourmenter le peuple français. Des désirs un moment étouffés renaîtront. Ils s'aviveront par le regret et par la magie des souvenirs. Dans une sorte de captivité morale, équivalant à celle que subissait l'empereur vaincu, il se formera un état d'esprit nouveau. *Sed non satiata*. La France n'était pas rassasiée de gloire, même de gloire vaine, coûteuse, payée par des invasions. Les principes de sa Révolution ne cessaient pas de lui être chers. Le désastre final, les traités de 1815, en laissant un sentiment d'humiliation et d'impuissance, inspiraient aussi la passion d'une revanche à prendre par les idées et par les armes. L'empereur voulut que son nom fût le symbole de cette revanche.

Ce n'était pas seulement à l'intérieur que la Révolution, continuée par Bonaparte, avait fait

faillite. Elle avait échoué au dehors; pour elle, vingt ans de guerre n'avaient pas assez transformé le monde. Le cycle révolutionnaire se fermait chez nous par la restauration de la monarchie, par le gouvernement des prudents et des sages. En Eupore, les traités de Vienne et la Sainte-Alliance des rois fondaient la tranquillité du continent sur les anciennes méthodes de l'équilibre, sur une combinaison de droits et d'intérêts propre à garantir chacun et tous contre les exigences des peuples, contre les mouvements nationaux et les appétits de domination des Etats. Ainsi d'immenses calamités étaient épargnées à la communauté européenne, où personne ne peut bouger que tous ne se heurtent. Ainsi apparaissaient des horizons sûrs. Mais c'étaient des horizons limités. Le repos, le travail pacifique succédaient à une ère de bouleversements. Était-ce assez pour contenter les hommes? Napoléon ne le crut pas. Toujours il avait su parler à la nation française. A Sainte-Hélène, il eut la divination des paroles qu'elle voulait entendre encore.

Par le système européen qui était sorti du Congrès de Vienne, les ambitions et les passions des peuples,—non seulement du peuple français, mais celles des autres, bien plus dangereuses, —

se trouvaient comprimées. Napoléon savait que les foules ne se gouvernent pas par la raison, encore moins par le bon sens. Les rois calmaient l'Eupore. Il paria pour le réveil et pour l'explosion. Dans sa solitude, il élaborait la doctrine qui devait attirer à sa cause les sentiments confus qu'il sentait destinés à grandir. Déjà, pendant les Cent Jours, il avait fait alliance avec les républicains et les libéraux. Il avait vu, après la seconde abdication, le grand Carnot pleurer sur son épaule. A ce moment une politique nouvelle lui était apparue, la seule qu'il eût encore à tenter. Les années qui lui restaient à vivre en exil, il les employa à rajeunir l'idée napoléonienne, à changer le plumage de l'aigle.

Parfois il eut l'illusion qu'il travaillait pour lui-même et que, chassant les rois, les peuples viendraient le délivrer, enflammés par ses promesses. En tout cas, il travaillait pour son fils, il travaillait pour l'avenir. Il donnait à la cause napoléonienne un fondement plus vaste et plus solide que sa personne et son génie. Il l'associait à une force universelle. Tôt ou tard, quelqu'un des siens devait profiter de cette alliance entre les souvenirs d'Austerlitz, les aspirations des peuples, les espoirs et les regrets de la Révolution.

C'est peut-être de Sainte-Hélène que Napoléon aura eu le plus d'action sur les destinées de la France. Là-bas, il a préparé la démocratie impériale, le règne de Napoléon III, les malheurs qui ont suivi. Le premier Empire, terminé par deux invasions, avait été liquidé par Louis XVIII dans les conditions les meilleures que pût espérer la France, alors que de folles entreprises avaient conduit quatre armées ennemies sur notre territoire. La France telle qu'elle était en 1789, avant ses aventures, ne se retrouvait plus tout à fait intacte. Du moins, l'essentiel était sauf. Nos anciennes frontières étaient à peu près respectées. Le vieux péril germanique, conjuré au XVII^e siècle, après tant de luttes, par les traités de Westphalie, ne reparaissait pas à nos portes. Nous gardions le contact et la protection du Rhin. Il n'y avait pas de puissante Allemagne unie pour menacer à toute heure la paix et notre existence. L'élément positif laissé par vingt ans de guerre nous restait aussi. C'était un capital de gloire accru, une réputation de valeur militaire qui enseignait de quoi les Français étaient capables, qui conseillait aux convoitises étrangères de ne pas s'y risquer. La France, à l'abri du danger allemand, son grand danger de toujours, pouvait vivre, prospérer, se développer conformément à

son génie. Avec un peu de prudence, cette situation était facile à maintenir. Avec du temps, de la patience, elle fût devenue encore meilleure. Les dernières conséquences de Waterloo eussent été réparées. Sur tous les points, sans irriter ni blesser aucune nation, nos limites naturelles pouvaient être atteintes. Il suffisait de laisser faire ceux qui savaient, ceux qui prévoyaient, ceux qui possédaient les saines méthodes et les traditions éprouvées.

Le *vade mecum* diplomatique rédigé par La Besnardière, sous l'inspiration de Louis XVIII et de Talleyrand, pour nos représentants au Congrès de Vienne, traçait très exactement la ligne de conduite qu'il y avait à suivre pour épargner à la France l'invasion de 1870 et celle de 1914. Il n'était pas possible d'être plus pénétrant. Cette instruction mémorable, dont la clairvoyance a été admirée trop tard, disait en quelques mots le suffisant et le nécessaire :

« En Italie, c'est l'Autriche qu'il faut empêcher de dominer; en Allemagne, c'est la Prusse. La constitution de sa Monarchie lui fait de l'ambition une sorte de nécessité. Tout prétexte lui est bon. Nul scrupule ne l'arrête. La convenance est son droit... Les Alliés ont, dit-on, pris l'engagement de la replacer dans le même état de

puissance où elle était avant sa chute, c'est-à-dire avec dix millions de sujets. Qu'on la laissât faire, bientôt elle en aurait vingt, et l'Allemagne entière lui serait soumise. Il est donc nécessaire de mettre un frein à son ambition, en restreignant d'abord, autant qu'il est possible, son état de possession en Allemagne, et ensuite en restreignant son influence par l'organisation fédérale. »

Talleyrand, qu'il ne faut ni exalter ni amoindrir, n'a pas été sans montrer des contradictions et des faiblesses dans son oeuvre diplomatique. Mais il a représenté au plus haut point les idées raisonnables qui s'imposaient après 1815 comme après 1830. Il était de l'école du possible. Il voyait juste et loin dans l'avenir quand il travaillait à l'alliance anglaise. En dépit des passions révolutionnaires, alors hostiles à tout ce qui était anglais, Talleyrand, suivant une pensée qui, déjà, avait été celle de Mirabeau, son ami, rêvait comme lui de « confier aux soins paternels et vigilants de la France et de l'Angleterre la paix et la liberté des deux mondes ». Talleyrand ne se trompait pas non plus lorsqu'il luttait contre le préjugé funeste du XVIII^e siècle, contre l'absurde faveur dont jouissait en France la Prusse « libérale ». Il avait écrit un jour à Napoléon, au début de l'Empire : « On ne peut espérer

que, d'ici à un demi-siècle, la Prusse s'associe à aucune noble entreprise. » Son seul tort était d'admettre qu'une période de cinquante années pût suffire à changer la nature prussienne. Mais enfin toutes les conditions nécessaires à la tranquillité de la France, à l'équilibre de l'Europe, Talleyrand les avait comprises ou entrevues à travers les bouleversements de son époque. Sous Louis XVIII d'abord, sous Louis-Philippe ensuite, il put faire à Vienne, ébaucher à Londres la politique de notre intérêt. Il définissait sa position comme celle du « bon européen », mot dont le *XXe* siècle a fait un si étrange abus après l'avoir altéré. Talleyrand, ce n'est pas seulement l'opportunisme et l'habileté. C'est ce bon sens, cette modération, ce jugement qui, au cours des âges, avaient servi à créer et à conserver la France et faute de quoi la nation française est toujours allée à des catastrophes. Voilà ce qui a fait honnir Talleyrand par les chimériques.

Victor Hugo a lancé contre lui des injures célèbres. Avant Hugo, Napoléon avait nommé son ancien ministre parmi les quelques hommes pour lesquels il demandait que la France n'eût pas de pardon. Il savait cependant que la rancune n'est pas un état d'esprit politique. Chateaubriand, par sa fameuse brochure *De Buonaparte et des*

Bourbons, avait fait autant que l'ancien évêque d'Autun pour le retour de Louis XVIII, et pourtant le testament napoléonien n'est qu'indulgence pour Chateaubriand. Avec une sûreté de jugement étonnante, Napoléon avait reconnu dans le romantisme littéraire un auxiliaire du romantisme politique auquel il attachait désormais sa cause. Quant à la personne et à la qualité morale de Talleyrand, elles lui importaient peu. C'est contre les idées dont le négociateur de Vienne était devenu le représentant qu'il provoquait l'impopularité et la défiance. Le système que Napoléon élaborait à Saint-Hélène prenait, en effet, le contre-pied de cette diplomatie expérimentale par laquelle la Restauration et la Monarchie de juillet devaient assurer trente-trois ans de repos et de prospérité à notre pays.

La chimère a toujours été plus séduisante que les calculs des sages. Notre fabuliste l'a dit : « L'homme est de glace aux vérités, il est de feu pour les mensonges. » La vérité, c'était cette raison constructive qui devait rendre à notre pays sa place dans le monde sans soulever d'orages au dehors. Le mensonge n'eut pas de peine à obtenir la préférence.

Que disait Napoléon dans ces entretiens que les compagnons de sa captivité se chargeaient

de répandre? Il se faisait l'apôtre d'une politique nouvelle, et cette politique avait les caractères et les attraits d'une religion. C'était un vaste programme idéaliste, une déclaration des droits et des devoirs du peuple français, une audacieuse refonte de l'Eupore d'après les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de justice... Que voulaient ces gouvernements timorés, ces diplomates professionnels asservis aux vieilles recettes de l'équilibre et que l'empereur déchu, à qui ils avaient succédé, traitait avec un suprême dédain? Ce qu'ils avaient restauré, c'était la routine. Leur prudence diminuait, réshonorait la nation française, l'empêchait de se relever. Sans eux, contre eux, la politique dont Napoléon traçait les grandes lignes promettait de rénover le monde, et de le rénover d'un seul coup, sans attendre le travail du temps, dédaignant les précautions égoïstes et lâches. La cause de la France est celle de l'affranchissement universel. Alors la liberté sera la devise magique de notre grandeur. La France se doit à elle-même de briser les chaînes des nationalités. A la Sainte-Alliance des rois, elle substituera la Sainte-Alliance des peuples. Des maximes de 89, naîtront les Etats-Unis d'Europe. Ainsi tous les problèmes seront résolus. Les conflits n'auront plus de cau-

ses. Sur les races apaisées, devenues semblables par les institutions et par les mœurs, il régnera, dans un monde fraternel, une paix et une joie sans mélange, sous l'égide de la nation française, mère de tous ces bienfaits...

Ce rêve, la Révolution l'avait entrevu. Il mêlait, à des chimères ignorantes, des souvenirs confus, mal compris, de la politique généreuse, raisonnée et féconde que la France avait suivie comme protectrice des faibles, dans son dessein constant d'empêcher une hégémonie en Europe. La guerre, l'action, les victoires sous des généraux heureux, avaient dissipé cette rêverie qui, très vite, avait fait place au goût de la domination et à l'appétit des conquêtes. Mais loin de ramener les esprits à la réalité, la chute de l'empire napoléonien fit renaître le vieux songe obscurci. Ce songe grandit, il prit des formes précises, lorsque, de Sainte-Hélène, monta la voix de celui qui, déjà, avait manié et partagé le vieux monde.

Napoléon disait ce qu'il eût voulu faire, ce que la méchanceté des rois, les retours offensifs du passé ne lui avaient pas permis de finir. Waterloo avait été la tombe des peuples libres. Napoléon convoquait le peuple français à reprendre, avec lui ou avec les siens, l'œuvre interrompue. « Il y a des désirs de nationalité qu'il

faut satisfaire tôt ou tard », disait la voix du captif. Allemagne, Italie, Pologne sont nos sœurs. Il faut qu'elles soient affranchies et unifiées comme nous. Nul peuple ne doit plus souffrir. Aucun ne doit rester sous la tyrannie d'un autre. Qu'à l'avenir les hommes de même race qui veulent se rassembler, avoir une vie commune, ne soient plus séparés. « On compte, en Europe, bien qu'épars, plus de trente millions de Français, quinze millions d'Espagnols, quinze millions d'Italiens, trente millions d'Allemands, disait le *Mémorial*. J'eusse voulu faire de chacun de ces peuples un seul et même corps de nation. » Voilà donc pourquoi, pendant quinze ans, Napoléon avait fait la guerre. Il s'en persuadait lui-même. A distance, il reconstruisait sa propre histoire, il lui donnait une couleur libérale et humanitaire, il mettait l'accent sur l'idéologie.

C'est ainsi qu'il se vantait d'avoir été le bienfaiteur de l'Allemagne. Pourquoi les Allemands, comme nous-mêmes, n'auraient-ils pas leur unité ? Pourquoi ne formeraient-ils pas un Etat ? La France et l'Europe avaient été injustes envers eux, depuis les traités de Westphalie jusqu'aux traités de Vienne. Erreur de les tenir en suspicion, de les diviser comme un peuple dangereux, de les mettre en surveillance ! Napoléon se

félicitait d'avoir « simplifié leur monstrueuse complication ». Son vœu eût été de « réaliser la nationalité germanique », d'en faire « une vaste et puissante monarchie fédérative, une grande union nationale ayant le même drapeau, les mêmes impôts et les mêmes intérêts ». Cette grande monarchie fédérative, la voici justement. C'était celle de Guillaume II. Elle a été le fléau du monde et, contre elle, le monde a dû se liguier...

*

* *

Les nations, reines par nos conquêtes,
Ceignaient de fleurs le front de nos soldats...

Béranger, qui a été le poète populaire de la propagande napoléonienne, adoptait et répandait, par ces vers du *Vieux Sergent*, la légende et l'évangile de Sainte-Hélène. Napoléon avait porté dans les imaginations le coup qui lui livrait la France du XIX^e siècle. Sa cause se confondait désormais avec celle de la liberté et de la Sainte-Alliance des peuples. Sa dictature elle-même, il l'avait représentée comme la dictature d'un libéral, d'un « Washington couronné », despote malgré lui et pour le bien du monde. Ses ennemis seuls ne lui avaient pas permis d'achever son dessein, de compléter l'affranchissement de l'Eu-

rope par des institutions libres à l'intérieur. J'ai été « le Messie » de la Révolution, disait-il, et mon nom sera pour les peuples « le cri de guerre de leurs efforts, la devise de leurs espérances ».

Par là, Sainte-Hélène est devenue pour le ^{XIX}e siècle le Sinaï de la religion démocratique. « Les visions de Sainte-Hélène conservaient le vague des prophéties, c'était l'éclair dans la nue », a dit Emile Ollivier, qui a eu la charge funèbre de conduire à son terme de 1870 la politique des nationalités. Ces prophéties ne devaient pas tarder à se transformer en dogmes et en articles de foi destinés à trouver bientôt leur expression politique. La chanson les fixa dans la mémoire des plus humbles. Le premier, Béranger, médiocre poète dont le rôle n'a pas été égalé par les plus grands, mit en couplets la légende de l'Empereur et le credo de son testament. Plus tard seulement, Lamartine et Hugo reprirent les thèmes, consacrés par le succès, du chansonnier grivois. Ces thèmes, leur lyrisme les a grandis. Leurs hymnes majestueux n'ont jamais trouvé dans le peuple l'écho des chansons de Béranger.

Ces chansons, inséparables de la vie sentimentale du peuple français de 1815 à 1870, mon enfance les a encore entendues. Pour en comprendre la vogue et l'action prodigieuses, il faut

savoir la place qu'elles ont occupée dans les imaginations et dans les mémoires. Renan s'est impatienté de leur philosophie vulgaire. Il n'a pas vu que la vulgarité de Béranger avait fait la puissance évocatrice de ses refrains, leur vertu de propagande politique, leur valeur pour l'histoire. Béranger était à la portée des esprits ordinaires. C'est ainsi qu'il a conduit au romantisme le peuple et la petite bourgeoisie. Je garderai toujours dans l'oreille l'accent avec lequel des vieillards répétaient les vers où Chateaubriand avait reconnu René moins la noble naissance :

....plaisirs de mon bel âge,
Que d'un coup d'aile a fustigés le temps...

Parfois, une voix ancienne me chante, sur l'air de *Roger Bon Temps*. « un portrait de maîtresse, un coffre et rien dedans », avec l'inflexion attendrie qu'y mettaient nos grand-pères. Alors, à mes yeux, se lève la France laborieuse des ateliers et des boutiques pour lui le chansonnier a exprimé le sentiment d'une génération entière, son rêve de liberté et de justice marié à ses souvenirs de jeunesse et d'amour. Avec ces couplets, des années de notre histoire se déroulent, des « trois glorieuses » jusqu'à Sedan. Le XIX^e siècle et la démocratie se confondent en Béranger. Sa

chanson, qui mêle Lisette et Bonaparte, Marengo et le grenier où l'on est bien à vingt ans, le cabaret de Mme Grégoire et la grand-mère qui a vu l'Empereur, annonce et contient nos révolutions politiques, nos guerres civiles et étrangères, nos invasions et nos malheurs. Ce sont les plaisirs et la mythologie du peuple, ses souvenirs et ses illusions, sa fleur bleue. C'est l'adolescence du siècle. Les Français auront préparé leurs futures souffrances en chantant.

Les ariettes de Béranger sont beaucoup moins républicaines que bonapartistes, ou plutôt, comme l'avait souhaité Napoléon lui-même, elles identifient l'Empire avec la Révolution. Elles unissent le culte de l'honneur national et la passion de la gloire militaire au rêve d'un monde pacifique et fraternel. C'est le fonds de la doctrine des nationalités qui est à la fois humanitaire et belliqueuse. Ces chansons associent encore à la révélation de 1789 le souvenir de l'homme prédestiné. Elles ont puissamment aidé à former l'état d'esprit qui devait ouvrir au neveu une fortune aussi extraordinaire que celle de l'oncle. Le second Empire et la politique napoléonienne leur doivent d'avoir existé. Sedan et une grande Allemagne aussi.

Dans l'une des plus célèbres parmi ces petites pièces que Sainte-Beuve appelait des chansons épiques, le vieux sergent de Béranger, au berceau de ses petits-fils, dit la nostalgie de la victoire, l'aigle tombé, la revanche de Waterloo, la fin des traités de 1815. L'aède chante la guerre sainte des nations qui vengera les humiliations de la Patrie. Et son refrain exprime le souhait d'un prophète inconscient :

Heureux celui qui mourut dans ces fêtes.
Dieu, mes enfants, vous donne un beau trépas

Le Dieu de Béranger, celui de la liberté et de la démocratie, n'a que trop exaucé ce vœu cruel. Terrible Moloch Quelques années encore et il pourra se rassasier de sang. Pour la descendance du vieux sergent, pour les neveux et les arrière-neveux de Béranger, les occasions de mort héroïque ne manqueront pas. Sur les tombes de 1870 et de 1914, au milieu des tempêtes et des rumeurs du canon, des lambeaux de ces vieilles chansons passent encore. Ironiques ou courroucées, ces voix évoquent l'erreur d'un siècle. Aux oreilles des hommes qui ont le sens de l'histoire, elles apportent un écho de ces refrains meurtriers au son desquels les enfants auront été conduits au martyre par des pères aveugles et joyeux.

CHAPITRE II

LE CANTONNIER DE 1830

« Nous avons chassé le gouvernement des Bourbons non pas parce qu'il nous rendait malheureux, car le peuple ne fut jamais plus heureux que de 1816 à 1829, mais parce qu'il nous avait été imposé par de prétendus vainqueurs, par la force étrangère et par les traîtres de l'Intérieur. »

Etrennes d'un prolétaire,
Par un ouvrier imprimeur, 1831.

A la tribune de la Chambre, M. de Serre, ministre de Louis XVIII, saluait un jour la Convention qui avait sauvé la France. Cet homme d'Etat, qui avait l'esprit national, s'élevait audessus des partis. Il eût voulu réconcilier la France de l'ancien régime et la France de la Révolution. Son programme, digne d'un grand cœur, était de ne rien rejeter, de n'exclure personne, de fonder la politique française, en vue du bien public, sur l'oubli des querelles et sur l'union. Effacer les traces de nos guerres civiles, en finir avec les disputes pour permettre à la France de prospérer et de grandir, ce fut le rêve

non seulement de M. de Serre, mais du duc de Richelieu, de Villèle, de Martignac, Etait-ce donc impossible? Tous devaient périr, également victimes de la rage des partis.

~~quels, de conséquence en conséquence, la Révo-~~

La Restauration a eu l'hommage positiviste d'Auguste Comte. Combien parmi ceux qui avaient détruit ce régime l'ont regretté! Je ne parle pas des royalistes « ultras » dont la folie furieuse, l'absence totale de sens politique devaient être funestes à la monarchie. Fidèles à la méthode de Gribouille, ces hommes mêlaient voluptueusement leurs bulletins de vote à ceux de la gauche pour renverser les ministres que leur roi avait choisis. Mais les beaux esprits libéraux, les aristocrates doctrinaires n'avaient pas compris davantage qu'une fortune inespérée leur avait apporté, avec la Charte et le régime représentatif, la réalisation de leurs vœux. Il dépendait d'eux que cela durât et ils ne devaient jamais revoir un état de choses où leur place fût mieux marquée. « Il fallait être aussi étourdis que nous le fûmes pour faire ce que nous fîmes », dit sentencieusement le duc Victor de Broglie, lorsqu'il eut touché du doigt les désastres auxquels, de conséquence en conséquence, la Révolution de 1830 avait conduit.

En rejetant sur une étourderie la faute commise, le noble duc ne s'avouait à lui-même qu'une part de la vérité. Ce qu'il y avait, au fond de tous ces opposants, c'était le goût des ruines, un instinct d'anarchie. Il parut alors des constructeurs, frappés, à l'image des plus grands qu'ait connus notre histoire. Leur œuvre fut compromise, empoisonnée par la joie âcre qu'on éprouvait dans tous les camps à se déchirer et à démolir. C'était comme une maladie du siècle, et les plus graves, les plus vertueux cédaient à cette perversité. Le jour où Royer-Collard lut à Charles X l'adresse qui signifiait la rupture et le défi, aussitôt relevés par la réponse royale, le mot favori du doctrinaire était dans toutes les pensées. Comme des adolescents romantiques, comme des Werthers à cheveux blancs, le vieux roi et le vieux parlementaire pensaient tous deux que « périr est aussi une solution ».

Charles X, a dit un démocrate césarien, était « passionné pour le relèvement national ». Son tort, ce fut de jouer sa couronne avec une insouciance extraordinaire, comme si la solidité de sa dynastie n'eût pas été la première condition d'une politique qui, avec l'aide du temps, devait panser les plaies de 1815. Charles X eût été plus

prudent, il se fût soucié davantage de conserver le trône, s'il eût commencé par se regarder lui-même comme indispensable au salut public.

Cette idée n'était pas celle qui dirigeait le siècle. Elle était absente des esprits, absente des débats parlementaires, des querelles de la droite et de la gauche. C'est qu'au fond la France ne doutait pas de sa sécurité. Les traités de Vienne, tout maudits qu'ils étaient, n'avaient pas, en somme, si mal arrangé des choses qui, à la suite de deux invasions, avaient paru à peu près désespérées. Lorsque Victor Cousin prononçait son mot célèbre : « Non ! nous n'avons pas été vaincus à Waterloo », il ne pensait pas au désastre réparé. Il ne voyait pas d'où nous étions revenus. Il voulait dire que la défaite était rachetée, et au delà, par l'introduction en France du régime des assemblées. Comme on voit que, du temps de Cousin, les jeunes philosophes n'allaient pas à la caserne et qu'il n'y avait pas une grande Allemagne toujours prête à envahir notre pays !

Cependant, les royalistes ultras ne pensaient qu'aux crimes de la Terreur. Leurs adversaires leur reprochaient l'émigration. Les monarchistes libéraux préparaient une révolution sur le modèle de la Révolution anglaise de 1688, c'est-à-

dire la substitution d'une dynastie à une autre, ce qui leur paraissait le fin du fin. Les républicains et les bonapartistes les appuyaient, dans l'idée, d'ailleurs juste, que la chute des Bourbons de la branche aînée serait autant de gagné pour eux. Lequel, parmi les partis, pensait au bien public? Ces élus d'un suffrage restreint et censitaire, ces représentants de propriétaires et de bourgeois, ajoutaient aux vices ordinaires du régime des assemblées une sorte de corruption spéciale. Ils goûtaient la volupté de l'opposition, la popularité qu'elle procure. Ils y ajoutaient, pareils au bucheron de la légende, le plaisir de scier la branche sur laquelle ils étaient assis. Tous les corps suivaient ce mouvement. Pairs héréditaires, juges inamovibles, personne ne se croyait distingué à moins de démolir quelque chose. Des hommes graves, riches, posés, se payaient le luxe de se détruire eux-mêmes pourvu qu'ils eussent détruit le pouvoir. Les magistrats, dans les procès politiques, prononçaient des acquittements scandaleux dont les récompensait la flatterie des journaux avancés. Villèle en venait à regretter le jury dont le bon sens eût corrigé la vanité de la magistrature. Que n'a-t-il pensé que, pareillement, le suffrage universel eût

exercé une influence modératrice, tandis que la Chambre censitaire était toujours en représentation? Elle faisait du théâtre, même à ses risques et périls. L'expérience l'a prouvé : le suffrage universel est conservateur de tous les régimes parce qu'il s'attache plus aux intérêts qu'aux idées et aux choses qu'aux mots. Trop tard, sous Louis-Philippe, les légitimistes, avec Genoude, s'avisèrent de cette vérité simple que Napoléon III et Bismark devaient si bien exploiter. Emile Faguet a eu raison de dire que, si Charles X avait donné le bulletin de vote aux paysans français, il serait encore sur le trône. Et nos paysans n'auraient eu ni les invasions, ni les guerres, ni le service obligatoire avec le sacrifice du sang.

Mais qu'importait alors la défense du sol, l'économie du sang français? On faisait de l'opposition et l'opposition se nourrissait des souvenirs napoléoniens, elle s'appuyait sur l'évangile de Sainte-Hélène. L'accusation la plus grave qui ait été lancée contre la Restauration, c'est celle qui sera reprise contre Louis-Philippe. La monarchie, trop pacifique, humilie la France. Elle n'est pas assez riche de gloire militaire. Dans les assemblées, les membres les plus fou-

gueux de la gauche, les opposants les plus irréductibles, ce sont d'anciens généraux de l'Empire, c'est Foy, Lamarque, Gérard, Sébastiani, Tarayre, Demarsay, Clausel, d'autres encore. C'est M. de Corcelle, colonel de la Garde nationale sous les Cent Jours. Le sabre, en ce temps-là, était libéral. Il était même radical-socialiste, et c'est qu'on a appelé justement le « militarisme révolutionnaire ». Notre démocratie républicaine qui, avec un programme de paix, n'a pu éviter la plus grande des guerres, aura eu pour auteurs et pour ancêtres ces retraités belliqueux.

A la longue, la démocratie napoléonienne devait surgir des ruines de la monarchie. Dans les disputes de la Restauration, elle apparaît déjà telle qu'elle se réalisera plus tard. Le second Empire est en germe dans l'opposition de Béranger, de même que l'enterrement tumultueux du général Lamarque, sous la monarchie de juillet, préludera au plébiscite. Les illusions, les erreurs de Napoléon III, ses guerres contre le tsar ou contre la Maison d'Autriche, guerres si populaires et génératrices du désastre final, elles sont annoncées par les orateurs de la gauche à la tribune de la Restauration. Qu'était-ce que « l'é-

loquent Manuel »? Un bonapartiste. Il confiait à Guizot que Napoléon était « probablement la solution la meilleure des problèmes de l'avenir ». Son éloquence était un écho de Sainte-Hélène. Voilà pourquoi elle allait au cœur de la démocratie.



Palmerston, voyageant en France quelques mois avant la Révolution de 1830, notait ceci : « La France est prospère. Elle n'a besoin que de la paix pour devenir puissante. L'intérêt de sa dette est seulement de sept millions sterling et son fonds d'amortissement est de trois millions sterling. Les taxes sont légères et le peuple heureux. » Chose grave, qui donnait raison à l'homme de Sainte-Hélène, ce bonheur n'était pas goûté. Il fallait à la France de grandes guerres et de lourds impôts. Il fallait qu'elle travaillât contre elle-même à l'agrandissement de ses ennemis. La Restauration était pour elle comme un conseil judiciaire imposé à un prodigue. Le peuple français était un fils de famille impatient de reprendre le cours de ses aventures. Les ressources de la nation lui paraissaient inépuisables. Il ne voyait pas que la grandeur de la

France, sa force, sa fortune, sa sécurité lui étaient venues du labeur des générations. Comme un jeune héritier, il trouvait naturel d'être riche et puissant, d'avoir de bons murs et un bon toit, sans penser que toute richesse n'est que d'épargne, qu'elle doit être surveillée et entretenue. Déjà, de 1792 à 1815, une large brèche avait été ouverte dans le patrimoine national. La position de la France en Europe était moins bonne, moins sûre qu'elle ne l'avait été au XVIII^e siècle. Au milieu de nos gaspillages, d'autres peuples avaient grandi. Où il n'y avait eu que poussières d'Etats, des nations tendaient à se former. L'Allemagne se concentrait. Elle n'était plus séparée de son unité que par les divisions que lui avait imposées le congrès de Vienne, précaution suprême du monde civilisé. Mais quoi? L'Allemagne aussi n'avait-elle pas le droit de vivre et d'épanouir son génie? La doctrine des nationalités ne s'appliquait-elle pas à l'Allemagne comme aux autres? Il fallait, selon la voix de Sainte-Hélène, qu'il y eût une grande et noble Allemagne pour que la Sainte-Alliance des peuples détrônât celle des rois.

C'est là que la duperie mortelle a commencé. Sans doute il y avait alors une Allemagne libérale. Par l'assassinat de Kotzebue, agent de la

tyrannie, l'étudiant Sand avait attesté l'esprit révolutionnaire de la jeune Allemagne. Mais cette jeune Allemagne, elle est nationaliste avant tout. Le libéralisme ne lui apparaît que comme un moyen de briser les obstacles que le tsar, Metternich, Talleyrand, les traités de 1815, ont mis à l'expansion de la nationalité allemande. Ce que veut cette Allemagne qu'agitent des idées nouvelles, c'est son unité.

Pour les idéologues de la Jeune-Allemagne, pour les imaginatifs sans expérience, l'unité germanique ne peut manquer de renaître puisqu'ils la conçoivent. L'idée a surgi des principes révolutionnaires, des droits de l'homme, des guerres napoléoniennes qui ont réveillé la conscience nationale. Elle est encore dans la gangue du XVIII^e siècle. Elle est mélangée de cosmopolitisme, d'idéalisme humanitaire. Elle n'en a que plus de rayonnement. Elle n'en pénètre que mieux les esprits et les cœurs. Le romantisme catholiquisant y retrouve le passé dont il a le culte. Pour les libéraux, elle représente le progrès. C'est une force sentimentale. Mais déjà, des esprits positifs s'occupent de trouver les formes dans lesquelles l'idée sera coulée. Ceux-là savent bien que, pour ne pas s'évanouir, le rêve de l'unité allemande a besoin d'être transposé dans

des réalités politiques. Les Allemands veulent revivre comme une grande et puissante nation. Ils veulent reconstituer un Empire germanique. Leur désir a autant d'ardeur que d'ignorance. Alors, devançant et guidant la foule, quelques hommes lui montrent le chemin de l'avenir, et ce chemin doit passer par la Prusse.

Stein n'était pas né prussien. Son nationalisme allemand l'avait porté vers l'Etat des Hohenzollern, l'avait conduit à le rajeunir, à le transformer, malgré les résistances de ces conservateurs que Bismark devra briser à son tour. « Je n'ai qu'une patrie qui s'appelle l'Allemagne », disait Stein. C'est pourquoi, avec les patriotes réformateurs, il s'applique à faire de la Prusse un Etat capable de prendre la direction du mouvement national, un Etat moderne en même temps qu'un Etat fort. Il l'habille au besoin du temps et à la mode du jour. Il y détruit, comme un Richelieu, les survivances de la féodalité. Il s'inspire, pour l'administration, des modèles français et, pour les lois, du code Napoléon. Mais c'est qu'il veut faire de la Prusse un Etat plus national, car il ne touche à rien de ce qui lui donne sa force, ni au pouvoir. ni à la discipline, ni à l'autorité. Pensons-y : voilà peut-être com-

ment se démocratisera l'Allemagne de demain ¹.

La puissance de l'Etat, telle est la première condition de tout progrès national. Hegel traduit philosophiquement l'idée-mère de Stein. Et l'Etat dont Hegel propage le culte dans une Allemagne encore divisée, il n'a qu'un type, c'est l'Etat prussien. L'Etat est un Dieu sur la terre, dit la doctrine hégélienne. C'est un « terrestre-divin » dont le monarque est l'incarnation. Le premier devoir des individus est d'être membres de l'Etat, car sans lui, qui est la réalité absolue, ils ne sont rien. Et les Hohenzollern ont déjà mis en pratique ce que Hegel traduit en formules. L'Etat modèle, c'est celui du roi-sergent et du grand Frédéric l'état qui a fait ses preuves pendant le XVIII^e siècle, qui a résisté à la tempête napoléonienne. Hegel instaure le culte de l'Etat. Or il n'y a plus d'Etat allemand, mais il y a un Etat prussien et c'est par lui que se refera un Etat allemand. Se refera-t-il tout seul, en polarisant les enthousiasmes et les bonnes volontés? Nullement. La force devra en être l'accoucheuse et ce qui caractérise l'Etat prussien, c'est qu'il est fort. Hegel annonce Bismark, il le prévoit, il l'appelle. L'unité allemande ne se fera que par

1. Ecrit en 1918. Nous ne nous flattons pas d'avoir prévu Hitler dans une autre mesure.

les moyens héroïques. « Si grand, dit-il, que soit l'avantage que toutes les parties de l'Allemagne trouveraient à ce qu'elle devînt un Etat, une telle transformation ne saurait être cependant que l'œuvre de la force. Il faudrait la force d'un vainqueur pour rassembler la nation en une masse unique et la contraindre à se considérer comme une unité politique. » Telle est l'idée dont Hegel jette la semence redoutable dans les esprits allemands.

Le moment où le plus influent des philosophes germaniques du ^{XIX}^e siècle répandait cette doctrine était celui où les citoyens français méconnaissaient, dédaignaient ou affaiblissaient leur Etat. Ils parlaient liberté quand les Allemands parlaient puissance. Ils se désarmaient quand les Allemands songeaient à s'armer. Hegel formait la doctrine autoritaire et militaire de l'empire de Guillaume II lorsque Cousin enseignait que la Charte, la tribune et le triomphe des principes constitutionnels étaient la victoire du peuple français. A la limite de ces deux idées, il y avait pour la France des guerres sanglantes et de ruineuses invasions. Mais qui donc, dans cette opinion publique qui demandait à être reine, présentait qu'un péril pût venir d'Allemagne? Qui songeait à redouter la Prusse? Pour la Prusse

libérale, pour les Hohenzollern, pour l'héritier de « l'immortel Frédéric », la France nourrissait encore une tendresse léguée par le dernier siècle. En 1814, lorsque les rois alliés étaient entrés en vainqueurs à Paris, Frédéric-Guillaume avait trouvé des sympathies. « On tint compte au roi de Prusse de longs malheurs, d'une bravoure de soldat et d'une simplicité toute bourgeoise », dit Béranger dans ses souvenirs, sans expliquer ce que les malheurs de la Prusse pouvaient avoir de touchant pour les Parisiens. Un peu plus tard, Chateaubriand, l'ami du chansonnier, son frère d'élection, était envoyé comme ministre à Berlin. Ses dépêches diplomatiques, ses « hautes dépêches » comme il les appelait dans une lettre à Mme de Duras, ne témoignent en nul endroit qu'il ait compris que, pour la France, l'Europe et le monde, la Prusse était un danger.

Le ministère, les Bourbons, tel était l'ennemi que les conducteurs de l'esprit public désignaient à la foule. On les combattait au nom de la gloire et de la grandeur françaises. L'un des principaux organes qui préparaient la révolution s'appelait même le *National*. Où était là-dedans le bien de la nation, où était son intérêt ? Le jeune Thiers, complice aveugle d'un bonapartisme latent, chauffait le lit de cette restauration napoléonien-

ne dont il devait plus tard, mais en vain, dénoncer les fautes et les erreurs. Comment la foule ne serait-elle pas excusable de s'être trompée quand des aristocrates, des écrivains, des philosophes, des historiens qui se croyaient des politiques profonds la menaient vers l'inconnu?



Le 27 juillet 1830, à l'appel de la presse, la fusillade commença de retentir dans les rues de Paris, On dit que Thiers et Guizot, anxieux, un peu effrayés de l'aventure, doutaient du succès. On raconte aussi, et l'anecdote réjouissait Sainte-Beuve, que Rouget de Lisle, arrivant chez des amis, leur dit d'une voix altérée : « Ça va mal, on chante la *Marseillaise*. » Le peuple y allait franc jeu bon argent.

Enivré par l'odeur de la poudre, un jeune garçon, qui avait l'âge de la monarchie restaurée, avait décroché le fusil de son père. S'étant joint aux insurgés, il fit allègrement le coup de feu le long des trois jours. Lorsque Charles X fut tombé, le jeune Lebailly rentra à la maison paternelle. Toute sa vie, qui fut longue, il se souvint avec fierté de son exploit.

Chaque année, avec ses compagnons d'armes dès « trois glorieuses », il se rendait en pèlerinage à la colonne de Juillet. Et puis, le temps avait marché. L'un après l'autre, ses camarades avaient disparu. En 1908, bien vieux, bien cassé, le citoyen Lebailly se trouva seul à la Bastille, et un journaliste l'interrogea. Alors, il évoqua encore une fois ses souvenirs, le beau soleil où, sur les barricade, comme dans le tableau de Delacroix, la déesse de la Liberté lui était apparue, le drapeau tricolore à la main. Pareille à la fiancée du Cantique des Cantiques, elle était pleine de délices. Elle était pleine de promesses et de désirs. A la vérité, la déesse n'avait apporté à Lebailly qu'une médaille commémorative et une place de cantonnier. A quatre-vingt-treize ans, il peinait toujours, car une vie de labeur ne l'avait pas enrichi, et il se penchait encore sur ces pavés dont il avait, à quinze ans, formé des barricades. Jamais il ne lui était venu à l'idée que, s'il s'était battu, c'était pour le duc de Broglie et pour M. Thiers. Jamais non plus il n'avait pensé que, sans la Révolution de 1830, il n'y aurait pas eu celle de 1848 et que la France n'eût connu ni l'Empire, ni les folles guerres, ni Sedan, ni le désastre. Alors, dans la France riche et puissante, à l'abri des invasions, telle

qu'elle apparaissait en 1829 au voyageur anglais, peut-être, au lieu des journées de juin et de la Commune, au lieu des guerres civiles et des guerres étrangères, au lieu des fusillades pour les ouvriers, peut-être y eût-il eu aussi de l'aisance et du repos pour tous. Les cinq milliards payés à la Prusse en 1871, c'était assez pour donner des retraites aux travailleurs...

Il n'est pas certain que cela eût été? Nous sommes sûrs de ce qui a été et de ce qui est. Dans l'enthousiasme de ses quinze ans, dans sa puberté révolutionnaire, le cantonnier de 1830 n'avait travaillé ni pour lui-même, ni pour les hommes de sa classe, ni pour ceux de son pays.

CHAPITRE III

SOUS LOUIS-PHILIPPE, LA FRANCE S'ENNUIE D'UNE LONGUE PAIX

« Il est curieux de voir combien cette monarchie créée par la bourgeoisie et par la finance, jette peu de perturbation dans les affaires commerciales. Le 24 juillet 1830, trois jours avant la révolution, la rente est à 105fr. 15; le 22 août, trois jours après l'installation de la monarchie, elle est à 104 fr. 40. La monarchie de droit divin, en s'écroulant, a produit une baisse de 75 centimes. »

Histoire de la vie politique et privée de Louis-Philippe, par ALEXANDRE DUMAS .

Les doctrinaires et la bourgeoisie n'eussent pas réussi le coup de Juillet sans le concours du peuple qui, d'ailleurs, ne voulait pas la même chose qu'eux. Ce malentendu originel condamnait d'avance la monarchie de Louis-Philippe.

Thiers, Guizot, Mignet et les autres beaux esprits de 1830 avaient fait un raisonnement naïf. Obsédés par l'histoire d'Angleterre, ils recommençaient l'opération de 1688 et la substitution

d'une dynastie à une autre. Ils fondaient une monarchie nouvelle où le roi devait régner sans gouverner, pour assurer le triomphe des classes moyennes avec celui des idées libérales et du régime parlementaire. Cette construction de l'esprit avait le tort de ne pas tenir compte des réalités humaines. L'élévation politique de la bourgeoisie apparaissait sans doute aux bourgeois comme la consécration de toute l'histoire de France. Et ils ne doutaient pas que cette suprême justice ne dût aussi contenter les prolétaires, puisque l'accès du « pays légal » était libre, le droit d'ascension ouvert à tous, et qu'il suffisait, selon le mot fameux, de s'enrichir pour devenir électeur et prendre part au gouvernement. Jamais machine politique ne parut mieux conçue à ses auteurs. Et, puisqu'elle les comblait eux-mêmes, elle devait satisfaire tout le monde.

Le roi de cette monarchie n'aurait donc ni idée ni volonté? Le peuple n'aurait ni sentiments, ni passions, ni besoins? Un régime fondé sur cette méconnaissance des hommes et sur cette double erreur avait devant lui peu d'avenir.

Une des plus grandes explosions de mysticisme que la France ait connues s'est préparée de 1830 à 1848. Au dedans, la chasse dirigeante faisait naturellement, et sans, la classe dirigeante faisait

naturellement, et sans même y songer, de la compression sociale. Quelques milliers d'électeurs, environ 245.000, trouvaient que tout était pour le mieux et que les institutions de la France étaient arrivées à la perfection. Puisqu'ils avaient le privilège de faire des députés, ils faisaient aussi les lois et il leur semblait conforme à la raison et à l'évolution de l'histoire que les lois fussent faites pour eux, que les droits de l'homme fussent ceux du propriétaire. Ainsi s'exaspéraient les désirs de justice et de bonheur immédiat dans la classe la plus nombreuse et la plus pauvre.

Cependant il n'a pas tenu à l'oligarchie parlementaire que la France ne courût au dehors les pires aventures. Sur ce point, la bourgeoisie libérale se retrouvait peuple et foule. La prévoyance et le sentiment de l'intérêt national furent représentés par ce roi qu'on n'avait mis sur le trône qu'à la condition qu'il y fût oisif. L'histoire de la Monarchie de juillet a été celle d'une longue lutte de la royauté contre les entraînements du parti de la guerre. Avec courage et abnégation, Louis-Philippe, pour conserver une paix nécessaire, mettait en jeu la frêle couronne qu'il avait trouvée aux pieds des barricades. Il bravait les outrages d'une opposition bel-

liqueuse pour épargner à la France des conflits qui eussent été désastreux, mais auxquels, au nom des principes et des souvenirs révolutionnaires, au nom de la liberté, de la propagande et de la gloire, les Français couraient tête baissée.

Dès les premiers jours de son règne, le sort de Louis-Philippe était écrit. Il avait dû se mettre à la tête de la « résistance » contre le parti du « mouvement » qui insistait pour la déclaration de la guerre aux tyrans, l'abolition de traités de 1815, la revanche de Waterloo par l'indépendance des peuples. S'il eût suivi cette impulsion, Louis-Philippe eût conquis la foule, autant que Louis-Napoléon devait la conquérir plus tard. Son fils, le duc d'Orléans, jeune, ardent, inexpérimenté, souffrait de l'impopularité du père. Il était animé aussi de cet esprit d'opposition et de contradiction, de ce désir de se distinguer et de faire « autre chose », que tous les héritiers présomptifs ont en commun. Il eût voulu que la politique extérieure de la monarchie renonçât à la prudence, qu'elle s'emparât des cœurs, en osant ce qu'un napoléonide eût osé. Il croyait que, pour affermir le trône, pour désarmer les républicains et les bonapartistes, il eût fallu tremper la monarchie par une grande guerre

nationale, fût-elle « d'un contre quatre », comme celle que Louis-Philippe refusa d'entreprendre, en 1840, en dépit de Thiers et de l'opinion. Mieux valait, selon le duc d'Orléans, finir dans un désastre glorieux que dans le ruisseau de la rue Saint-Denis. Si le fils eût régné, il est probable qu'il eût profité des leçons de son père et que le roi des Français n'eût pas partagé les erreurs du duc d'Orléans. Mais le dilemme était posé. Aucun pouvoir ne durera en France, tant que les illusions révolutionnaires entretenues par l'évangile de Sainte-Hélène n'auront pas montré leur néant. Ou bien il fallait être renversé par l'émeute après dix-huit ans de résistance, comme le Bourbon de la branche cadette, après trois mois de conflits comme Lamartine. Ou bien il fallait, par les voies triomphales du plébiciste, exécuter le testament impérial et s'en aller, comme Napoléon III, périr à quelque Sedan.

*
* *

On s'est souvent demandé pourquoi, pendant le XIX^e siècle, la France avait fait tant de révolutions, changé si souvent de régime, abattu ses gouvernements les uns après les autres. On a

cherché les raisons de cette instabilité dans le caractère français, dans les incertitudes d'un peuple partagé entre des traditions contraires, hésitant entre la liberté et l'autorité. On n'a pas tenu compte de la passion essentielle qui le tourmentait. Depuis Waterloo, la France aspirait à un gouvernement qui lui apportât la revanche par la politique révolutionnaire et napoléonienne, par une rénovation violente de l'Europe, par un appel à la fraternité des peuples, associé à une action armée contre les rois. On « buvait, buvait, buvait à l'indépendance du monde », qui ferait la grandeur de la nation française et qui lui rendrait ses frontières.

Au grand procès des républicains, en 1831, un jeune chef, Godefroy Cavaignac, avait apporté la profession de foi de ce messianisme. « La Révolution, disait-il, c'est notre patrie remplissant cette mission d'affranchissement qui lui a été remise par la Providence des peuples. » Les peuples que la croisade démocratique conduite par la France devait affranchir, ce n'étaient pas seulement les Polonais, les Italiens. C'étaient les Allemands, c'étaient les Hongrois. Ceux que nous avons connus, dans la guerre de 1914, comme nos ennemis les plus cruels et comme les ennemis de l'Europe et du monde, ceux dont

le XX^e siècle a condamné l'esprit d'orgueil et d'oppression, ils ont eu jadis les faveurs du libéralisme. Ce qui, au contraire, s'est trouvé du même côté que nous, dans la lutte contre l'empire allemand et dans le plus grand péril que la nation française, depuis des siècles, eût couru, la démocratie naissante l'a méconnu, haï, maltraité. Non moins que « l'oligarchie britannique », la Russie fut alors désignée comme l'ennemie de la France. Le tsar, « tyran, vampire », il fallait l'abattre pour que le monde pût respirer. Le tsar n'est tombé qu'en 1917. Mais, quelques mois plus tard, l'alliance franco-russe, en pleine guerre, est tombé aussi... Quant à l'alliance anglaise, avant de devenir une des ancrs du monde, une des bases de notre politique, elle a été criminelle. Elle a été l'une des « hontes nationales » les plus violemment reprochées à Louis-Philippe par l'opposition. Casimir Périer disait déjà de cette alliance ce qu'on en a dit de nos jours. Puisque l'utilité en était méconnue avec passion ou niée avec mauvaise foi, il essayait d'en faire valoir le caractère libéral, de la justifier par la conformité des institutions et des idées politiques. « L'Europe, disait-il, apprendra ce que l'union de ces deux nations peut donner de garantie à la paix du monde et de ga-

ges à la vraie liberté. » Ainsi le ministre choisi, imposé par Louis-Philippe pour la « résistance », parlait le langage que la République, soixante-quinze ans plus tard, devait employer. Il esquisait déjà la ligne et le programme des « puissances libérales ». Cependant l'Angleterre restait, pour les démocrates et pour l'opposition de gauche, l'ennemie de la France, l'ennemie héréditaire, parce qu'elle avait été l'ennemie de la Révolution et de l'Empire.

Cette alliance, la plus féconde que nous puissions contracter, la plus désirable pour la tranquillité de l'Europe, Mauguin, par exemple, n'hésitait pas à la traiter de « honteuse soumission ». Les mêmes hommes voulaient engager la France dans une lutte inégale et inutile contre la Grande-Bretagne, la Russie, la Prusse et l'Autriche en l'honneur d'un aventurier oriental, du conquérant Méhémet-Ali. Lorsque Louis-Philippe, en 1840, eut refusé de mettre la France aux prises avec cette formidable coalition pour la plus douteuse des causes, l'indignation contre sa « lâcheté » ne connut plus de bornes. Au Mont Saint-Michel, les républicains prisonniers, compagnons de Barbès et de Blanqui, « apprirent avec une douleur mêlée de rage l'humiliation de la France ». Les favoris de ces révolution-

naires, c'étaient les Hongrois, peuple alors vénérable entre les peuples persécutés, en attendant qu'il devînt lui-même persécuteur. Par un contresens ridicule, le libéralisme français faisait des vœux ignorants pour les aristocrates magyars, pour le *gentry* de Budapest, pour les grands-pères des Tisza, des Andrassy, des Apponyi qui ont été flétris de nos jours comme les principaux complices des deux empereurs de Vienne et de Berlin, comme les infligateurs de la catastrophe et les auteurs de la grande guerre. Mais, sous Louis-Philippe, on n'avait pas encore découvert que la nationalité intéressante, la nationalité victime, en Autriche, c'étaient les Slaves. Au contraire, les Croates, que la Hongrie, objet d'un amour aveugle, n'opprimait pas encore parce qu'elle-même n'avait pas conquis son indépendance, les Croates étaient voués à l'exécration des peuples libres. En vers et en prose, les Croates, aujourd'hui Yougo-Slaves, ont été maudits comme les instruments du despotisme et comme les sbires des Habsbourg. Ils partageaient cette damnation avec les Cosaques, tortionnaires à la solde du tsar. De nos jours, les Cosaques ont retrouvé leur heure. Il appartenait à la guerre et à la révolution russe de les réhabiliter. La France a fait des vœux pour leur ata-

man Kornilof. Elle a compté sur leurs sotnias pour en finir avec les soviets... Que l'ironie de ces souvenirs nous enseigne à ne pas disperser nos sympathies au hasard. Qu'elle nous apprenne que le plus intéressant de tous les peuples, pour la France, c'est d'abord le peuple français.

Par sa politique extérieure qui était sage, qui refusait de sacrifier la sécurité et l'avenir à des rancunes ou à des engouements également funestes, Louis-Philippe a encouru le discrédit. La paix sauvegardée à grand'peine, l'invasion et les tueries évitées ont hâté sa chute au lieu de lui valoir de la gratitude. On l'accusait de manquer du sens de l'honneur national. Son tort a été de voir trop clairement ce que les Français ne voyaient pas.

La Restauration avait encore fait une politique active par les expéditions brillantes, peu coûteuses, d'Espagne, de Grèce et d'Algérie. Elle avait donné satisfaction au besoin de mouvement et de gloire militaire que la France ressentait. La monarchie de juillet, à ses débuts, s'était montrée, elle aussi, entreprenante. Elle avait prouvé que le nouveau régime n'admettait pas que la France fût traitée en quantité négligeable. L'expédition d'Ancône, le siège d'Anvers apprirent à l'Europe qu'elle devait toujours compter

avec le peuple français. Mais ces expériences mêmes, ces espèces de sondages, avertirent Louis-Philippe qu'il fallait agir avec prudence. La matière européenne se transformait à vue d'œil. Le rapport des forces changeait. La Révolution de 1830, la réapparition du drapeau tricolore n'avaient pas seulement ému et mécontenté les puissances en leur faisant craindre un réveil de l'activité révolutionnaire, une reprise des guerres de propagande. Les peuples aussi étaient méfiants, l'Allemagne surtout, dont le nationalisme, latent depuis sa grande éruption de 1813, s'entretenait et s'exaltait par la prédication de ses lettrés, de ses philosophes, de ses professeurs.

Au milieu des Etats qui grandissent, des peuples qui s'éveillent et qui s'agitent, la France, à partir de 1830, se trouve dans une situation qui annonce déjà celle où elle s'est trouvée de nos jours. La France ne domine plus par sa population ni par ses forces. Elle n'a plus la pleine liberté de ses mouvements, et une politique inconsiderée peut l'exposer à chaque instant à des risques graves. C'est pourquoi, après avoir contribué à la libération de la Belgique, Louis-Philippe refusa d'écouter les partis qui le poussaient à l'annexion et préféra la solution

de la barrière belge, pour laquelle nous ne saurions aujourd'hui lui avoir assez de reconnaissance. Plus il allait d'ailleurs, plus il était frappé des changements de l'Eupore. En 1840, au moment où menaçait une guerre inégale, évitée grâce à sa fermeté et à son coup d'œil, il avait pu observer le frémissement de l'Allemagne. Le patriotisme germanique, qui avait éclaté à cette occasion, reste marqué dans notre littérature par la célèbre réponse de Musset au *Rhin allemand* de Becker. Par-dessus les frontières et les gouvernements, déjà les nations se lançaient des défis. Louis-Philippe, averti du péril qui se formait au delà du Rhin, entrevit le choc de peuple à peuple, les guerres géantes qui s'apprêtaient. Dès lors, son principe fut d'éviter les incendis dans une Europe où les nationalismes naissants accumulaient les substances inflammables. D'ailleurs, il ne se contentait pas de rester immobile, d'observer le *quieta non movere*. Il cherchait à prévenir pour guérir. De là son entente avec Metternich et l'Autriche en vue d'arrêter les aspirations unitaires en Allemagne comme en Italie. Cette suprême précaution lui fut fatale et le parti du « mouvement », c'est-à-dire de l'imprudence, ne la lui pardonna pas.

La réforme électorale ne fut que l'occasion et

le prétexte de la Révolution de 1848. Moins clairvoyant au dedans qu'au dehors, Louis-Philippe avait répété la faute de Charles X. Un malheureux préjugé l'obstinait dans ce régime censitaire qui faisait du parlement et du pouvoir le monopole d'une bourgeoisie disputeuse et frondeuse, d'un « pays légal » qui n'avait pas même foi dans le régime qu'il avait fondé. Le remède, c'eût été un appel hardi au suffrage universel, le suffrage stabilisateur, ratificateur et conservateur par excellence, au point d'être routinier, et qui eût donné au règne de Louis-Philippe l'appui des masses rurales. On n'y pensa pas, pas plus que la médecine d'alors ne ongeait à l'antisepsie.

Cependant, grâce à la paix prolongée, la France, de jour en jour, devenait plus forte et plus riche. Elle achevait de guérir les plaies de l'Empire. Les circonstances aidant, après une période de circonspection et de sagesse, ne pouvait-elle, pas, sans risques et à peu de frais, reprendre son rang en Europe, effacer dans les traités de 1815 ce que la défaite y avait inscrit de diminutions pour nous? L'irréflexion, l'inquiétude des esprits, ne se prêtaient pas à cette politique d'attente qui eût voulu le concours du temps. « La France s'ennuie », disait Lamartine.

Bientôt il annonça « la révolution du mépris ». Cette monarchie était méprisée parce qu'elle avait horreur des aventures, parce qu'elle lésinait surtout avec le sang français. Et la France s'ennuyait parce qu'il lui manquait l'émotion des batailles, fût-ce au risque d'une nouvelle invasion, et parce qu'elle se faisait des illusions sur les dispositions des peuples à notre égard. L'Evangile de Sainte-Hélène avait conquis les âmes et l'on peut dire que, déjà, l'idée napoléonienne avait ramené l'Empire.

Cette idée avait pénétré les esprits au point que le gouvernement se croyait obligé de compter avec elle. Il lui faisait des concessions, au moins des concessions de forme, qu'il estimait inoffensives, comme s'il y avait jamais rien d'inoffensif dans la genèse et dans la préparation des grands mouvements politiques. L'hommage officiel qui fut rendu en 1840 à la mémoire de l'Empereur eut un retentissement immense. Par une inconséquence étonnante, digne de sa grande imagination ouverte à tous les souffles de l'époque, Lamartine avait annoncé que le « retour des cendres » ranimerait des émotions dangereuses et propagerait des ondes qu'aucun pouvoir n'arrêterait plus. L'évocation de la gloire, même stérile et coûteuse, l'exaltation de la grandeur, même sans durée, n'était-ce pas ce

que voulait l' « ennui » de la France que lui-même avait senti et proclamé ? Lamartine prononça un discours prophétique où il mettait la monarchie de juillet en garde contre l'évocation imprudente de l'ombre impériale. Il fallait le coup d'aile d'un poète pour devancer les temps et entrevoir la restauration de l'Empire au terme du cortège qui mena les restes de Napoléon aux Invalides. Alors, pour la première et pour la seule fois de sa vie, Lamartine défendit la politique de Louis-Philippe contre les belliqueux du parlement et de la presse, contre les démocrates avides de bouleverser le monde, contre le parti dont Thiers était le chef et qu'Emile Ollivier, si dur aux autres, n'a pas mal appelé « le parti de la fanfaronnade ». Mais la politique de la paix n'était pas populaire. Lamartine devait l'éprouver à son tour en 1848.

Cependant ses avertissements avaient été inutiles. Le retour des cendres fut l'apothéose du romantisme napoléonien. Et tandis que Paris était remué dans ses entrailles par ce triomphe funèbre, un jeune homme était enfermé à la prison de Ham pour avoir conspiré deux fois contre la sûreté de l'Etat. A Strasburg, puis à Boulogne, le neveu de l'empereur avait essayé de soulever la garnison, et les personnes raison-

nables s'accordaient à trouver ces manifestations ridicules. La première fois, il avait même été grâcié. C'était pourtant pour lui qu'on travaillait en portant à travers Paris la dépouille de son oncle, tandis que la littérature, la poésie, l'éloquence rivalisaient pour frapper l'imagination des Français. « La foule était là, comme devant un autel où le dieu serait visible », écrivait Victor Hugo dans ses *Choses vues*, en quittant la chapelle des Invalides. Tout le jour, le poète s'était promené à travers Paris. Près de lui, des hommes du peuple passaient et chantaient : « Vive mon grand Napoléon ! Vive mon vieux Napoléon ! » Lui-même, lyriquement, traduisait ces acclamations naïves. Il était un des poètes du culte napoléonien. Encore quelques années, et cette religion se traduira en bulletins de vote, ces bulletins de vote en désastres...



Il a été longtemps de mode de railler Metternich et son style dont les quatre images favorites étaient la peste, le volcan, le cancer et le déluge. Metternich ne cessait de répéter que les idées libérales répandaient sur l'Europe autant de

maux qu'il en était sorti de la boîte de Pandore. Les libéraux allemands lui paraissaient les plus dangereux de tous et il avait raison, car c'étaient déjà des pangermanistes. L'homme de la Sainte-Alliance ne se trompait pas, et ce que nous avons vu à la fin a terriblement justifié ses prophéties et dépassé ses métaphores. L'histoire doit le réhabiliter aujourd'hui, car il fut presque seul, de son temps, à discerner les progrès de la Prusse. Il fut presque seul aussi à dénoncer le principe des nationalités comme une erreur qui devait coûter cher au vieux monde en supprimant les barrières et les garanties qui retenaient encore les passions des peuples et les ambitions des Etats. La Confédération germanique, dont le statut avait été établi en 1815, était pour l'Europe une garantie contre le péril allemand. La Prusse était maintenue dans un rang secondaire, l'Allemagne restait divisée et l'Autriche était chargée de la surveillance du système.

La France n'était pas la moins intéressée au respect des règles sur lesquelles reposait la Confédération germanique, puisque c'était essentiellement contre l'unité allemande, dirigée par la Prusse, que ces précautions avaient été prises. A Paris, parmi les orateurs, les écrivains, les hommes politiques, guides de l'opinion, amers

censeurs du pouvoir, chefs de la démocratie du lendemain, qui donc se souciait de péril allemand? Guizot, venu, sous l'influence du roi, à une juste appréciation des choses, n'était pas entendu, il était presque honni lorsqu'il disait, un an avant la Révolution de février : « Nous sommes frappés du grand parti que la Prusse peut désormais tirer, en Allemagne, des deux idées qu'elle tend peu à peu à s'approprier : l'unité germanique et l'esprit libéral. » Thiers, par esprit d'opposition, soutenait alors le contraire de la thèse qu'il devait défendre avec éclat, trop tard, contre le second Empire. Il était alors pour l'unité italienne, pour l'unité allemande, pour le droit des peuples. Il reprochait à Guizot de méconnaître « l'état du monde ». Il voulait que la France prît la tête de la cause révolutionnaire en Europe, qu'elle servît partout l'idée des nationalités. « Je voudrais, disait-il, que la France fût représentée les yeux sur un livre, livre qui contiendrait les droits de l'humanité, et la main appuyée sur une épée où on lirait, gravés sur la lame : Zurich, Austerlitz, Friedland. » Et Thiers s'est étonné du coup d'Etat! Il s'est plaint de Napoléon III et de l'Empire!

A ce moment, l'Angleterre libérale tombait dans la même erreur. Partout, en Europe, Pal-

merston soutenait les nationalités. Il se flattait de posséder la clef des révolutions, et il en attendait de la puissance et de la grandeur pour l'Angleterre, directrice de ce mouvement. Mais la vraie révolution du ^{XIX}^e siècle, ce devait être celle qui ferait de l'Allemagne une seule nation, ambitieuse et pleine de vitalité comme tous les êtres qui prennent leur essor. Pas plus en Angleterre qu'en France on ne se doutait des maux que contenait le germe de l'unité allemande. Le patriotisme germanique apparaissait comme loyal et désintéressé, une grande nation germanique comme utile et comme nécessaire pour une rénovation libérale de l'Europe. Ces patriotes allemands n'étaient-ils pas presque tous des libéraux ? N'étaient-ce pas ces philosophes, ces historiens vénérés, dont les idées régnaient sur le monde ? Que l'on était loin de prévoir que, de ces Universités du Rhin et du Hanovre, sanctuaires de la pensée, sortiraient un jour des intellectuels pleins de rage ? Tout était au culte de cette « grande Allemagne » dont Lamartine saluait « les nobles fils ». Il était facile de contrarier la politique de Metternich, facile de tourner ses images en dérision. Il a fallu la guerre de 1914 pour savoir ce que sa peste, son volcan, son can-

cer, son déluge représentaient d'affreuses réalités.

La Prusse jugeait que les traités de 1815 l'avaient dupée en lui ôtant les fruits de la victoire. Ils lui refusaient, en effet, la place qu'elle revendiquait à la tête de l'Allemagne. Son rôle dans le mouvement national de 1813, et Blücher à Waterloo, l'avaient désignée au patriotisme allemand, déjà réveillé par Frédéric II, le premier des héros germaniques qui eût reparu depuis les temps modernes. L'avenir de la Prusse, c'était l'unité allemande, objet d'aspirations vagues, et qui ne pouvait prendre forme qu'autour d'une solide organisation politique. Tel était justement l'Etat prussien. La Sainte-Alliance avait été assez prévoyante pour fermer cette voie aux Hohenzollern. Ils tentèrent de l'ouvrir sans éveiller l'attention.

Pendant des années, on a parlé du *Zollverein* comme on parle aujourd'hui de *Mitteleuropa*. C'était un mot qui, à force de circuler, n'offrait plus rien de réel aux imaginations. Le bourgeois français lisait parfois, dans le *Constitutionnel*, qu'une nouvelle principauté allemande avait adhéré à l'union douanière présidée par la Prusse. Ni son esprit ni son journal n'en tiraient de conclusion. On était à mille lieues d'en-

trevoir les menaces portées par ces signes avant-coureurs de l'unité allemande.

L'année 1833 fut pleine de sourires pour Thiers, ministre d'un cabinet du « juste milieu » et candidat heureux à l'Académie. Ces fortunes détournèrent sans doute son attention des affaires d'Allemagne. Il ne semble pas avoir attaché d'importance au fait que, cette année-là, les trois royaumes du sud, Bavière, Wurtemberg et Saxe, sejoignirent au *Zolleverein* prussien. Encore trente-trois ans, encore une génération d'hommes s'étant écoulée, des fautes irréparables ayant été commises, Thiers devait prononcer des discours d'avertissement qui sont restés justement célèbres. Il devait y prédire tous les maux qu'entraînerait l'oubli de nos anciennes maximes. Il devait montrer avec une raison éclatante que l'équilibre européen reposait essentiellement sur le système de 1648, restauré en 1815, c'est-à-dire sur le principe d'une Allemagne composée d'Etats indépendants, ayant tout au plus entre eux un lien fédératif que la garantie des puissances empêchait d'aller jusqu'à l'unité. La prophétie de Thiers, annonçant les catastrophes dont une Allemagne unie et dominée par la Prusse menaçait la France et le monde, est une date de notre histoire. Combien cette prophétie

eût été plus frappante et plus efficace si elle eût été moins tradive, si Thiers l'eût faite dès le moment où, sous le couvert d'arrangements économiques, la Prusse jetait les bases de l'Empire allemand !

L'autrichien Metternich comprit ce que signifiait l'entrée dans l'union douanière prussienne des plus importants parmi les Etats allemands du Sud. Il annonçait avec la dernière précision les effets politiques que cette présidence financière de la Prusse sur les royaumes, principautés, duchés et villes libres d'Allemagne était destinée à produire. Metternich disait dans un rapport à l'empereur François : « Une série d'Etats, indépendants jusqu'ici, acceptent, vis-à-vis d'un voisin qui leur est supérieur en puissance, dans une branche extrêmement importante des contributions publiques, l'obligation de se conformer à ses lois, de se soumettre à ses mesures administratives, et à son contrôle. L'égalité des droits des confédérés cesse désormais, pour faire place à des rapports entre patrons et clients, entre protecteurs et protégés... On verra peu à peu, sous l'active direction de la Prusse et grâce aux intérêts communs qui se formeront nécessairement, les Etats qui composent l'union se fondre en un corps plus ou moins compact. »

Voilà ce qui devait être et ce que pouvait prévenir une active surveillance des agissements de la Prusse par la France et l'Autriche associées. Pour avoir, vers la fin de son règne, tenté cette politique avec Guizot, Louis-Philippe accrut son impopularité. Il se perdit, comme Louis XVI, par l'alliance autrichienne, qui était l'ailliance anti-prussienne. Comme elle se fit à Paris contre les Bourbons de la branche cadette, la Révolution de 1848 se fit à Vienne contre Metternich qui avait prévu la grande Prusse et l'Empire allemand et qui voulait épargner au monde ces fiéaux. Telle fut la clairvoyance de la démocratie.

Dans un livre satirique sur l'Allemagne qu'il avait écrit à Paris, Henri Heine s'était moqué d'un grand nombre de ses compatriotes et il avait traité légèrement ce grave sujet, l'exaltation de l'orgueil national par la propagande des écrivains et des professeurs. Il s'était diverti aux dépens des romantiques allemands qu'il se plaisait à présenter au public parisien sous des apparences bouffonnes. Dans sa galerie comique, on voyait Joseph Goerres qui, à Munich, devant quelques séminaristes, restaurait en discours le Saint-Empire romain de nation germanique. Les plaisanteries de Henri Heine étaient goûtées de

nos grands-pères. Nous leur trouvons moins de sel. De nos jours, nous avons vu le comte Hertling, président de la « Société Goerres », venir de Munich pour être chancelier de Guillaume II. Encore plus près de nous, un autre chancelier, Papen, a exalté les souvenirs du Saint-Empire. Les maniaques de moyen âge, les visionnaires pangermanistes que raillait Henri Heine, il eût convenu de les prendre au sérieux. Goerres, père spirituel des Hertling et des Papen de notre temps, n'avait seulement annoncé l'avenir. Sa parole l'avait préparé.

En 1848, cette vaste prédication avait déjà mûri l'idée de l'unité dans les esprit allemands. Mais la démocratie française voulait la liberté et la justice. Elle les voulait pour tous les peuples, comme elle les voulait pour elle-même. N'était-il pas « juste » que l'Allemagne, à son tour, fût libre et puissante, qu'elle ne formât, comme la France, qu'une seule nation?

CHAPITRE IV

LA JUSTICE FAIT FAILLITE A

L'INTERIEUR (1848)

L'idéal qu'avait rêvé ma jeunesse,
L'étoile où montaient mes espoirs perdus,
Ce n'était pas l'art, l'amour, la richesse,
C'était la justice, et je n'y crois plus.

LOUIS MÉNARD.

La justice est le ciel où les coeurs endoloris se trouvent.

PROUDHON.

Au mois de février 1848, le cœur de la France éclata. Tout ce que le peuple rêvait depuis 1815 partit d'un seul coup dans une effusion extraordinaire. Un tumulte aussi vaste et aussi soudain de sentiments et d'idées n'a eu d'équivalent à aucune époque. Ce fut la crise religieuse de la démocratie.

Lorsqu'après l'abdication et le départ de Louis-Philippe la foule pénétra aux Tuileries, on vit, au milieu de quelques scènes d'orgie banale, les spectacles les plus étranges. Dans l'oratoire

de la reine, un jeune polytechnicien, sans doute un adepte du christianisme républicain de Buchez, saisit le crucifix en s'écriant : « Voici notre maître à tous. » Et, suivi d'un grand nombre d'insurgés, il porta processionnellement la croix jusqu'à l'église prochaine. Au même moment, des orateurs populaires se succédaient sur les degrés du trône royal. L'un d'eux fit l'éloge de Louis-Napoléon Bonaparte. Bientôt, le meuble symbolique lui-même fut enlevé, jeté par une fenêtre. Il devait, quelques instants plus tard, brûler sur la place de la Bastille, au pied de la colonne de Juillet. Flaubert, dans l' *Education sentimentale*, a peint cette scène : « Alors, dit-il une joie frénétique éclata, comme si, à la place du trône, un avenir de bonheur illimité avait paru. »

Ce bonheur, c'était celui de l'humanité, tel que l'imaginaient depuis trente ans les réformateurs dont la pensée agitait confusément les masses. Saint-Simon, Fourier, Cabet n'avaient pas en vain soulevé les problèmes du travail, de la richesse, de la justice sociale. Par eux la formule de « l'organisation du travail » avait pris une valeur magique. Ils avaient répondu aux désirs d'un prolétariat accru par le développement industriel, privé de protection et de

sécurité par les principes de la liberté économique. Le besoin que la classe ouvrière ressentait et exprimait avec force, c'était celui d'une protection. Les Droits de l'homme, qu'était-ce, en fin de compte, sinon la fameuse liberté de mourir de faim ? Il fallait les compléter ou les corriger par le droit au travail. Dès le 25 février, à la demande impérieuse d'une délégation d'ouvriers, le gouvernement provisoire avait reconnu par décret ce droit nouveau. Plus tard, on lui a reproché sa faiblesse. On y a vu la cause première de la faillite si prompte à laquelle la deuxième République allait glisser. Était-il possible d'échapper à la logique d'une pareille révolution ? Que ce fût le 25 février ou le 23 juin, le conflit devait surgir. L'espérance d'une refonte totale de la société était si forte qu'on eût couru le même risque à quelque moment qu'on l'eût déçue.

Les ouvriers avaient juré de mettre trois mois de misère au service de la République. Trois mois pour réaliser la justice en ce monde ! A quel point leur idéalisme était naïf et généreux, il suffit pour en juger de se souvenir qu'ils accordèrent un dernier délai. Ils acceptèrent de souffrir un mois de misère encore. Le 23 juin, l'expérience était finie, la déception consommée.

Lamartine, si souvent prophétique, avait vu le péril. Il savait que la promesse du gouvernement était redoutable, plus redoutable encore l'état d'esprit des prolétaires. Ce qu'ils voulaient, ce n'était pas une amélioration de leur sort, des réformes, un peu de sécurité, de bien-être. C'était la justice entière, immédiate, universelle, la justice non seulement pour eux mais pour les autres, la justice au dedans et au dehors, la justice entre les classes et parmi les nations. Au lendemain de la journée où il avait convaincu le peuple de Paris de renoncer au drapeau rouge, Lamartine avait eu à repousser un nouvel assaut, bien plus grave. Cette fois on voulait l'obliger à réaliser sur-le-champ l'organisation du travail. Un groupe d'ouvriers, dont le chef portait le nom impératif de Marche, avait envahi la salle du gouvernement provisoire. Frappant le parquet de la crosse de son fusil, Marche, d'un geste de tribun, montra la place de Grève, où la foule à ce moment poussait une clameur, et il adressa aux chefs de la démocratie ces paroles merveilleuses : « Citoyens, depuis vingt-quatre heures, la révolution est faite, le peuple attend encore les résultats. Il m'envoie vous dire qu'il ne souffrira plus de délai. »

Lamartine tenta de convaincre ces croyants

exaltés que le progrès était lent et se faisait par étapes. Dans un dialogue nerveux, tenu sous le coup de l'émeute, il esquissa, par une de ces étonnantes inspirations dont il était coutumier un programme social de réformes prudentes, modérées, progressives, aux paliers très espacés, celui-là même que la troisième République s'est donné plus tard pour tâche de remplir. Mais lorsque Lamartine parla des institutions fraternelles que la République devait successivement organiser pour relever la condition du prolétaire, il lut sur les visages le mot que Louis Blanc lui-même devait entendre un jour : « Tu es donc un traître, toi aussi ? »

C'était tout de suite qu'il fallait la justice. Le droit, il le fallait tout entier. Mais ces Français idéalistes ne revendiquaient pas la justice et le droit pour eux seuls. Il y avait au loin des nations qui souffraient, des nations victimes de l'iniquité. Il y avait l'Italie, la Hongrie, la Pologne. Et puis, un peu partout dans les pays germaniques, à Vienne, à Berlin, à Munich, à Dresde, avaient éclaté des révolutions annonciatrices d'une libération du monde. Enfin luisait le jour que le peuple français avait tant attendu. Ce qu'il avait rêvé, chanté, prophétisé s'accomplissait. La vision qui avait soutenu les longues

heures de l'atelier, qui avait animé les combattants des barricades, on la touchait de la main. Rien n'était plus impossible. Tout le passé, toutes les oppressions rentraient dans l'ombre. Les hommes de mauvaise volonté suffiraient-ils à empêcher cet avènement du ciel sur la terre ?

La foi de ces révolutionnaires était si contagieuse que peu d'esprits y échappaient. Les proclamations des candidats, aux élections d'avril, montrèrent des industriels, des médecins, qui revendiquaient le titre d'« ouvriers », tandis que les propriétaires s'excusaient humblement de n'avoir pas fait des questions sociales l'étude de toute leur vie. M. de Falloux se disait républicain par nature. M. de Ségur d'Aguesseau voulait satisfaire aux nécessités de la démocratie triomphante. M. de Montalembert se vantait d'avoir toujours reconnu le droit divin des nationalités et la légitimité du peuple. Pendant deux mois le clergé bénit des arbres de la liberté. On ne devait plus revoir qu'avec les premiers jours de la révolution russe une pareille unanimité d'enthousiasme et d'adhésion.

Pourtant les jours passaient sans que rien d'essentiel fût changé à l'aspect du monde. On sentait que l'heure des grandes espérances allait s'envoler et la réalité retomber sur la terre.

L'assemblée s'était réunie et, quand elle se fut comptée, elle s'aperçut qu'elle représentait une autre France que celle à qui s'étaient adressées ses professions de foi. C'était la France du suffrage universel, avec son composé constant, sa moyenne de réalisme et d'idéalisme. C'étaient des traditions, des intérêts, la vie des campagnes apportant la contre-partie du romantisme révolutionnaire. C'était la petite propriété, la bourgeoisie modeste, cherchant, non moins que le prolétariat, son expression politique. Cette masse avait en elle-même une puissance régulatrice. Déjà elle tendait à un régime matériel de satisfaction moyenne des habitudes et des besoins et montrait l'horreur des bouleversements. La justice qu'elle voulait serait peut-être une justice fiscale, administrative, une distribution bureaucratique des avantages et des biens où chacun aurait son tour, bref la conception de la cagnotte appliquée à la nation et de la tontine appliquée à l'Etat. D'instinct, le peuple de Paris eut horreur de cette vaste médiocrité. Il sentit que sa justice à lui, qui était absolue et sans limites, était en danger. Alors, saisi d'une sorte d'impatience (les trois mois de misère pour lesquels il avait fait crédit étaient presque écoulés), il parut tumultueusement devant l'assemblée elle

même, l'assemblée du suffrage universel, pour obtenir que la justice fût.

La journée du 15 mai annonçait la rupture du prolétariat et de la République bourgeoise. Elle entendit le grand cri d'une foule idéaliste et affamée de justice. Justice au dehors, justice au dedans, justice pour tous et même justice d'abord pour les nations malheureuses. Les manifestants qui envahissaient l'assemblée criaient : « Vive la Pologne ! » avant de crier : « Vive l'organisation du travail ! » Lorsque Blanqui prit la parole, la cause qu'il défendit la première fut celle des Polonais. « Le peuple, s'écria-t-il, exige que l'Assemblée nationale décrète, sans désemparer, que la France ne mettra l'épée au fourreau que lorsque l'ancienne Pologne tout entière sera reconstituée. » Cela dit, il voulut passer aux revendications des ouvriers français. Sobrier l'interrompit avec violence. « Il ne s'agit pas de cela. La Pologne ! la Pologne ! Parle de la Pologne ! »

Ainsi l'assemblée était sommée de jeter la France dans une vaste guerre européenne pour délivrer la Pologne. Sous cette impression, elle vota son ordre du jour conciliateur du 24 mai : « Pacte fraternel avec l'Allemagne, reconstitution de la Pologne indépendante, affranchisse-

ment de l'Italie. » C'était la reconnaissance solennelle du principe des nationalités, son adoption par la démocratie, une reconnaissance et une adoption platoniques. Déjà il était certain que l'assemblée, ratifiant, comme Lamartine lui-même, la politique extérieure de Louis-Philippe, ne ferait pas la guerre. La révolution était une partie perdue pour la Pologne, différée seulement pour l'Italie et pour l'Allemagne. Mais l'autre face de la justice ? Mais l'organisation du travail ? Quelques jours encore, et la faillite en sera déclarée par la fermeture des ateliers nationaux.

L'orage qui grossissait au cœur des prolétaires était sur le point d'éclater lorsque, dans les heures lourdes qui précédèrent l'insurrection de juin, une voix s'éleva tout à coup. Elle parlait un langage où la France reconnut ses aspirations et ses désirs obscurs, où elle entendit enfin les mots que la République n'avait pas su trouver. « Mon nom est un symbole d'ordre, de nationalité, de gloire », disait Louis-Napoléon Bonaparte avec hauteur dans sa lettre d'adieu à l'assemblée. Sur leur Aventin de la montagne Sainte-Genève et du faubourg Saint-Antoine, les prolétaires grondants, déjà séparés du reste de la France, négligèrent ces paroles. Elles émuèrent le pays qui y reconnut l'accent napoléonien.

L'ordre, c'était le besoin d'un peuple de petits propriétaires à qui la démocratie sociale n'apparaissait encore que sous les aspects effrayants du communisme partageur. La nationalité, la gloire, c'étaient les mots qui flattaient ses passions et ses illusions. Il fallait en finir avec les ennemis de la société qui avaient fait le rêve insensé de renverser les bases du capital et de la propriété. Mais, conservatrice du code, la France restait toujours aventureuse et idéaliste au dehors. Dès ce moment, elle était acquise à l'exécuteur testamentaire du programme de Sainte-Hélène, qui avait si bien compris, touché et ravivé ses sentiments.

Le sombre épisode des journées de juin a été le grand drame des ouvriers français. Aujourd'hui nous en jugeons mieux le caractère. Il fut terrible parce que c'était une crise morale qui se résolvait dans un prolétariat encore naïf. Les révoltés n'avaient pas de plan. Aucun nom de chef n'est resté de cette insurrection sanglante devant laquelle l'armée elle-même se sentit un moment découragée. On y vit sans doute des scènes ignobles, de lâches assassinats. Mais, chez le plus grand nombre, ce qui agissait, c'était l'espérance déçue, c'était la foi trompée. On retrouve, aux débuts des journées de juin, les

restes du mysticisme de février. Pareil au polytechnicien qui avait élevé au-dessus de la foule le crucifix de la reine, Pajol, l'orateur de l'insurrection, comparait le peuple au Christ outragé flagellé, couronné d'épines. Les journées de juin furent la guerre sacrée des faubourgs.

L'insurrection fut écrasée. Les bourgeois de la garde nationale s'y battirent avec une fureur héroïque contre le monstre du communisme, pour la propriété et pour l'héritage. Mais, de cette lutte inexpiable, le monde ouvrier vaincu sortit démoralisé pour longtemps. Lorsque le général Cavaignac et l'assemblée organisèrent sur la place de la Concorde une cérémonie d'expiation et de réconciliation à la mémoire de toutes les victimes, les emblèmes républicains apparurent comme une dérision. « On y lisait partout la devise *Liberté, Egalité, Fraternité* », dit Daniel Stern. « Mais elle ne faisait plus naître d'autre sentiment que celui d'une amère ironie. » De ce jour, des croyances furent tuées, des cœurs flétris. Des hommes qui n'avaient vécu que pour la justice portèrent un deuil. Le charme de février était rompu.

*
* *

Il ne subsistait qu'une part de l'idéal révolutionnaire. Celle-là, l'expérience ne l'avait pas encore touchée. Elle restait toujours séduisante et riche de promesses parce qu'elle n'avait pas été mise à l'épreuve. Le rêve de justice sociale que la France avait fait au mois de février 1848 s'était terminé par une affreuse guerre civile. Le rêve de justice internationale ne s'était pas encore heurté aux réalités. Qui pensait alors qu'il allait engendrer des guerres sanglantes et se terminer par un choc des peuples tel qu'on n'en avait jamais vu ?

Aux premiers mois de 1848, l'avenir de la démocratie européenne paraissait si pur et si certain qu'il ne trouvait pas de sceptiques. Au milieu des délégations de toute sorte qui affluaient au Gouvernement provisoire, il n'était pas de jour qu'il ne se présentât une députation de démocrates allemands, italiens, hongrois, polonais ou espagnols. Est-ce que des Etats-Unis d'Europe, une Société des nations n'allaient pas naître de ces contacts et de ces sympathies ? A travers le continent, la Russie exceptée, la devise démocratique se répandait avec une force qui

semblait invincible. Tous les peuples secouaient leurs chaînes. Les dynasties réactionnaires capitulaient ou bien elles étaient renversées. Metternich et les Habsbourg étaient chassés de Vienne. La Hongrie, objet des prédilections libérales, proclamait son affranchissement. L'Allemagne allait avoir son Parlement et Berlin s'était soulevé. A Paris, on ne séparait pas le roi de Prusse de son peuple. Le libéralisme français, fidèle à la tradition du XVIII^e siècle, n'avait alors aucun doute sur les Hohenzollern et continuait à croire, comme disait Lamartine, à leur « esprit éclairé » et à leur « cœur populaire ». Une grande Allemagne, dévouée aux idées libérales sous les auspices de la Prusse, devait rendre facile et paisible le règlement de tous les problèmes européens.

C'est ainsi que Lamartine voyait l'avenir. C'est à la faveur de ces illusions qu'il traçait le programme de politique extérieure de la deuxième République. Sur les apparences qui s'offraient alors à ses yeux, Lamartine raisonnait peut-être avec justesse. Il raisonnait sur des apparences, et le fond des choses lui échappait. Il voyait sans doute que, dans les mouvements populaires qui se propageaient, le libéralisme et le nationalisme étaient mélangés. Il n'apercevait

pas que tous deux ne pourraient pas cohabiter longtemps, que l'un finirait par dévorer l'autre, et que, le nationalisme étant le plus fort, c'était lui qui l'emporterait et qui déterminerait les formes politiques des peuples nouvellement unis ou libérés. Mais si grande était la confiance de Lamartine dans l'avenir et dans la vertu de la démocratie, qu'il voyait déjà l'Allemagne elle-même rendant à la Pologne son indépendance par un grand mouvement généreux. Aux Polonais qui réclamaient l'intervention de la France, il montrait la « nouvelle fédération germanique » prête à « émanciper les faibles », et il déclarait « traître à la liberté du monde » quiconque voudrait attaquer l'Allemagne et la troubler dans cette sublime gestation.

Avant d'être la ville où a été signée la plus brutale des paix, Francfort fut pendant quelques mois la ville sainte du libéralisme allemand, vénérée par le libéralisme européen. Le Parlement de Francfort se réunissait presque en même temps que l'Assemblée nationale. Dans cette rencontre, Lamartine voyait un augure heureux et la promesse des joies futures. Il disait dans son rapport du 8 mai sur les relations extérieures :

« L'idée d'un parlement constituant, en per-

manence au cœur de l'Allemagne, surgit au contact de nos idées... La liberté de plus en plus démocratique de l'Allemagne prendra nécessairement son appui sur une puissance démocratique, aussi, sans autre ambition que l'alliance des principes et la sûreté des territoires : c'est nommer la France. Les bases de ce Parlement, délibérées à Francfort à la fin de mars, présagent les destinées nouvelles de l'Allemagne... Ainsi, de toutes parts, depuis la proclamation de la République, sous des formes variées et analogues au génie des peuples, l'indépendance, la liberté, la démocratie s'organisent sur le type français. »

Il n'y avait aucune raison de douter du libéralisme que professaient les députés allemands réunis à Francfort. L'erreur était de croire qu'ils songeassent avant tout à s'organiser en démocratie sur le type français. L'erreur était de ramener la France et l'Allemagne au même dénominateur. La France était une. L'Allemagne avait à faire son unité. Si les patriotes allemands étaient libéraux, quelques-uns même républicains, le particularisme consacré par les traités de 1815 était l'obstacle qui se dressait sur la route de l'unité allemande, et, pour abattre le particularisme, il fallait passer sur le corps des vingt et quelques dynasties qui se partageaient

l'Allemagne. En d'autres termes, il fallait une vaste révolution, un mouvement général éclatant et réussissant simultanément à Berlin, à Munich, à Dresde, à Vienne même. Car l'unité que voulaient les libéraux de Francfort était bien plus étendue que celle que devait réaliser Bismarck. Ils revendiquaient tous les pays de langue germanique avec leurs dépendances historiques ou politiques. Ils rêvaient, ces démocrates, ce qu'a rêvé Guillaume II, la reconstitution du Saint-Empire. Ils n'ont pas été les précurseurs du pangermanisme; ils ont été le pangermanisme lui-même. S'ils ne demandaient pas encore l'Alsace, ils y pensaient au fond de leur cœur. Déjà ils voulaient mettre la main sur le Sleswig-Holstein, et la guerre des Duchés, la spoliation du Danemark ont été inspirées à Francfort. Principe des nationalités, droit naturel, liberté des races, le « teutonisme », comme on l'appelait alors, les revendiquait aussi, mais s'en armait contre le petit peuple danois. Le Parlement germanique poussa la Prusse à s'emparer de Sleswig. Quand les puissances intervinrent, reconnaissant, sous les principes libéraux, le droit du plus fort, ce fut un long cri de déception et de rage chez les députés allemands. A partir de ce jour, le libéralisme germanique fut virtuellement acquis à

la force, et la force, c'était la Prusse.

Déjà prussien au point d'offrir à Frédéric-Guillaume une couronne impériale élective, le Parlement de Francfort avait indiqué les grandes lignes de la politique que les Hohenzollern allaient suivre à l'égard de l'Autriche. Ou bien l'Autriche devait entrer dans l'Allemagne nouvelle comme une égale entre des égaux, ou bien, si elle prétendait à des privilèges, à une suprématie, elle serait expulsée de la Confédération. De même que la guerre de 1864 contre le Danemark, la guerre de 1866 a été inspirée, suggérée à Bismarck par les libéraux de Francfort. Mais, tout en voulant briser la puissance de l'Autriche hostile à l'unité allemande, les pangermanistes de 1848 comptaient bien la faire rentrer un jour, humiliée et affaiblie, dans le futur Etat allemand. La conception de *Mittleuropa* était aussi nette dans leur esprit qu'elle l'est de nos jours. Et ce n'étaient pas seulement les provinces autrichiennes de langue allemande qu'ils voulaient réunir. C'étaient aussi les dépendances de la maison de Habsbourg, c'était la Vénétie et la Lombardie. Lorsque l'armée de Radetzky partit à la rencontre de Charles-Albert pour écraser l'indépendance italienne, le Parlement de Francfort fit pour elle des vœux solennels. Quoique,

vingt ans plus tard, l'unité allemande et l'unité italienne dussent s'accomplir ensemble et en se prêtant un appui réciproque, l'Allemagne se considérerait déjà comme l'héritière de l'Autriche. Elle était prête à prendre sa place partout, jusqu'en Italie.

Il ne manquait au libéralisme allemand qu'une chose pour exécuter ce programme, mais c'était une chose essentielle. Il lui manquait de s'appuyer sur un Etat robuste. Il ne tarda pas à reconnaître que l'idée d'une politique à la fois nationale et républicaine, en Allemagne comme en France, se heurtait aux réalités de la politique et de la vie. Pour pendre forme, pour aboutir, le rêve allemand devait, comme le rêve français trouver un ouvrier et recourir aux éternels moyens de la force et de la guerre. Les principes libéraux ne suffisaient pas à rénover le monde.

Il semblait que le peuple français et le peuple allemand voulussent alors les mêmes choses parce que l'abolition des traités de 1815 était également dans leurs vœux. Mais l'Allemagne y voyait avant tout ce qui la gênait pour former son unité et devenir une seule et grande nation. La France y voyait, avec la mutilation de ses frontières, l'oppression et la tyrannie pesant sur

les peuples. L'Allemagne était égoïste tandis que la France ne séparait pas sa cause de celle d'autrui. L'Allemagne voulait travailler pour elle seule, et la France était désintéressée. La guerre de 1870 était en germe dans ce désaccord. Pour ne pas avoir compris que le libéralisme allemand était à base de nationalisme, la politique française allait favoriser ou laisser faire l'unité allemande, jusqu'au jour où l'on comprendrait, — trop tard, — que cette unité ne pouvait se faire que contre nous.

L'année 1848 apporta la même déception des deux côtés du Rhin et laissa le même regret. Ce qu'on avait espéré de part et d'autre ne s'était pas accompli. Le Parlement de Francfort s'était dissous sans avoir unifié l'Allemagne. La deuxième République avait reculé devant l'initiative redoutable de déclarer la guerre pour affranchir le monde. Dès lors, la France et l'Allemagne étaient prêtes à se confier aux chefs qui leur promettaient de réaliser leur rêve. Napoléon et Bismark n'avaient qu'à venir : ils seraient acclamés et suivis. Mais Napoléon devait venir d'abord, car c'était à lui qu'il appartenait d'ouvrir la seule brèche par laquelle Bismarck pût passer. Sans la France, qui, par deux guerres successives, allait ébranler l'Europe et met-

tre la masse allemande en mouvement, l'unité germanique restait prisonnière aux limbes de Francfort.

*

* *

Pour ressusciter le régime napoléonien, pour permettre au peuple français de déléguer à un Napoléon ses espérances, il fallait qu'une condition, une seule, fût remplie. Il dépendait de l'assemblée constituante de décider du caractère à donner au pouvoir exécutif. Par un entraînement fatal, cette assemblée, qui se défiait de Louis-Napoléon Bonaparte, adopta la mesure qu'il fallait pour lui ouvrir l'accès du pouvoir. Elle opta pour le plébiscite. C'était son suicide. Ses prudences mêmes le préparèrent. Conservatrice, au fond, elle redoutait d'être soupçonnée de nourrir des projets de restauration monarchique. Pour éviter un roi, elle laissa faire un empereur. Lamartine lui-même, par une ambition ou une rancune indignes de son grand cœur, peut-être aussi par fatalisme, oublia ce qu'il avait annoncé huit ans plus tôt, quand il montrait avant le retour des cendres, le danger de réveiller le souvenir de Napoléon. Son discours, qui entraîna l'adoption du plébiscite, proclamait la faillite de la République, « beau rêve »

qu'avaient fait la France et le genre humain. Pour réaliser ce qu'il restait de ce rêve, il fallait s'abandonner au courant qui, depuis 1815, n'avait cessé de grandir. La semence jetée du rocher de Sainte-Hélène allait germer. Prévoyant lui-même que les Français éliraient un Bonaparte et redoutant ce choix, Lamartine s'écriait : « N'importe ! le sort en est jeté. » Tout abdiquait. Comme Charles X, comme Louis-Philippe, la République s'effaçait devant quelque chose de plus fort qu'elle, devant la Révolution personnifiée.

Le 10 décembre, cinq millions et demi de Français votèrent pour le neveu de celui qui avait été « l'Orphée et l'Hercule de la Révolution française ». Louis-Napoléon n'était plus le ridicule conspirateur de Strasbourg et de Boulogne, le prisonnier de Ham, le député qui, à la tribune de l'assemblée, avait surpris par « son « accent étranger ». La démocratie reconnaissait en lui ses aspirations. Il n'est pas vrai que l'élection du 10 décembre ait été une élection réactionnaire. Les conservateurs, en général, avaient voté pour le général Cavaignac, le vainqueur des journées de juin, tandis que quelques-uns des départements qui, en avril, avaient donné le plus de voix aux socialistes, — on peut

citer celui de Saône-et-Loire, — apportaient la majorité de leurs suffrages à Louis-Napoléon. Non, non, c'est bien par un acte de leur volonté et de leur libre arbitre que les Français sont revenus à la formule napoléonienne, parce que cette formule, telle que le premier empereur l'avait conçue, était celle qui répondait aux souvenirs et aux espérances du peuple. L'ordre, la gloire, les nationalités, c'étaient les trois couleurs auxquelles se ralliait la masse et qui faisaient l'union l'ordre, toujours cher à un pays de petits propriétaires et d'épargnants; la gloire, précieuse à une nation patriote mais qui se trompait sur les conditions dans lesquelles se trouvait la France en Eupore et qui négligeait sa sécurité comme une chose secondaire et allant de soi; les nationalités, enfin, part de la générosité et de l'illusion. La France brûlait de faire le bonheur des autres, certaine qu'elle travaillait en même temps pour le sien.

Encore quelques mois et Louis-Napoléon, fort de ce programme, sera le maître absolu. Confiance au dedans, promesses pour le dehors, il possédait. il apportait tout. Jamais pouvoir ne s'est établi sur plus de consentement. Nul n'a eu non plus des bases plus fragiles. Comme le preneur de rats de la légende qui avait conduit

la foule ravie droit à la rivière, Napoléon III, aux applaudissements de la France, allait la mener au désastre et le monde avec elle.

Ce ne devait pas être, pourtant, sans que la fortune offrît des occasions de retenir l'Europe sur la pente. Ces occasions furent perdues par une suite de fautes qui eurent ceci de tragique que personne, sur le moment, ne les aperçut.

CHAPITRE V

L'OCCASION DE DETRUIRE LE MILITARISME PRUSSIEN EST MANQUEE

To heirs unknown descends the unguarded
store.

Pope.

Un matin du mois de novembre 1850, M. de Beust, ministre des Affaires étrangères du royaume de Saxe, reçut la visite de son médecin qui observa un épanchement de bile. « C'est bien possible », dit Beust. Et il ajouta : « Je suis comme un joueur qui aurait dix-huit à point et qui verrait son partenaire renoncer à la partie. »

Il venait, en effet, de se passer ceci. Les Etats secondaires d'Allemagne, unis l'Autriche, étaient entrés en conflit avec la Prusse dont les ambitions commençaient à se découvrir. La Prusse vivait à prendre la tête du mouvement unitaire allemand. Elle y était encouragée par le vote du Parlement de Francfort. Frédéric-

Guillaume avait dédaigné la « couronne de boue » que lui avait offerte une assemblée impuissante. Il n'en était pas moins le candidat désigné, et le plan qui devait être exécuté un jour par Bismarck s'ébauchait. Il s'agissait d'écarter l'Autriche des affaires allemandes, puis, cela fait, cette rivale supprimée, d'« avaler » royaumes, duchés et villes libres. Les petites cours, un moment inattentives au péril, s'étaient ressaisies à temps et, remises d'aplomb depuis l'échec des libéraux unitaires de Francfort, elles s'étaient groupées autour de l'Autriche. La Prusse, qui s'était lancée dans cette aventure avec des forces insuffisantes, risquait de la payer cher. L'entrée des troupes fédérales à Berlin était assurée et l'Europe, sans s'en douter, allait passer à côté de son salut, puisque les Allemands eux-mêmes se chargeaient d'écraser dans l'œuf le « militarisme prussien ».

Cependant le roi de Prusse, effrayé, prenait les devants. Il s'humiliait à Olmütz. Puis, comme l'Autriche restait exigeante, posait des conditions telles que la Prusse allait se voir contrainte d'accepter un combat qui eût certainement mal tourné pour elle, l'empereur de Russie intervint. Il obligea les deux camps à accepter une médiation impérieuse, de sorte que Frédéric-

Guillaume s'en tira à bon marché, bien que l'humiliation fût cuisante. Quant à l'Autriche et aux Cours moyennes, elles étaient frustrées et jouées. Une espérance qu'elles avaient tenue à portée de la main leur échappait. Seize ans plus tard, le même conflit devait éclater, mais cette fois, dans des circonstances favorables à la Prusse encore servie par le tsar, qui, au lieu d'intervenir, s'abstint comme la France elle-même. Ainsi la lutte se termina par la défaite de l'Autriche à Sadowa et l'abdication des Etats du Sud. Beust, dernier représentant de la politique particulariste, pressentait ces suites funestes. Voilà ce qui donnait un épanchement de bile au ministre de Saxe et lui faisait dire qu'il avait perdu la partie avec « dix-huit à point ».

Aujourd'hui qu'il est trop tard, que le mal est fait et que les conséquences en ont éclaté avec fureur, on voit les Alliés épier les moindres signes de division du monde germanique. Si l'Allemagne du Sud allait se lasser, l'Autriche s'affranchir?... *Sero medicina paratur*. Le remède est venu trop tard. Qui plus est, on a destiné à l'Allemagne adulte le remède qui eût convenu à sa gourme. A deux reprises, au milieu du siècle dernier, les événements ont offert à l'Europe le moyen d'en finir avec la Prusse, de

s'épargner à elle-même le fléau qui est venu la frapper. La fortune s'est lassée par ces négligences. Contre la Prusse, les Etats allemands, en 1850, ne demandaient même pas à être aidés. Ils demandaient à l'Europe de les laisser faire. Loin de recevoir un signe d'encouragement, leur action fut arrêtée. Ils étaient prêts quand nous ne l'étions pas. Comment s'étonner qu'ils ne le soient plus quand nous le sommes? Depuis, les choses ont marché.

Cette année 1850 partage l'histoire comme elle partage le siècle. L'abstention des puissances qui tenaient entre leurs mains le sort de l'Allemagne a décidé de l'avenir. La Russie avait sauvé la Prusse. La France l'avait ménagée. L'Angleterre avait fermé les yeux. Somnambule réveillée seulement en 1914, elle devait être la dernière à comprendre le péril allemand. L'autocratie russe, le césarisme démocratique français le parlementarisme britannique, pour des raisons diverses, ont été également insensibles à leur bien et à leur mal.

Le moscovite surtout n'avait rien vu et rien compris. Il restait grossièrement fidèle à la lettre de la Sainte-Alliance et le subtil Metternich n'était plus là pour lui en faire entendre l'esprit. Nicolas 1er combattait la révolution à tort et à

travers. La Russie ayant été, des grands Etats continentaux, le seul épargné par les convulsions de 1848, disposait d'une supériorité de force indiscutable. Nicolas Ier, jusqu'à la guerre de Crimée, pouvait tout en Europe. Mais la politique russe restait asiatique. Le tsar ne concevait qu'une chose, la lutte contre les idées révolutionnaires. Indistinctement, il étouffait la révolution hongroise pour sauver les Habsbourg, puis il venait sauver le roi de Prusse, ennemi de ces mêmes Habsbourg. Il lui manquait d'être éclairé sur les finesses. Sa force, bien employée, aurait pu être infiniment bienfaisante. Elle n'était pas dangereuse, contrairement à ce qu'on a longtemps pensé. Car, avant bien d'autres signes, la guerre de Crimée allait prouver que le colosse russe avait des pieds d'argile.

Obscurément, comme un géant naïf, Nicolas Ier sentait que, pour faire une politique de conservation intelligente, il lui manquait quelque chose. C'étaient les conseils et l'appui de la France. « Personne ne bougera et ne pourra rien en Europe tant que la Russie et la France seront unies et se donneront la main », disait-il, précisément au moment d'Olmütz. Il ne voulait pas de l'unité allemande, « ce rêve de professeurs » comme il disait avec dédain. Alors, de toute

évidence, rien n'eût été plus facile à une alliance franco-russe que d'empêcher une grande Allemagne de naître. Cette alliance, la démocratie française n'en voulait pas. Elle l'avait en horreur au temps où la France et la Russie alliées eussent été toutes puissantes et en mesure d'épargner des maux affreux aux races futures. L'alliance franco-russe s'est nouée quand le mal a été fait et pour résister au péril allemand. Là encore, la médecine est venue trop tard. Après avoir repeté l'alliance du tsarisme quand il était robuste, la démocratie française, pressée par le péril, s'est liée à sa destinée au moment où il devenait chancelant.

*
* *

La brève période qui sépare du coup d'Etat l'élection de Louis-Napoléon à la présidence est généralement négligée. Elle est peut-être encore plus ignorée que le reste de notre histoire au XIX^e siècle. Si elle est obscure, elle a été décisive. Déjà, c'était la politique extérieure et le programme des nationalités qui avaient contribué pour une large part à l'élection du 10 décembre. Ce fut aussi ce qui détermina la chute de l'assemblée et la proclamation de l'Empire.

Les hommes qui, dans l'Assemblée nouvelle élue le 18 mai 1849, s'occupaient de politique étrangère, étaient, en général, comme le personnel diplomatique lui-même, pénétrés de l'esprit et de la méthode de Louis-Philippe. Ils eussent voulu que la République fît au dehors une politique mesuré et prudente. Le prince-président avait un programme à accomplir, celui que représentait « le nom de Napoléon ». Ce programme, c'était les aventures, c'était la révolution européenne, le grand ébranlement avec tous ses dangers. Les conservateurs de l'Assemblée le sentaient bien; ils ne le disaient pas ou ils le disaient mal. C'est que, pour le dire, il eût fallu réhabiliter les deux monarchies qui s'étaient succédé depuis 1815. On ne l'osait pas. Il eût fallu aussi remonter le courant de l'opinion publique. C'était ce qu'un corps élu pouvait faire moins que personne. Car il y avait ceci d'extraordinaire dans la situation. Les millions de voix qui avaient élu Louis-Napoléon. le 10 décembre, n'avaient su de quel côté se porter le 18 mai suivant, et elles s'étaient partagées entre des radicaux et des conservateurs, selon qu'elles croyaient mieux entrer dans les idées du prince-président. Ces pauvres Français! ils l'aimaient tant, alors, leur napoléonide! Ils avaient en lui

une telle confiance ! Et comme il n'y avait guère encore de candidat ouvertement bonapartiste, ils votaient soit pour la partie face, soit pour la partie pile du programme, soit pour l'ordre à l'intérieur, soit pour les agitations à l'extérieur, sûrs seulement d'une chose, c'est que les modérés de l'école de Lamartine ou de Cavaignac ne plaisaient pas à l'Elysée, et ils ne voulaient que ce que voulait leur héros.

Au début, le président avait compté avec l'assemblée. Dans les affaires de Rome, il s'était rangé à l'avis des conservateurs afin de ne pas s'aliéner à l'intérieur les catholiques. Mais, au fond du cœur, n'était-il pas avec ces manifestants et ces émeutiers de la place du Château-d'Eau qui réclamaient la République romaine, aurore de l'unité italienne ? Louis-Napoléon s'enthardit par ce mouvement de la rue parisienne qui répondait à ses propres pensées. Il obtint que la France secourût les Hongrois, alors si chers aux libéraux français, après avoir déclaré que « la peau de Kossuth valait au besoin la guerre ». Pour Kossuth, pour la Hongrie, que n'eût-on pas fait ! Un démocrate, Jules Favre, provoqua le prince-président à la tribune en lui rappelant son passé et la part qu'il avait prise, dix-huit ans plus tôt, à la Révolution romaine.

Les cris du Château-d'Eau, le discours de Jules Favre, ce fut comme le réveil de Charles VI dans la forêt au son de l'armure frappée par la lance. Ces voix républicaines rappelèrent au prince sa vocation. Elles lui montrèrent les appuis sur lesquels il pouvait compter. Dès lors, il exposa son programme sans détours pour faire enfin la politique d'un Napoléon.

Quelle politique ! Le prince-président parlait ouvertement d'abolir les traités de 1815 par le moyen d'une alliance des Français, des Anglais et des Prussiens. Il confiait ses desseins à l'ambassadeur de Prusse lui-même. Par cet admirable projet, pour agrandir la France, on agrandissait la Prusse. On lui confiait le soin de diriger l'Allemagne. Le vieux préjugé libéral favorable aux Hohenzollern inspirait Louis-Napoléon. La France et la Prusse n'étaient-elles pas deux sœurs ? « N'avaient-elles pas toutes deux même culture, même idéal de libéralisme éclairé, même intérêt à émanciper et à unir les nations et les races ? » Ces paroles, qui nous paraissent inventées par un amateur d'ironie un peu épais, le prince les prononçait en juin 1850. Au même moment, Palmerston déclarait sur le ton d'un oracle. « qu'une union allemande sous la direction de la Prusse serait un excellent arrange-

ment européen ». Un excellent arrangement européen ! Et Palmerston a passé pour le plus fort des hommes d'Etat parmi ceux de son pays et de son temps ! Le libéral-radical anglais et l'élu de la démocratie française s'étaient nourris au lait des mêmes illusions et des mêmes erreurs.

Lorsque le conflit austro-prussien de 1850 éclata, le prince-président était donc tout disposé à donner le signal qui eût précipité le mouvement et livré l'Allemagne à la Prusse. Au lieu de commencer par l'unité italienne, la révolution de l'Europe eût commencé par l'unité allemande. C'était, en tout cas, le contraire de la manœuvre à faire. Mais si Louis-Napoléon eût possédé alors une liberté de mouvement suffisante pour intervenir, c'est au secours de la Prusse qu'il fût allé. Par Persigny, son homme de confiance à Berlin, il faisait dire à Frédéric-Guillaume son regret de ne pouvoir contracter l'alliance qui était dans ses désirs. L'assemblée, les ministres s'y opposaient. Du moins promettait-il son concours à la Prusse « si, victime de la liberté, elle était menacée par les cours du Nord ». La Prusse, victime de la liberté : tout, dans cette histoire, est ironie. Mais, les cours du Nord, c'était avant tout la Russie. Nicolas 1er n'avait pas besoin de la France pour sauver le Hohenzollern et pour le

tirer du mauvais pas où il s'était mis. L'Empereur russe croyait avoir tout gagné en intervenant comme arbitre et en rétablissant l'Allemagne dans le *statu quo*. Il lui avait manqué un bon conseil, des amis capables de l'éclairer et de lui montrer que, s'il voulait éviter l'unité allemande, l'occasion était bonne, inespérée, qu'elle ne se représenterait peut-être plus. A qui devait revenir ce rôle d'avertisseur et de précepteur, sinon à la France, aînée de la Russie et qui, depuis plus longtemps qu'elle, avait l'expérience du péril allemand? La France, au lieu de cela mobilisait 40.000 hommes. Elle s'apprêtait à venir en aide à la Prusse, « victime de la liberté ».

Dans l'assemblée, les anciens ministres de la monarchie, comme Thiers, brûlant un peu tard ce qu'ils avaient adoré, s'opposaient à la politique d'aventures qui était celle de l'Elysée. Ils s'y opposaient mollement et sans éclat. Ils ne dénonçaient pas assez haut le péril, peut-être parce qu'ils sentaient que le vent ne soufflait pas dans leurs voiles mais dans celles du président. En effet, le prince en appelait de l'assemblée à la démocratie. Il la faisait juge et c'est à lui que la démocratie donnait raison. Comme Louis-Philippe, comme Lamartine, l'assemblée

succombait pour avoir été trop pacifique et trop sage. C'était entendu, le vœu public lui-même poussait vers la dictature l'homme qui, au nom de la gloire et des nationalités, au nom de l'émancipation des races et des principes de la Révolution, mettait sur le pied de guerre une armée française pour sauver la Prusse et permettre aux héritiers de Frédéric de jeter un jour sur la France des millions d'Allemands unis sous le même drapeau.

CHAPITRE VI

DE LA BARRICADE DE BAUDIN A LA GUERRE CONTRE LE TSARISME

Louis-Philippe avait cru qu'il suffisait de respecter cette forme du droit qu'on nomme la légalité pour conserver son trône et son pouvoir. Il y a deux mois, au contraire, qu'est-ce qui s'est passé?... Il est vrai que Louis-Napoléon n'a pas observé la Constitution. Et cependant qui donc s'est levé pour défendre la Constitution, la Presse, l'Assemblée?... Quant à la France, loyalement interrogée, elle a répondu par sept millions cinq cent mille suffrages que Louis-Napoléon, en faisant tout cela, avait bien fait. »

Histoire complète et authentique de Louis-Napoléon Bonaparte, depuis sa naissance jusqu'à ce jour, par MM. GALLIX et GUY, 1852.

J'ai si souvent entendu raconter le coup d'Etat et la mort de Baudin, que je vois la scène du vieux faubourg comme si j'y avais été. Mon père, enfant, était alors à l'institution Fontaine, d'où les élèves étaient conduits au lycée Charlemagne.

Le 3 décembre 1851, en sortant du lycée pour rentrer à la pension, les collégiens virent des barricades dans la rue Saint-Antoine. Mon père et un camarade ne voulurent pas manquer un spectacle si beau. Quittant les rangs à l'insu du maître d'étude, ils se promenèrent en curieux à travers le faubourg. Ils passèrent près de la poignée de députés qui, Schœlcher en tête, protestaient vainement contre le césarisme et les prétoriens, et qui crurent leur dernière heure venue lorsque la troupe chargea à la baïonnette. Mais les voltigeurs, débonnaires, dispersèrent les représentants du peuple sans leur faire de mal. Quelques instants plus tard, les deux collégiens qui faisaient cette école buissonnière historique, aperçurent un homme ceint d'une écharpe tricolore qui parlait et gesticulait du haut d'une barricade. A ce moment, un coup de feu retentit, puis la fusillade éclata tandis que l'homme tombait. Les deux garçons, effrayés, prirent leurs jambes à leur cou sans demander leur reste. Plus tard seulement, ils surent qu'ils avaient vu Baudin consommer un sacrifice inutile et montrer au faubourg insultant et sceptique comment on meurt pour vingt-cinq francs par jour.

Lorsque les collégiens, le cœur battant, eurent regagné la pension Fontaine, mon grand-père

était là et il attendait avec sévérité. A la nouvelle des événements, craignant l'insurrection du faubourg Saint-Antoine, de terrible réputation depuis les journées de juin, il était venu à Paris pour chercher son fils. Il commença par une réprimande et un soufflet au jeune amateur de barricades. Puis, comme c'était un homme qui ne perdait pas ses minutes, avant de reprendre le chemin de la maison, il passa chez l'agent de change et donna l'ordre d'acheter des actions de chemins de fer. Depuis le matin, le succès du coup d'Etat ne faisait plus de doute. Le prince-président inspirait confiance à la bourgeoisie. L'Empire rassurait contre le socialisme et il était une promesse de prospérité.

Tandis que les bourgeois achetaient des actions de chemins de fer, les ouvriers restaient ironiques ou indifférents. Beaucoup étaient plus séduits qu'ils ne voulaient se l'avouer à eux-mêmes, par la légende napoléonienne. La plupart avaient les journées de juin sur le cœur. « Que les fusilleurs bourgeois et le fusilleur Bonaparte s'arrangent », disaient les ouvriers du faubourg. Et ils jouaient au billard tandis que Baudin tombait. Plus tard, la génération républicaine surgie de l'Empire a donné au coup d'Etat une autre couleur. Presque tous, nous avons

trouvé, parmi les livres de nos pères, l'*Histoire d'un crime* et les récits plus prosaïques de Ténot. A lire ces relations des journées de décembre, on s'aperçoit qu'à Paris, comme en province, la résistance avait été débile. La masse du public ne la soutint pas. Morny, qui avait bien préparé l'affaire, avait étudié de près les Révolutions de 1830 et de 1848. Il s'était rendu compte des négligences et des maladroites des gouvernements déchus et il avait fait en sorte de ne pas les recommencer. Son opération fut habilement conduite. Ce qui en servit le mieux le succès, ce fut que, cette fois, le sentiment général était du même côté que le chef de l'Etat et le ministre de l'Intérieur. En faveur de qui Paris se serait-il insurgé ? Pour une assemblée impopulaire ? Quelques hommes hardis ayant attaqué l'escorte qui conduisait à Vincennes une voiture pleine de députés, ce furent ces parlementaires eux-mêmes, des conservateurs peu héroïques, qui refusèrent d'être délivrés. On les laissa aller à leur prison avec un dégoût mêlé de raillerie. Les jours suivants, les curieux vinrent voir et narguer les députés en cage. Quand l'heure de la promenade les faisait paraître sur la plate-forme du vieux donjon, les quolibets de la foule montaient jusqu'à eux. C'était l'état d'esprit de

Brumaire, lorsque les habitants de Saint-Cloud étaient allés, au milieu des rires, ramasser les écharpes et les chapeaux à plume semés à travers bois par les Cinq-Cents fuyant devant les grenadiers de Bonaparte. Mon père, mon oncle répétaient souvent ce rapprochement que leur propre père avait fait devant eux, ce qui ne les empêcha pas, à l'âge d'homme, d'être républicains.

Les premières années du second Empire furent d'une facilité extraordinaire. On n'en pouvait pas douter, la France possédait le régime de ses vœux et de son choix. Il y avait longtemps qu'on n'avait vu aussi peu de dissidence. Des plébiscites triomphaux venaient affirmer que les Français avaient bien le gouvernement qu'ils avaient voulu. L'Empire excellait dans l'art d'obtenir les bulletins de vote et l'activité de ses préfets n'eût pas suffi à expliquer un assentiment aussi général. C'est un fait que le second Empire a été, de tous les gouvernements de la France au XIX^e siècle, le mieux accueilli et le moins discuté. Il faudra attendre 1858 pour voir apparaître cinq opposants, les « cinq » fameux, au Corps législatif. Il est vrai qu'en 1871 il n'y aura plus que trois bonapartistes à l'Assemblée nationale pour protester contre la déchéance de l'Em-

pire. Mais qui donc, après Sedan, se souvenait de l'approbation presque unanime de décembre? Alors Louis-Napoléon avait contenté tout le monde. Il avait rendu à la foule le suffrage universel que les parlementaires avaient imprudemment mutilé. Il avait rassuré les rentiers et les propriétaires. Il avait séduit les conservateurs, dont il avait mesuré, quand ils possédaient à l'Assemblée une majorité dont ils avaient été incapables de rien faire, la force sociale et la débilité politique. La France conservatrice était à prendre. Napoléon III s'en empara. Après quelques jours d'emprisonnement, il relâcha les députés de la droite. Plus tard, il en nomma quelques-uns sénateurs.

S'il fut plus sévère avec les montagnards et les purs du parti démocratique, il avait pourtant, contre les républicains, une arme plus puissante que les commissions militaires, les déportations et l'exil. Il avait la popularité de son nom. Il avait les idées napoléoniennes. Dans son exil, Victor Hugo n'a jamais compris cela. Il n'a pas vu que, le jour où la minorité montagnarde avait blâmé l'assemblée pour la « faiblesse » de sa politique européenne, — le même reproche qui avait fini par être mortel à la monarchie de juillet, — l'Empire était devenu inévitable.

Quant à Napoléon III, il avait admirablement pénétré la pensée testamentaire de son oncle. Pour effacer les traités de 1815, pour accomplir la politique des nationalités, pour assurer la gloire et la grandeur de la France et la liberté des peuples, pour établir la justice dans le monde, pour satisfaire enfin les illusions et les désirs du peuple français, contrariés depuis trente-cinq ans par la monarchie légitime, la monarchie orléaniste et la République parlementaire des conservateurs, il n'y avait qu'un nom, le nom napoléonien, il n'y avait plus qu'un régime à essayer, c'était l'Empire. Comme il avait vu juste, l'Empereur déchu, de son rocher ! L'Empire renaissait à l'aide des forces qu'il avait mises en mouvement et des passions qu'il avait pressenties. Le testament de Sainte-Hélène valait un trône, joyeusement accordé, par sept millions de suffrages, à l'aventurier de Strasbourg et de Boulogne. Ce trône, il ne l'eût pas obtenu s'il eût joué un rôle, s'il eût été le Scapin et le Cartouche des *Châtiments*, s'il n'eût pas été sincère. Ce n'est pas seulement parce qu'il représentait les idées et les sentiments de sa génération, c'est parce qu'il les partageait, que Napoléon III connut cette fortune merveilleuse.

Les dix premières années de son règne furent

un enchantement. Depuis longtemps la France n'avait eu un gouvernement avec qui elle se fût sentie en accord plus intime. On lui passait volontiers de confisquer les libertés civiques et de bâillonner la presse bien plus sévèrement que Polignac et Charles X, puisqu'enfin, l'expérience l'avait montré, il n'y avait plus que la dictature pour faire en Europe la politique que voulait la nation.

Cependant, pour engager cette politique, il fallait une occasion et un prétexte. Napoléon III ne pouvait, de but en blanc, bouleverser l'Europe. «L'Empire, c'est la paix », avait été une de ses premières paroles. Il fallait rassurer les puissances. Et puis, la paix est un si grand bien que tout gouvernement la promet, doit la promettre et jure qu'il n'est fait que pour la conserver. Tenir la promesse est autre chose. Si Napoléon III y eût été fidèle, son règne eût pris la tournure de celui de Louis-Philippe, et, au lieu de finir à Sedan, il eût fini, lui aussi, selon le mot du duc d'Orléans, dans le ruisseau de la rue Saint-Denis. Ses deux premières guerres, celle de Crimée et celle d'Italie, consolidèrent l'Empire, non pas seulement parce qu'elles furent heureuses, mais parce qu'elles étaient l'une et l'autre conformes au programme de la dé-

mocratie.

Il était pourtant facile au nouveau régime impérial d'éviter les aventures et de marcher dans les mêmes voies paisibles que les deux monarchies antérieures et la république conservatrice, si facile qu'un « rêveur couronné » comme Napoléon III lui-même parut d'abord pencher vers la prudence. Pour changer la carte de l'Europe, il fallait qu'une condition première fût remplie. Il fallait que l'Empereur Nicolas, qui, depuis 1848, était l'arbitre du monde européen et qui représentait le principe de conservation, fût mis hors de cause. Jamais la Russie n'avait été aussi forte. Seule de toutes les puissances continentales, elle avait échappé aux révolutions. C'est pourquoi elle avait pu intervenir partout, en Hongrie, en Prusse, en Autriche. S'entendre avec elle à ce moment-là, c'était pour la France s'assurer une tranquillité durable. Même en 1829, l'alliance avec la Russie n'avait pas été plus digne d'être désirée. Jamais plus elle ne devait l'être au même point. C'était tellement évident, la raison parlait si haut, que Napoléon III fut tenté. Les circonstances et le mauvais génie de la démocratie, de l'élection et de la popularité en décidèrent autrement. C'est lorsque l'Empire russe était puissant que le

peuple français lui a fait la guerre et la lui a faite d'enthousiasme, avant de la prendre pour allié, d'enthousiasme encore, au moment où il entraient en décadence et où il approchait de la décomposition.

Cinq mois avant le coup d'Etat, attaquant Louis-Napoléon à la tribune de l'Assemblée, Victor-Hugo, parmi ses accusations, avait relevé les bonnes relations que le prince-président entretenait alors avec l'empereur de Russie. Hugo était certain que ce grief portait sur l'opinion libérale. Il savait qu'il touchait un point sensible. « Que dirait le grand Napoléon, s'écriait-il, si, revenant sur cette terre, il voyait son glorieux et belliqueux empire soutenu par des hommes qui se tournent vers le Nord et qui colent l'oreille contre terre pour écouter s'ils n'entendent pas venir le canon russe? » Provocation détestable! Ce qui n'avait pas eu d'effet sur Louis-Philippe devait avoir une influence décisive sur Napoléon III, souverain, mais candidat, soumis au plébiscite, et par conséquent attentif à l'opinion de la foule. De ce côté-là, il y avait danger pour lui à se compromettre avec le tsar, le « tyran », le « vampire » du romantisme révolutionnaire. Une occasion favorable ne tarda pas à lui être fournie d'entrer en lutte

avec le champion de la réaction européenne, aux applaudissements de sept millions d'électeurs.

En 1850, la Russie avait commis l'énorme faute de ne pas en finir avec la Prusse et le militarisme prussien, qu'elle tenait à sa discrétion. En 1854, l'Angleterre commit une faute différente mais non moins lourde, car elle devait avoir pour conséquence de lancer l'Europe sur la voie funeste au bout de laquelle se trouvaient une Prusse victorieuse et une Allemagne unie. C'est l'Angleterre qui porte la responsabilité première de cette guerre de Crimée où l'« Entente cordiale », ignorante et négligente du danger allemand, commença par affaiblir son futur associé de la Triple Entente. Une fois encore, le sort des nations, qui tient à si peu de choses, se joua dans cette circonstance. Un homme fut le maître du destin et de l'avenir de l'Europe. Et cet homme, ce n'était pas un autocrate. Ce n'était pas un chef d'Etat. Ce n'était pas même un ministre. Dans cette Angleterre constitutionnelle, si fière et si jalouse du droit de contrôle de son parlement, il suffit d'un ambassadeur entêté pour décider d'une guerre dont les répercussions devaient être immenses.

Un homme dont l'obstination a déterminé le

cours de l'histoire mérite d'y laisser son nom. Retenons celui de Stratford Redcliffe. Ce diplomate anglais, qui voulait la guerre, força la main de son gouvernement en poussant les Turcs contre la Russie. Engagée avec l'Angleterre dans les affaires d'Orient, la France suivit. Sans doute, la Russie n'était pas sans torts, mais rien ne rendait un conflit inévitable. La querelle des Lieux-Saints, après avoir traîné de longs mois, était en somme réglée, et très honorablement en ce qui regardait la France. Au dernier moment, lorsque déjà la flotte turque avait été détruite à Sinope, Nicolas 1er offrait encore « une main cordiale » à Napoléon III. Ce fut la dernière des longues hésitations par lesquelles avaient passé les deux adversaires avant d'en venir au conflit. Cette main tendue, Napoléon ne la prit pas. Déjà, l'année précédente, quand l'affaire des Lieux-Saints s'était aigrie, et que, malgré l'avis de ses ministres, il avait fait appareiller la flotte de Toulon, il s'était senti approuvé et poussé par le sentiment public. Les catholiques saluaient avec enthousiasme une sorte de croisade pour Jérusalem et contre le schisme grec, d'accord avec les Turcs musulmans. Quant à l'opinion libérale et démocratique, dans toutes ses nuances, elle applaudissait à la guerre contre le

tsarisme. Ce qu'elle voyait venir, c'était la guerre qu'elle avait appelée de ses vœux, pour laquelle elle avait renversé deux monarchies, la guerre que Louis-Philippe et les conservateurs de la deuxième République lui avaient refusé, la grande guerre pour le droit des peuples contre l'autocratie et contre la réaction. C'était exactement, et sous les mêmes prétextes, la guerre à laquelle le duc de Broglie, en 1834, avait tenté d'entraîner la monarchie de juillet. L'instinct de la France révolutionnaire ne s'y trompait pas. C'était bien le commencement d'une ère nouvelle, l'accomplissement de ses désirs. Barbès, ce jour-là, acclama le chef de la démocratie impériale. Et Michelet, en termes mystiques, célébra l'évènement de la justice dont le dictateur, l'homme de décembre, se réléant homme providentiel, se faisait l'ouvrier.

La préface des *Femmes de la Révolution* est datée du 1er mars 1854. Elle est dédiée « aux femmes, aux mères, aux filles ». Michelet y découvre l'avenir. Il le voit distinctement, avec son œil d'historien. C'est la « guerre européenne, interrompue pendant quarante années » qui recommence, guerre sainte, guerre qui, partie des rivages de Crimée, est destinée à dévorer le monde mais à le dévorer pour le rendre meilleur et

plus pur. Le premier coup de canon lointain, « solennel et profond », Michelet l'écoute dans une extase prophétique. « Il tonne pour la grande guerre religieuse de l'Orient et de l'Occident. » Guerre religieuse : le vrai mot est prononcé. Selon la parole qui est tombée du Sinaï de Sainte-Hélène, la France marche à la bataille. Stratford Redcliffe croit que c'est « sa guerre ». L'ambassadeur anglais n'est que l'instrument de la justice, figure nouvelle de la Providence. Ce n'est pas une guerre de diplomates et que les diplomates seront maîtres d'arrêter. Ici Michelet se fait devin. De son trépied, il annonce le futur :

« Grande guerre, en vérité, et qu'on ne limitera pas. Pour le lieu, pour le temps et pour le caractère, elle ira grandissant, C'est la guerre de deux dogmes, ô femmes, de deux symboles et de deux fois, la nôtre et celle du passé. Ce caractère définitif, obscur encore dans les tâtonnements, les balbutiements de la politique, se révélera de plus en plus. Oui, quelles que soient les formes équivoques et bâtardes, hésitantes, sous lesquelles se produit ce terrible nouveau-né du temps, dont le nom sonne la mort de tant de cent[?]mille hommes, — la guerre, — c'est la guerre du christianisme barbare de l'Orient contre la jeune foi sociale de l'Occident civilisé. »

La mort de centaines de mille hommes, comme Michelet a vu juste ! Ce n'est pas aux tranchées de Sébastopol que peut s'arrêter « cette crise suprême d'où va surgir un monde ». Il faudra encore des victimes, encore des sacrifices. Le sang versé pour refouler la Russie tsariste et pour détruire en Europe l'influence de la réaction moscovite appellera d'autre sang. Nicolas 1er vaincu et mort, cet obstacle abattu, il faudra que d'autres Français succombent pour que les nations aient tout leur droit, jusqu'à ce que l'ayant eu, comme l'Allemagne, elles s'en servent pour dominer et pour conquérir et pour déchaîner des guerres plus atroces que toutes les autres, où les hommes, cette fois, périront par millions. Car les nouveaux venus, les « nouveaux du temps », voudront, à leur tour, ce qu'ils appelleront leur « place au soleil ». Alors le peuple français, meurtri, dépouillé, menacé dans sa vie, tournera les yeux vers Moscou. La génération qui suivra celle de la guerre de Crimée cherchera un tsar et n'en trouvera plus que l'ombre.

*

* *

« L'envoi d'une armée française en Crimée avait pour but de mettre fin à la prépondéran-

ce de la Russie, ainsi qu'à l'isolement de la France. » C'était une campagne qui devait avoir pour effet de « rendre à notre pays sa situation normale dans les conseils de l'Europe... Nous ne pouvions redevenir les amis de la Russie qu'après avoir été ses adversaires. » Voilà comment Drouyn de Lhuys, notre ministre des Affaires étrangères, définissait et justifiait pour lui-même l'expédition. Il importait à ses yeux d'écarter la Russie de l'Orient, et plus encore de l'affaiblir. Comme il le disait, l'Orient était secondaire au regard de la grande politique. Le but à atteindre c'était de ramener en France le centre de gravité de l'Europe, de telle manière que l'Europe n'eût plus à choisir entre la Russie et la Révolution. Ce fut le programme que le ministre français, empreint des traditions conservatrices, développa à Vienne. Il fit valoir avec succès, dans la ville de Metternich, les avantages d'une triple alliance, celle de la France, de l'Autriche et de l'Angleterre, à laquelle viendrait naturellement s'adjoindre plus tard l'Empire russe assagi, et qui garantirait la tranquillité européenne contre les agitations des nationalités. L'esprit conservateur de Drouyn de Lhuys ne reprenait pas seulement le système de Guizot. Il reconstruisait la Sainte-Alliance pour

prémunir l'Europe contre les conflits de races. Mais déjà, la guerre de Crimée, échappant aux limites tracées par le diplomate et déjouant ses calculs, avait profité surtout à la Prusse et au Piémont, les deux Etats dont il craignait l'ambition remuante. La guerre contre la Russie avait été l'occasion que Bismarck et Cavour, chacun de son côté et dans des camps opposés, avaient saisie au vol, pour avancer, celui-ci, en intervenant, les affaires de l'unité italienne, celui-là, en n'intervenant pas, les affaires de l'unité allemande. L'hypothèse de Drouyn de Lhuys n'avait pas compté avec ces deux profonds politiques. Elle n'avait pas compté davantage avec les sentiments et les idées sur lesquels le régime impérial était fondé en France. Drouyn de Lhuys chevauchait une chimère et sa diplomatie avait raisonné dans le vide. Désavoué par Napoléon III, il dut quitter son poste. Alors seulement il comprit que la guerre de Crimée ouvrait la voie à une politique qui allait exactement à l'encontre de celle qu'il avait conçue. Drouyn de Lhuys avait voulu concilier les idées de Louis-Philippe et les idées napoléoniennes, la « résistance » et le « mouvement ». Le mouvement fut le plus fort. Jusqu'où n'a-t-il pas conduit!

Observant le conflit des puissances occidentales avec la Russie, Bismarck avait vu et n'avait pas laissé échapper la chance inespérée d'un relèvement pour la Prusse, humiliée depuis Olmütz. L'Autriche était sur le point de commettre une de ces ingratitude dont le monde s'étonne moins que ne l'avait pensé Schwarzenberg parce qu'elles sont la monnaie courante de la politique, surtout de la sienne. L'autriche était toute prête à se tourner contre le tsar qui, cinq ans plus tôt, l'avait sauvée de la révolution hongroise. Comme l'âne de Buridan, l'Autriche, au XIX^e siècle, hésitait entre deux tentations, ne sachant si elle devait remonter le Danube ou le descendre. Il lui plaisait fort, à ce moment-là, d'en écarter la Russie à peu de frais et à peu de risques en se joignant à la France et à l'Angleterre. Et elle eût aimé à entraîner avec elle la Confédération germanique qu'elle semblait encore diriger. Mais l'Allemagne ne se souciait pas de la suivre et, de plus, les Cours secondaires étaient attachées au tsar. Grâce à Bismarck et à son coup d'œil, la Prusse prit la tête de la résistance à la politique autrichienne, s'assurant ainsi, à la fois, par un beau coup double, la reconnaissance des Allemands et celle d'Alexandre II. Cela devait se retrouver

en 1870. C'était un bon placement diplomatique.

Napoléon III en fit un mauvais. L'Autriche lui offrait alors son alliance, une « alliance perpétuelle », disait à Drouyn de Lhuys le jeune Habsbourg. François-Joseph est mort au milieu d'une guerre conduite contre nous en commun avec la Prusse, cinquante ans après qu'il avait inutilement proposé à la France de s'associer à elle pour assurer le repos de l'Europe. L'expérience de 1855 avait engagé tout son règne. Napoléon avait refermé la porte entr'ouverte sur la destinée.

En vain Drouyn de Lhuys pressait son maître d'accepter. Pendant quinze jours « qui ont décidé de la fin du siècle », selon le mot d'un historien contemporain, quinze jours qui ont décidé aussi, par conséquent, de la guerre de 1914, l'empereur hésita. Il y avait dans son esprit, comme dut le constater son ministre, une résistance qui ne put être vaincue. L'alliance autrichienne, c'était sans doute la raison. Mais c'était l'alliance réactionnaire, l'alliance condamnée par la démocratie. C'était l'alliance impopulaire par excellence, celle qui, depuis Louis XVI, avait perdu les régimes qui l'avaient conclue. celle qui, au moment du mariage de Napoléon 1er avec Marie-Louise, avait irrité la vieille armée.

L'alliance autrichienne, c'était celle qui, fondée sur le respect des traités de 1815, arrêta l'affranchissement des nationalités, empêcha l'unité de l'Allemagne, l'unité de l'Italie. Napoléon III, pour la repousser, n'eut qu'à écouter, avec la voix qui parlait au fond de lui-même, l'opinion publique qui, chez nous, depuis un siècle, restait fidèle à son préjugé et à ses illusions sur la Prusse.

Son parti étant pris, il alla d'ailleurs au bout de son idée. Ce fut l'empereur des Français qui fit ouvrir les portes du Congrès de Paris à la Prusse, que les Anglais, ne pardonnant pas l'attitude de Bismarck, eussent voulu exclure. A ce congrès, déjà, le Piémont, grâce à l'habile politique de Cavour, avait sa place, et la question de l'unité italienne était posée devant l'Europe. Avec Manteuffel, l'unité allemande y entra. Quant à la Russie, on la coupait de l'Orient, de Constantinople, de la Méditerranée. On la rendait impuissante contre les Turcs dans la mer Noire, et c'était le signe que, les Anglais et nous, nous étions victorieux. Que cinquante ans s'écoulaient encore, et des troupes anglo-françaises, unies comme devant Sébastopol, combattraient pour ouvrir aux Russes le chemin des Dardanelles... Faire et défaire, serait-ce donc le

dernier mot de l'histoire? C'est seulement le sort qui attend toute politique à courte vue. L'erreur se résout en flots de sang.

*

* *

Ce Congrès de Paris, si brillant, d'où la Russie sortait abaissée, c'était le triomphe du second Empire. La France retrouvait enfin ce qu'elle avait tant désiré, de la gloire, la présidence des nations, un rôle directeur et protecteur. Le Congrès de Paris effaçait déjà le souvenir de celui de Vienne. Ne pourrait-il servir à en effacer les traces sur la carte d'Europe? Sur un point, l'instinct du peuple français était juste. Le Congrès de Paris était la préface d'événements encore plus décisifs. Mais lesquels? C'est là que l'illusion commençait. Le tsarisme vaincu, la voie était libre. La justice internationale et le droit des peuples n'étaient plus une chimère. Aussi, plus encore qu'au 2 décembre, la France s'applaudit-elle du choix qu'elle avait fait, du maître qu'elle s'était donné, des sept millions de suffrages par lesquels elle avait proclamé le dictateur qui ne la décevait pas. Les fêtes du Congrès furent ses fêtes. Les bals et les dîners des diplo-

mates furent les siens. Elle était si loin de se douter que le nom de Manteuffel ne tarderait pas à prendre une signification sinistre! Elle était si loin de découvrir le ver de son fruit!

L'enchantement n'était pas près de finir. En 1857, lorsque Béranger mourut, ce fut un deuil national, une foule immense suivit ses restes. Dix ans plus tôt, cet enterrement, comme celui du général Lamarque, eût été l'occasion de désordres, de manifestations tumultueuses contre la monarchie. En 1857, il y avait une popularité au moins égale à celle du chansonnier. C'était la popularité de Napoléon III. L'empereur savait ce que son trône devait au poète du peuple, au chantre de la religion de Sainte-Hélène. Il ne voulut pas seulement se charger des funérailles. Comme il dit le lendemain un article du *Moniteur*, il y présida par la pensée. Cet article, Sainte-Beuve lui-même avait été chargé de l'écrire. Avec toutes les subtilités de son esprit, il y exprima la reconnaissance officielle de l'Empire pour les immenses services rendus à la cause napoléonienne par Béranger. Sainte-Beuve le félicitait d'avoir vu, avant de mourir, la première revanche de Waterloo, les traités de 1815 à demi déchirés, tous ses vœux, ceux de la démocratie libérale, comblés ou près de l'être.

« Jours réparateurs », disait Sainte-Beuve. C'était l'illusion générale, et comme elle était profonde ! Toute la clairvoyance de Sainte-Beuve, ébloui par les apparences, ne distinguait pas dans quel labyrinthe la France était entrée.

La guerre de Crimée n'était qu'un commencement. Les batailles de Sébastopol n'avaient pas de sens si elles n'étaient la préface d'autres batailles, de ces « fêtes » où le vieux sergent de Béranger avait souhaité à ses petits-fils de trouver un « beau trépas ». La liberté de mouvement acquise en Europe par la France, depuis que la Russie était abaissée, devait entraîner une action et une guerre nouvelles. Le refus opposé à l'alliance offerte par l'Autriche, pour être logique, devait être suivi d'une guerre contre l'Autriche. Il fallait que l'Autriche fût battue comme l'avait été la Russie pour que le principe des nationalités pût triompher en Europe. Mais l'Autriche ne nous donnait pas de grief. Nulle part ses intérêts ne heurtaient les nôtres. Pour avoir la guerre, Napoléon III dut la chercher et la provoquer. A la réception du 1er janvier 1859, il adressait lui-même publiquement, dans son propre palais, des paroles presque injurieuses à l'ambassadeur autrichien. La France n'a peut-être jamais fait de guerre plus gratuitement et

plus volontairement déclarée que cette guerre démocratique, approuvée et applaudie par tout le libéralisme français, parce qu'elle était entreprise contre une puissance réactionnaire et pour la délivrance des peuples. Fatale erreur; que le peuple français devait la payer cher!

Cette campagne de Lombardie, marquée par des victoires, mais des victoires difficiles et disputées, comme elle justifiait les hommes prudents qui avaient résisté au parti de la guerre et qui avaient averti la France que, si forte fût elle, elle ne pouvait pas se permettre de bouleverser l'Europe et que c'était folie de nous exposer à une coalition! Napoléon III comprit le danger lorsqu'il s'aperçut que, pour affranchir l'Italie, il ameutait contre lui le monde germanique. Cependant la Russie se réjouissait de nos embarras. L'Angleterre ne faisait pas un geste pour nous en tirer, contente si son Palmerston avait approuvé de loin la théorie libérale du principe des nationalités. Alors, Napoléon III, inquiet et cédant au parti de la sagesse, signa les préliminaires de Villafranca. Il fit sa paix avec l'Autriche. Dès lors le déclin de son règne commença.

La campagne d'Italie laissait, avec une œuvre inachevée, tout le monde insatisfait et meurtri. Qu'était-ce que cet Etat italien agrandi, mais

arrêté et surveillé dans son essor et à qui l'on n'avait fait espérer l'unité que pour la limiter, ce qui revenait à la lui interdire ? Du moment qu'il y avait une Italie, il lui fallait Rome. Mais alors c'était une nouvelle question qui se posait, celle de la clientèle catholique de la France à l'extérieur, celle des électeurs catholiques de l'Empire au dedans. Soudain, la politique de Napoléon III, qui n'avait connu jusque-là que des facilités et des succès, se trouvait en présence d'une infinité de problèmes. La première application du principe des nationalités soulevait des antinomies. L'Empire s'épuisa à vouloir les résoudre.

Désormais, tout ce que tente Napoléon III pour sortir d'affaire et redresser la situation est frappé d'insuccès et ne sert qu'à lui faire perdre pied davantage. Il veut se conformer à la raison d'être de son règne, à son programme, à son nom, « symbole de gloire et de nationalité ». Mais, instruit par ses inquiétudes de 1859, il n'ose plus rien pousser à fond. Alors il recommence un peu partout ses fautes d'Italie, esquissant les choses pour les abandonner, créant plus de rancunes que de grâces, se rapprochant un jour du tsar pour défendre les Slaves des Balkans, l'irritant en soutenant la cause polonaise pendant la

révolte de 1863, tandis que Bismarck, toujours à l'affût des erreurs d'autrui, s'empare de l'occasion pour faire de nouveau sa cour à la Russie. A la fin, désespérant de trouver un succès en Europe, et sentant que, de mois en mois, il s'engage plus avant dans l'imbroglio qu'il a créé, Napoléon III conçoit l'expédition du Mexique comme un moyen de donner à la France, et à peu de frais, la gloire qu'elle attend du régime. Pour détourner les esprits des déceptions naissantes, nos forces militaires sont en partie dérivées vers une entreprise stérile qui nous vaut par surcroît l'hostilité des Etats-Unis. Cependant, ces agitations avaient mécontenté et alarmé l'Angleterre. Par un lamentable résultat qui démentait toutes les promesses du règne, les traités de 1815 subsistaient dans ce qu'ils avaient de pénible pour nous et la France était condamnée à se trouver seule à l'heure du danger. Le principe des nationalités ne nous avait fait aucun ami. Il lui restait à susciter l'éternel ennemi de la nation française.

Bismarck était là pour pousser Napoléon III à la tentation et le jeter dans la dernière et la plus grosse de ses erreurs. Où restait-il quelque chose à essayer pour remanier l'Europe conformément aux idées napoléoniennes et au droit

des peuples? C'était du côté de l'Allemagne. Si l'unité italienne n'avait pas donné ce qu'on en espérait, l'unité allemande offrait peut-être un champ plus favorable. Bismarck alla au-devant des désirs de l'empereur. Une grande Allemagne unie sous la présidence de la Prusse et sœur de la jeune Italie, c'était le système des « grandes agglomérations » devenu réalité, la Sainte-Alliance des peuples entrant dans l'histoire. En outre, le tentateur promettait sur le Rhin, ou peut-être en Belgique (qui, après tout, n'était pas une « nationalité »), une compensation au moins égale à la Savoie et à Nice. Napoléon III, pris à ce piège, flatté dans toutes ses chimères, prompt à se rattacher à un nouvel espoir comme un homme déçu, vit son programme européen triomphant en même temps que Waterloo serait vengé et la France agrandie. Enfin Bismarck lui apportait le salut. Sur la grève de Biarritz, ébloui par les promesses du Prussien, Napoléon III se crut l'arbitre d'une Europe réconciliée dans la justice, l'harmonie et la paix. Et si la France eût pu connaître ces conversations secrètes, elle eût partagé la même confiance et les mêmes illusions. Bismarck connaissait le credo de la démocratie française, qui était la gloire par la libération des peuples. C'était une naïveté.

Il l'exploita hardiment, quitte à se découvrir quand la partie serait assez engagée et qu'il se sentirait lui-même assez fort. C'est ainsi que ses pâles successeurs ont parlé à Brest-Litovsk le même langage que les révolutionnaires russes pour frapper du poing sur la table le jour où ils ont vu qu'ils étaient les maîtres de la situation.

CHAPITRE VII

LA GRANDE DUCHESSE DE GEROLSTEIN

« Non, ce n'est pas une vieille politique, c'est une politique éternelle que celle qui conseille de ne pas créer autour de soi de grandes puissances. »

THIERS, *Discours du 13 avril 1865.*

Le 6 juillet 1866, en ouvrant le *Journal officiel*, M. Drouyn de Lhuys, ministre des Affaires étrangères, eut un haut-le-corps. La veille, en conseil des ministres, il avait été entendu que la France ne permettait pas à la Prusse, qui venait de battre l'Autriche à Sadowa, de disposer de l'Allemagne à son gré et de détruire l'équilibre européen. L'empereur avait reconnu, d'accord avec Drouyn de Lhuys, qu'il était impossible de laisser faire Bismarck et d'accepter une politique qui renversait le statut de la Confédération germanique au profit de l'Etat prussien. Une démonstration militaire sur le Rhin avait été décidée en principe et le Corps légis-

latif était convoqué pour voter les crédits nécessaires. C'est ce décret de convocation que le ministre des Affaires étrangères n'avait pas trouvé au *Journal officiel*. Pour la seconde fois, l'occasion de détruire le militarisme prussien était perdue.

Elle l'était volontairement. Napoléon III avait manqué de parole à son ministre pour s'accorder avec lui-même. En 1855, il avait repoussé l'alliance que lui offrait le jeune François-Joseph. En 1866, il répugnait, pour les mêmes motifs, à prendre le parti de l'Autriche contre la Prusse. Le préjugé hostile à l'Autriche l'emportait et ruinait de nouveau la politique de Drouyn de Lhuys. Plus tard, celui-ci s'est rendu compte des causes qui avaient condamné ses efforts à rester inutiles. Ses arguments appartenaient à une catégorie dans laquelle il n'arrivait pas à fixer l'esprit de l'empereur. Entre eux, le malentendu devait être perpétuel. Quelle était la nature des suggestions qui, dans la soirée décisive du 5 juillet 1866, avaient ramené l'empereur aux principes de sa vie et de son règne et l'avaient fait renoncer à l'idée d'une intervention en Allemagne? Drouyn de Lhuys l'a compris après avoir quitté pour la quatrième fois les affaires, et un confident de sa pensée a résumé

ainsi la conversation des Tuileries qui avait déterminé Napoléon III à annuler ce décret qui eût changé le cours de l'histoire. « En forçant les Prussiens à borner leurs exigences, disait-on à l'empereur, vous travaillez au relèvement de l'Autriche, vous tendez la main à un gouvernement qui représente le vieux monde, l'esprit de routine, la résistance aux nationalités qui demandent leur place, les préjugés surannés, les théories du droit divin, tous les principes, en un mot, dont vous êtes l'adversaire naturel. »

Handwritten signature or initials.

Déjà, deux années plus tôt, les mêmes raisons tirées du principe des nationalités et du progrès avaient été assez puissantes sur l'esprit de Napoléon III pour le détourner d'intervenir en faveur du Danemark. Oui, c'était au nom de la justice et du droit des races que l'empereur avait permis à la Prusse de se ruer sur un petit peuple, très ancien ami de la France, et de lui arracher deux provinces. Les duchés n'étaient-ils pas réclamés par le patriotisme allemand au nom de l'unité germanique? Déjà, en 1848, les libéraux du Parlement de Francfort, ceux qui voulaient une grande Allemagne unie, demandaient, entre autres annexions, celle du Sleswig-Holstein, et ils l'eussent obtenue si l'Europe d'alors ne s'était interposée, obligeant, à Malmoe, la

Prusse à lâcher prise. En 1864, l'Angleterre avait en vain proposé d'agir de la même manière. Napoléon III n'avait pas voulu la suivre. « L'empereur pouvait-il combattre sur les bords de l'Elbe les principes qu'il soutenait sur les bords de l'Adige ? » a dit plus tard un apologiste qui écrivait sous sa dictée. Or, pour que des Allemands ne fussent pas sujets du Danemark, des Danois sont devenus sujets de la Prusse. Telle est l'iniquité que la justice des nationalités a produite. Et puis, Kiel et son port tombaient entre les mains prussiennes pour devenir un jour la porte d'entrée du fameux canal, la base de la future puissance maritime de l'empire allemand. De plus, la guerre des Duchés apportait à la Prusse le prétexte d'une querelle avec l'Autriche et l'occasion de s'emparer de l'Allemagne. L'abstention en 1864 a été payée cher par la France et par l'Europe. L'abstention de 1866, « l'année décisive », erreur encore plus funeste, a eu la même origine.

En 1866 comme en 1864, Napoléon III était le prisonnier de ses principes. Il était aussi le prisonnier de son œuvre italienne. Bismarck avait su lier la cause de la Prusse à celle de la jeune Italie. Par là, il désarmait et il enchaînait le vainqueur de Magenta, le libérateur de la

nation italienne. D'ailleurs, Bismarck devait refuser cyniquement, après Sadowa, de compromettre ses succès et de combattre une minute de plus pour les Italiens, désireux d'achever leur unité encore imparfaite en conquérant la Vénétie. L'Italie n'était qu'une carte dans le jeu de Bismarck. Il s'en était servi avec adresse contre l'Autriche et pour neutraliser la France. Mais, à Paris, on s'y trompait. Est-ce que la Prusse ne représentait pas l'unité allemande, l'avenir, le progrès, l'idée de nationalité? Selon la doctrine démocratique et napoléonienne, la nationalité allemande avait le même droit que les autres à la vie et au libre développement. Quant à ses ennemis, c'était cette Autriche absolutiste, ces vieilles petites Cours allemandes, ridicules et rétrogrades. L'une d'elles, pourtant, avait nourri Goethe.

En vain, dans ses avertissements prophétiques au Corps législatif, Thiers avait-il montré « ce qui se préparait dans le centre de l'Europe ». En vain avait-il pris la défense de l'équilibre européen qu'il appelait si justement « l'indépendance de l'Europe », elle-même inséparable de l'indépendance des Etats allemands. En vain faisait-il entrevoir le danger d'une Allemagne formant à l'avenir « un tout unique », lorsque la

Prusse aurait absorbé les Etats de la Confédération germanique après les avoir battus, de même qu'elle admettait l'Autriche « comme protégée dans le nouvel ordre de choses », après l'avoir humiliée.

Thiers n'avait pas toujours pensé ainsi. Il avait même autrefois, contre Louis-Philippe et contre Guizot, soutenu des idées exactement contraires. L'expérience, et aussi l'esprit d'opposition l'avaient amené à reprendre ces vieilles maximes de la politique française et du bon sens qu'il appliquait à la situation avec un rare bonheur. En attendant que le désastre de 1870 lui donnât raison et lui conférât dans le pays un prestige immense, sa parole, pourtant lumineuse, restait sans action sur l'opinion publique. Ces vues de haute politiques passaient par-dessus les têtes, et Thiers ne pouvait se flatter de dissiper en quelques discours les illusions qu'avait contribué à répandre son *Histoire du Consulat et de l'Empire*, livre cher à la bourgeoisie.

Quant à Drouyn de Lhuys, à la nouvelle de Sadowa, il avait vu comme Thiers le danger dont nous menaçait l'unité allemande. Comme à l'orateur du Corps législatif, les intérêts de la France lui parurent « indignement compromis » si cette puissance germanique, que les Français

avaient dû combattre jadis pendant un siècle et demi quand elle appartenait à la maison d'Autriche, se reconstituait par la maison de Prusse. Drouyn de Lhuys aperçut alors ce qu'il y avait à faire pour conjurer le péril, et l'évidence était telle qu'il ne pensa même pas que son maître pût s'y refuser.

*
* *

De toutes les hypothèses qu'il était permis de former, celle où la France, si forte encore, assisterait impassible à l'accomplissement des plans prussiens semblait à écarter tant elle était absurde. Seul, Bismarck, qui, depuis la guerre de Crimée, avait pénétré le secret de la politique napoléonienne, osa compter sur le cas qui paraissait exclu par le sens commun. En provoquant la rupture du pacte fédéral, Bismarck jouait gros jeu. C'était la guerre avec l'Autriche et les Etats allemands. C'était un conflit avec les puissances garantes de la Confédération germanique. Représentons-nous cette situation, si extraordinaire quand on l'évoque aujourd'hui, et qui s'est présentée alors pour la dernière fois. Au printemps de 1866, le militarisme prussien

avait contre lui, outre l'Autriche, les royaumes, principautés et villes libres d'Allemagne. En Prusse même, l'audacieux ministre était loin d'avoir fait l'unanimité. Les libéraux prussiens étaient nationalistes. Ils voulaient l'unité et la grande patrie allemande. Mais ils les voulaient par les moyens du libéralisme, selon les traditions du Parlement de Francfort, et ils étaient résolument hostiles à cette guerre. Bismarck en était réduit à gouverner contre la Chambre et par la dictature. Car la Prusse, malgré son système des trois classes, malgré ce vieux régime électoral censitaire qui a subsisté si longtemps, nommait alors une majorité de libéraux. La Prusse de 1866 était libérale et antibismarckienne. Sans la victoire, Bismarck s'exposait à une révolution qui l'eût lapidé. Il le savait si bien qu'il était prêt à se brûler la cervelle si la journée de Sadowa n'avait pas tourné favorablement.

Ainsi, dans cette année décisive, toutes les conditions requises pour l'écrasement du militarisme prussien se trouvaient réunies comme déjà elles l'avaient été en 1850. Aucune des circonstances dont nous avons pu rêver depuis 1914 ne manquait. Le particularisme conservateur était ligué avec le libéralisme allemand contre

la Prusse. Autrichiens, Bava-rois, Hanovriens, Saxons partaient en guerre contre elle. Au dehors, l'Angleterre et la Russie, au nom du droit de garantie que leur donnait, comme à nous, les traités de 1815, étaient disposées à faire respecter le *statu quo*. Mais la France ne bougeait pas. Son immobilité perdit tout.

Pourtant, si, avant le « coup de tonnerre » de Sadowa, la situation était magnifique, après Sadowa elle était encore excellente. L'action militaire, que Drouyn de Lhuys voulut seulement alors, pouvait se faire sentir avec efficacité. L'Autriche, dont l'énorme faute avait été de s'obstiner sur la Vénétie, se résignait enfin à céder cette province aux Italiens. L'excellente armée autrichienne qui avait été victorieuse à Custozza devenait disponible. Avec notre concours, la face des choses pouvait encore changer. Les Etats du Sud se tournaient anxieusement vers nous. Le hessois Dalwigk et le bava-rois von der Pfordten sollicitaient un appui et nous faisaient des ouvertures qui furent étrangement traitées d'« excitations », auxquelles un de nos agents diplomatiques, Lefèvre de Behaine, se félicitait, dans un rapport, d'avoir « constamment évité de répondre », conformément à ses instructions. Ces Allemands nous suppliaient

pourtant d' « entrer sans délai dans le Palatinat et la Hesse rhénane », assurant que « nous n'y trouverions ni haines ni préjugés nationaux très difficiles à surmonter », et se portant garants de l' « immense effet que produirait une démonstration hardie de la France ». Leurs propositions ne furent même pas écoutées.

Ainsi, des Allemands nous ouvraient les portes de leur pays, nous suppliaient d'y montrer nos couleurs. A l'intérieur même de l'Allemagne, des alliances s'offraient à nous. La situation qui, pendant la guerre de Trente ans, avait permis à la France d'en finir avec la maison d'Autriche, se représentait contre la maison de Prusse. Encore quelques mois et tout sera transformé. L'Allemagne entière, unie et réconciliée par le triomphe de Bismarck, ne songera plus qu'à se ruer sur la France.

Dans la nuit du 5 au 6 juillet, Napoléon III avait donc renoncé à une chance suprême. Il avait écarté cette idée d'une intervention militaire dont Drouyn de Lhuys croyait l'avoir convaincu. De même, quelques jours plus tard, il rejeta le projet de Congrès européen mis en avant par une illumination aussi juste que passagère du chancelier russe Gortchakof. Rien n'eût été plus désagréable ni plus inquiétant pour la

Prusse que de voir l'Europe en corps reviser ses conquêtes. Aussi Bismarck s'empressa-t-il de déclarer « séduisante » la médiation proposée par Napoléon III et qui laissait la France seule en face de lui.

Tête à tête, il reprit la conversation de Biarritz, bien décidé à ne tenir aucune de ses promesses. L'empereur avait eu l'imprudence de ne pas s'emparer d'un gage au moment où l'armée prussienne était occupée en Bohême. Il s'imaginait que la Prusse était prête à lui accorder, de bonne grâce, un dédommagement, une prime à sa neutralité. De même que l'unité italienne lui avait valu la Savoie et Nice, il voyait l'unité allemande compensée par l'acquisition de la rive gauche du Rhin, faute de quoi par celle de la Belgique, que le « parti du mouvement », en 1830, demandait déjà. Aux yeux de Napoléon III, la Belgique ne représentait ni une nationalité ni une race. Elle n'était qu'une nation, et, par conséquent, au regard de la doctrine, elle ne comptait pas. La nationalité allemande, au contraire, avait tous les titres à l'existence. Impie qui en eût retenu l'essor. Annexer les Belges semblait tout naturel. Donner une aide à des Allemands contre la Prusse, c'était un crime contre le droit des peuples et Napoléon III se

félicitait publiquement de ne pas l'avoir commis.

Dans le plus extraordinaire des documents politiques que l'on connaisse, il fit expliquer les raisons qu'il avait d'être satisfait des événements qui venaient de s'accomplir en Allemagne. Lavalette, successeur par intérim de Drouyn de Lhuys, a laissé son nom attaché à cette incroyable circulaire par laquelle l'Empire faisait savoir à l'Europe qu'il y avait lieu de regarder les victoires de la Prusse comme un bonheur. Tout ce qui s'était passé, le gouvernement impérial l'approuvait. Même il l'avait voulu. Les peuples allemands avaient fait un large pas vers leur unité. C'était la politique des « grandes agglomérations » qui s'accomplissait, celle qu'avait conçue Napoléon 1er, celle que Napoléon III s'était donnée pour but. La circulaire Lavalette disait encore qu'il eût été indigne de la France d'être jalouse de voisins jouissant comme elle-même des bienfaits et des joies de la vie commune. Les traités de 1815, dont la France souhaitait l'abolition, n'existaient plus. Les barrières artificielles élevées par les diplomates réactionnaires de Vienne étaient renversées. Les vœux des peuples s'exauçaient. C'était un gage de progrès pacifique pour l'Europe...

Dans cette Europe, dès lors menacée du fléau

de la guerre générale, vouée à la grande guerre des nations armées, tout ce qu'il y avait d'esprits perspicaces et d'amis de la France fut consterné de cette aberration. La reine de Hollande, s'autorisant d'une amitié ancienne, avait montré à Napoléon III l'étendue de sa faute. « Vous laissez détruire les faibles », lui disait-elle. Et elle lui annonçait les effets d'une politique qui mettait en danger les Etats secondaires, non seulement d'Allemagne, mais d'ailleurs. Les petits ont souvent plus de clairvoyance que les grands, et c'était la première fois, depuis les partages de la Pologne, que la France abandonnait les faibles et permettait aux plus voraces de faire des conquêtes. L'invasion future de la Belgique était déjà inscrite dans cette victoire Prussienne remporté par l'abstention de la France. La dynastie guelfe renversée, le royaume de Hanovre annexé montraient aussi le cas que la Prusse faisait de la légitimité elle-même. Bismarck, non sans intention, accentuait le caractère révolutionnaire de son entreprise. Il en appelait au suffrage universel contre la Diète des princes et les traités de 1815. Il appliquait en somme à l'Allemagne la politique de Napoléon III. Ce qui ne valait rien pour une puissance ancienne comme la France, qui avait avant tout

sa situation à conserver, était excellent, au contraire, pour la Prusse qui ne pouvait grandir sans faire sauter les vieilles barrières. Par là, Bismarck ne l'ignorait pas, il ralliait l'Allemagne libérale, le succès aidant. Et puis, il nous connaissait bien. Il savait que le fracas de trônes abattus qui accompagnait ces commencements de l'unité allemande était agréable à l'opinion française.

Combien y avait-il alors de Français à penser que ces petites Cours, exilées ou vassalisées par les Prussiens, avaient formé un rempart qui serait amèrement regretté un jour ? On ne voyait pas la sécurité qu'elles donnaient à la France en tenant l'Allemagne divisée. Mais le public français était surtout sensible au caractère archaïque de ces petits royaumes, de ces principautés minuscules, jadis protégées par notre pays dans son intérêt le mieux entendu. Au nom de l'évolution et du droit des peuples, le progrès condamnait un passé grotesque. Bismarck, durant son ambassade à Paris, n'avait pas manqué de flatter cette envie de rire. Personne n'amusait mieux aux dépens de la vieille Allemagne. « On se divertissait, a écrit un témoin, du tableau qu'il faisait des cours allemandes, raillant l'étroitesse des vues qui y régnait, et l'on ne protestait

pas lorsqu'il démontrait la nécessité de les supprimer comme un rouage embarrassant pour le développement des idées modernes. »

*

* *

La France, en 1866, a crié : « Bon débarras » à ce vieux particularisme allemand rossé par la Prusse. Nous aurions payé cher pour le réveiller plus tard. Nous en aurions salué avec plaisir la renaissance. Mais alors il avait paru plaisant que ces vestiges d'un autre âge fussent balayés si vigoureusement par le Prussien, champion des « idées modernes ». Deux hommes d'esprit saisirent ce trait. *La Grande Duchesse de Gerolstein* fut un triomphe comique. Le général Boum, le baron Grog, l'électeur de Steis-Stein-Steis, tout ce que Bismarck venait de mettre en déroute, chanta et dansa, pour le divertissement de Paris et des provinces, sur la scène des Variétés. Sadowa devenait un opéra-bouffe, au moment où Bismarck signait des conventions militaires secrètes avec les Etats du Sud, battus, mais subjugués. *La Grande Duchesse de Gerolstein*, c'était la circulaire Lavalette mise en mu-

sique par Offenbach. Elle eut beaucoup plus de succès que les nouvelles prophéties de Thiers.

Elle fut encore bien gaie, cette exposition de 1867. La prospérité de la France y brillait. Tous les monarques de l'Europe s'y étaient donné rendez-vous. Parfois, en rapprochant de ce luxe, de cette richesse étalée aux regards, les avertissements lancés à la tribune ou dans la presse, une inquiétude troublait le bon sens français. « L'étranger va être jaloux », disait-on. Les pensées de la foule n'allaient guère plus loin. La force du pays inspirait une telle confiance, et l'on était si loin de voir le danger allemand! Les vieux préjugés n'avaient pas cédé. Tandis que Bismarck et le roi de Prusse étaient accueillis sans une manifestation, l'empereur de Russie recevait à bout portant le « Vive la Pologne, Monsieur » de quelques jeunes avocats, avant d'essuyer le coup de feu de Berezowski. Dans cette circonstance, l'amour des nationalités nous coûta cher. En 1870, Alexandre se souviendra de cet affront comme il se souviendra de la Crimée. Et puis, pourquoi était-ce au tsar seul que s'en prenaient les défenseurs de la cause polonaise et non pas au roi de Prusse? Est-ce que les Polonais de Posen n'étaient pas aussi persécutés, aussi intéressants que ceux de Var-

sovie ? De quelle bizarre indulgence, legs des anciennes erreurs, profitaient encore les Hohenzollern !

Déjà, pourtant, la menace de l'agression pesait sur la France. Et c'est alors que les rêves de désarmement, de fraternité universelle, commencèrent à se répandre avec la croyance que les guerres étaient finies, que les Etats-Unis d'Europe étaient la formule de l'avenir immédiat.

Les Français qui, de tous les coins de nos provinces, vinrent, par trains de plaisir, visiter l'exposition de 1867 eurent un étrange bréviaire. C'était un guide de Paris, rédigé et illustré par les principaux écrivains et artistes de ce temps. J'en ai un exemplaire entre les mains qu'un de mes amis a trouvé, pendant la guerre, dans une maison du front, une maison bourgeoise bombardée. Le livre gisait au milieu des meubles brisés et des souvenirs de famille détruits. Mon ami l'ouvrit dans ce foyer dévasté, et voici ce qu'il lut :

« Au ^{XXe} siècle, il y aura une nation extraordinaire. Cette nation sera grande, ce qui ne l'empêchera pas d'être libre. Elle sera illustre, riche, pensante, pacifique au reste de l'humanité. Elle aura la gravité douce d'une aînée. Elle s'étonnera de la gloire des projectiles coniques

et elle aura quelque peine à faire la différence entre un général d'armée et un boucher... Une bataille entre Italiens et Allemands, entre Anglais et Russes, entre Prussiens et Français lui apparaîtra comme nous apparaît une bataille entre Picards et Bourguignons... Le haussement d'épaules que nous avons devant l'inquisition, elle l'aura devant la guerre. Elle regardera le champ de bataille de Sadowa de l'air dont nous regarderions le quemadero de Séville...

« La poudre à canon sera poudre à forage; le salpêtre, qui a pour utilité actuelle de percer les poitrines, aura pour fonction de percer les montagnes. Les avantages de la balle cylindrique sur la balle ronde, du silex sur la mèche, de la mèche sur le silex et de la bascule sur la capsule seront méconnus. On sera froid pour les merveilleuses couleuvrines, de treize pieds de long, en fonte frettée, pouvant tirer, au gré des personnes, le boulet creux et le boulet plein... Cette nation poussera l'ignorance au point de ne pas savoir qu'on fabriquait en 1866 un canon pesant vingt-trois tonnes appelé Bigwill. D'autres beautés et magnificences du temps présent seront perdues: par exemple, chez ces gens-là, on ne verra plus de ces budgets, tels que celui de la France actuelle, lequel fait tous les ans une

pyramide d'or de dix pieds carrés de base et de trente pieds de haut.

« Cette nation aura pour capitale Paris et ne s'appellera point la France. Elle s'appellera l'Europe.

« Elle s'appellera l'Europe au ^{XX}^e siècle, et, aux siècles suivants, plus transfigurée encore, elle s'appellera l'Humanité.

« L'Humanité, nation définitive, est dès à présent entrevue par les penseurs, ces contemplateurs des pénombres; mais à quoi assiste le ^{XIX}^e siècle, c'est à la formation de l'Europe... Au moment où nous sommes, une gestation auguste est visible dans les flancs de la civilisation. L'Europe, une, y germe. Un peuple, qui sera la France sublimée, est en train d'éclorre. L'ovaire profond du progrès fécondé porte, sous cette forme dès à présent distincte, l'avenir. Cette nation qui sera palpiter dans l'Europe actuelle comme l'être ailé dans la larve reptile. Au prochain siècle, elle déploiera ses deux ailes, faites l'une de liberté, l'autre de volonté.

« Le continent fraternel, tel est l'avenir. Qu'on en prenne son parti, cet immense bonheur est inévitable. »

A ce style, on a reconnu Victor Hugo. C'est lui qui avait écrit l'introduction du *Paris-guide*

de 1867. Les jeunes couples qui, en voyage de noces, visitaient l'exposition, cette bible à la main, confiants dans la parole du poète qui s'appelait lui-même un voyant, ne se doutaient pas que trois ans plus tard la patrie en danger appellerait aux armes les Français. Comment auraient-ils pu croire que leurs enfants et les enfants de leurs enfants seraient chargés d'obligations militaires toujours croissantes, toujours plus lourdes, jusqu'au moment où une guerre, sans précédent par la violence et la durée, exigerait des sacrifices sans exemple ?

La prophétie de Victor Hugo allait au rebours des événements. En aucun temps le militarisme n'aura pris les proportions qu'il allait prendre. Le canon de vingt-trois tonnes de 1866 annonçait le canon monstrueux de 1918 qui tirait sur Paris à cent kilomètres de distance. Hugo parlait des Etats-Unis d'Europe comme on parle aujourd'hui de la Société des Nations. Plus le réel est opprimant, plus « la chimère s'exténue ». Et puis, il y avait le dogme ancien du progrès indéfini dont il était trop humiliant de s'avouer qu'il était démenti par les faits. Comment convenir que cette noble Allemagne des philosophes et des penseurs ne devenait une nation que pour ramener le monde à la barbarie ?

En 1863, lorsque Renan avait publié sa *Vie de Jésus*, Sainte-Beuve avait observé qu'il avait été loisible à l'auteur de ce livre impie de passer l'été aux bains de mer en famille. Cent ans plus tôt, Jean-Jacques Rousseau, après l'*Emile*, avait dû fuir la France pour échapper à un arrêt du Parlement. Sur la route ouverte par cette comparaison, l'esprit de Sainte-Beuve ne s'arrêtait pas. Son imagination s'élançait vers l'avenir et il écrivait avec une sorte de doute et de pressentiment inquiet : « Si l'on se transporte en idée à un autre siècle de distance, à l'année 1963, quel sera, quel pourra être en pareille matière le nouveau progrès acquis et gagné? J'en espère un, mais bien vaguement, sans me hasarder à le deviner et à le prédire. » Sage précaution, subtile réserve d'une intelligence qui savait que tous les perfectionnements sont précaires, toutes les civilisations fragiles. Nous non plus nous ne savons pas si, en 1963, nos successeurs vivront dans un âge d'or ou dans un siècle de fer, ni quelles libertés ou quelles obligations les attendent. Ce qui est sûr, c'est que, né cinquante ans plus tard, Renan avait toutes les chances du monde, en 1914, d'être mobilisable. Au lieu de méditer un nouveau livre sur la grève de Perros-Guirec, il eût été un jeune

territorial astreint à rejoindre son dépôt dès les premiers jours de la mobilisation.

« Qu'on en prenne son parti », comme disait l'ironie de Victor Hugo qui tombait si mal. Il a fallu que le « clerc » lui-même portât les armes. Tel est le progrès que le principe des nationalités et une grande Allemagne ont valu à notre temps.

CHAPITRE VIII

LA JUSTICE FAIT FAILLITE A L'EXTERIEUR (1870)

« Il y a une heure où vous avez dû entendre une voix qui criait : *Vare, redde legiones!* Rendez-nous nos légions! Rendez-nous la gloire de nos pères! Rendez-nous nos provinces! Et cette responsabilité, est-ce la seule? Nous avez-vous seulement légué des embarras, des douleurs et des désastres? Non, vous avez fait pire encore. Vous nous avez légué la *démoralisation*. »

LE DUC D'AUDIFFRET-PASQUIER,

22 mai 1872.

Quelques jours avant la dépêche d'Ems, le voile du temple s'était déchiré. A ce qui lui arrivait, la nation française n'avait compris qu'une chose, et, cette fois, l'avait bien comprise. Elle retrouvait son vieil ennemi, son ennemi héréditaire. Devant elle, sous les espèces de la Prusse, reparaissait l'Allemagne de jadis, l'Allemagne de toujours, l'Allemagne des luttes séculaires, qui nous avait abominablement trom-

pés en se servant, pour renaître, des idées dont la France avait le culte, l'idée de nationalité et l'idée de liberté.

Que s'était-il donc passé entre 1866 et 1870 ? Ceci que l'Allemagne s'était convertie à la politique de Bismarck. Si elle voulait l'unité, c'était clair et l'expérience était concluante. Elle ne l'aurait pas par ses libéraux et ses démocrates qui, pourtant, l'avaient conçue les premiers. Il fallait adopter les méthodes bismarckiennes. Il fallait renoncer au libéralisme et à la démocratie et recourir à la force, à la guerre, à l'autorité. « Les grandes questions du temps ne seront pas décidées par des discours et des décisions de majorité, — ce fut la grande faute de 1848 et 1849, — mais par le fer et par le sang. » Ces paroles de Bismarck avaient germé dans les esprits sous l'influence de Sadowa. Les Allemands s'étaient laissé gagner, comme Bismarck le disait avec justesse, lisant bien dans leur cœur, « par l'attrait d'une politique résolue et vaillante qui avait le succès pour elle ». De même que le libéralisme, le vieux particularisme conservateur avait fondu au feu de la victoire. En quelques mois, le sentiment national fit une poussée prodigieuse. Von der Pfordten, le ministre bavarois qui, en 1866, nous suppliait de passer le Rhin,

protestait à Berlin qu' « un cœur allemand battait dans sa poitrine ». Les princes eux-mêmes, suivant le courant populaire, se ralliaient pour sauver leur couronne. Avec les années, ce mouvement devait croître et embellir. Au moment de la fondation de l'Empire, dans un conseil tenu à Munich, la famille royale de Bavière avait tenté de dissuader le roi Louis II de reconnaître la suprématie de la Prusse. Un jeune prince qui était là faisait valoir la balle prussienne qu'en 1866 il avait reçue dans le corps. Depuis, ce jeune prince est devenu le roi Louis III. Sa chair gardait toujours le plomb prussien. Mais nous l'avons connu avide d'annexions, et son fils, le prince Ruprecht, a commandé une armée en France comme le Kronprinz impérial lui-même, avec qui il n'a rivalisé que de haine contre nous. Toute l'évolution de l'Allemagne depuis un demi-siècle tient dans cet exemple bavarois.

Rudement tiré de son rêve, Napoléon III venait de voir comment la Prusse le payait de ses complaisances et combien l'existence d'une grande Allemagne était peu faite pour rassurer ses voisins et préparer les Etats-Unis d'Europe. La Prusse avait grandi sans compensation pour la France. Les traités de 1815 étaient détruits dans ce qu'ils avaient de gênant pour le natio-

nalisme germanique et restaient intacts dans ce qu'ils avaient de pénible pour nous. On était dupe à un point qui confondait l'esprit et ce n'était pas encore tout. Lorsque Napoléon III eut réclamé le dédommagement promis, il ne suffit pas à Bismarck de renier sa parole. Il surexcita le patriotisme allemand en révélant les demandes de la France qui portaient sur le Rhin. Ce lui fut ensuite un jeu d'irriter l'Angleterre en lui faisant connaître que l'empereur convoitait la Belgique. Enfin, quand Napoléon III fit mine de se contenter du Luxembourg, Bismarck, au Parlement du Nord, chargea un député qui était à sa dévotion de l'interpeller et tout le parti libéral, déjà beaucoup plus national que libéral, déclare avec emphase que l'Allemagne ne pouvait pas céder une « forteresse germanique ». Napoléon III était repoussé avec pertes sur tous les points. La Prusse, après avoir usé, était devenue une puissance redoutable qui repoussait les « compensations » de très haut.

Ce n'était pas ce que les Français avaient rêvé lorsqu'ils avaient acclamé le neveu de « l'autre ». L'Empire s'achevait dans le désenchantement avant de finir par une catastrophe. Ses trois dernières années se passèrent à la recherche d'une politique nouvelle, chose nécessaire et dif-

ficile depuis que la devise magique, « la gloire et les nationalités », avait fait faillite. Renversant sa méthode, l'Empire se faisait libéral au dedans et conservateur au dehors. Il jurait de n'abandonner jamais le pape et Rome. Il tentait de tardives avances vers l'Autriche qui se contentait de compter nos régiments et nos canons et de les comparer à ceux de la Prusse. Cependant, à l'intérieur, Napoléon III en venait à restaurer le régime parlementaire. C'était le contraire des débuts du règne, lorsque l'Empire, autoritaire à l'intérieur, était libéral et révolutionnaire en Europe. Quoi qu'en dise en préjugé très répandu, le peuple français est si facile à gouverner que cette politique de bascule le trouvait complaisant. Au plébiscite de mai 1870, plus de sept millions de voix avaient encore dit oui. Un million et demi seulement avaient dit non. Après tant de déboires, sept millions d'approbateurs donnaient une fière idée de l'accoutumance des Français à leur gouvernement.

Les « sujets de mécontentement » dont parlait Rochefort dans une de ses célèbres *Lanternes* venaient surtout des déceptions éprouvées. Mais quel programme apportait l'opposition montante de la gauche? Du moment que l'Empire, chargé d'exécuter le programme européen de la démo-

cratie, expressément créé pour cette tâche, n'était arrivé qu'à des résultats aussi humiliants, que restait-il à faire ? Il restait à rêver. Il restait à tenir le problème pour résolu, et, sans tenir compte de la réalité, à décréter que l'avenir appartenait à l'alliance et à l'union des peuples. C'est l'idée que Victor Hugo avait exprimée dans le *Paris-Guide* de 1867. Ce fut celle du nouveau parti républicain que les échecs du régime impérial avaient suscité. Pas d'armements, pas de casernes, fraternité avec les nations, tel devait être le moyen d'éviter les guerres. Si de nouveaux Etats s'étaient formés, si des puissances avaient grandi, il ne fallait pas les provoquer par des précautions injurieuses. Il fallait au contraire leur ouvrir les bras. Ainsi le risque de guerre serait écarté et l'harmonie de l'Europe assurée. Cette suprême illusion fut celle où se réfugia la doctrine démocratique. Elle conduisit les républicains, dont le groupe avait grossi au Corps législatifs à combattre les mesures, déjà bien tardives, qui eussent donné à la France les forces militaires indispensables pour tenir tête à l'agression que préparait Bismarck et que nos observateurs, Stoffel à Berlin, Rothan à Francfort, Ducrot à Strasbourg, ne cessaient d'annoncer.

Il fallait préparer la guerre ou tâcher de la conjurer si on ne la préparait pas. Le gouvernement impérial la laissa venir avec la résignation et le fatalisme d'un pouvoir désarmé. L'idée à laquelle Napoléon III avait dû son trône avait fait banqueroute. Pouvait-il l'avouer? Pouvait-il en convenir? La politique des nationalités et de la justice internationale, que les régimes précédents n'avaient pas voulu suivre, il l'avait tirée de l'abstraction. En la faisant entrer dans les faits, en l'introduisant dans les réalités européennes, il avait produit des conséquences bien différentes de celles qu'il presumait. Une politique destinée en principe à apporter la revanche de Waterloo n'avait réussi qu'à nous laisser isolés en Europe, en face d'un Etat prussien fortement armé qui entraînait toute l'Allemagne avec lui. La France était entourée d'hostilités et de méfiances. Elle était tragiquement seule. Une politique encore plus modérée et plus prudente que celle de Louis-Philippe était nécessaire. Ce qui se recommandait, c'était le recueillement, jusqu'à ce que la situation fût redressée, jusqu'à ce que nous eussions noué des alliances sûres, reconstitué nos forces militaires. Cela, l'Empire ne le pouvait pas, même si Bismarck lui en eût laissé le temps. Il le pouvait moins que

tout autre régime, car, avec la justice pour les nationalités, il avait promis de la gloire pour la France. De crainte d'avouer et de déchoir, il continuait à parler haut comme s'il eût été encore l'arbitre de l'Europe. C'est ainsi qu'au mois de juillet 1870 il alla donner droit dans le piège que Bismarck lui tendait.

*

* *

Dans la soirée du jour où la guerre fut déclarée, le peuple de Paris afflua sur les boulevards. Soudain, la *Marseillaise*, jusque-là pros-crite, jaillit, et, d'ordre supérieur, la police laissa chanter. Alors un frisson d'enthousiasme courut cette foule. La légende de 92 se ranimait. L'hymne de la liberté et du patriotisme révolutionnaire semblait une promesse de victoire. Le césarisme lui-même, à cette extrémité, cherchait à se retremper dans ses origines et à reprendre des forces au contact de la démocratie. Mais, déjà, l'image de la République avait surgi et le peuple commençait à rapporter ses déceptions à la dictature que, vingt ans plus tôt, il avait désirée pour accomplir ce qui, maintenant, se retournait contre la France. Quand le désastre

de Sedan fut connu, la foule, comme en 48, envahit la Chambre. Ce n'était plus pour réclamer l'affranchissement des opprimés, de l'Italie ou de la Pologne. « La République! La République! Parlez-nous de la République », criaient les tribunes à Gambetta qui répugnait encore à l'idée d'une révolution devant l'ennemi. La République, c'était la défense nationale, la France assurant son salut et gagnant ses victoires toute seule. Valmy, Fleurus, ces noms enflammaient les esprits, leur donnaient foi dans de prochains miracles. Et puis, la République proclamée, est-ce que le malentendu n'allait pas prendre fin entre l'Allemagne et la France? Est-ce que le noble peuple allemand, saisi de respect devant l'image auguste et sainte de la liberté, n'allait pas déposer les armes? Est-ce que le monde n'allait pas fraterniser à l'une des heures les plus tragiques de l'histoire, renvoyant au passé toutes les formes de monarchie?

Entrevues dans un éclair, ces espérances furent aussitôt déçues. Napoléon III était prisonnier, L'Impératrice en exil. La France se gouvernait elle-même. Pourtant, l'Allemagne continuait la guerre. Sedan, c'était sa victoire. Pour elle, le 4 septembre, la chute de l'Empire, c'était l'aveu et la reconnaissance de cette victoire par les

Français. La République à Paris ne produisit pas d'autre effet sur les Allemands. Déjà il était clair que leurs idées n'avaient rien de commun avec l'utopie des Français et qu'ils se riaient du libéralisme et de la démocratie. L'unité et la grandeur national par la monarchie prussienne, voilà ce qui les a ralliés jusqu'au jour où Hitler leur a paru encore plus beau. Le passé libéral de l'Allemagne s'ensevelissait dans la victoire.

Lorsque le terrible hiver commença, il fallut se rendre à l'évidence. C'était un peuple plein de haine et de convoitise qui se ruait sur ceux qui avaient tant fait pour la cause des peuples. Autour de ce Paris qui avait rêvé d'être la capitale du genre humain affranchi, où l'élite des écrivains et des philosophes avait enseigné le respect de la pensée allemande, les fils de cette grande Allemagne venaient mettre le siège. Ils bombardaient la ville de la générosité et de la lumière. Et puis, c'était l'invasion, la défaite, le vainqueur impitoyable ne cachant pas son dessein, qui était de démembrer la France, de lui arracher deux provinces, et au nom de quoi ? Au nom du principe des nationalités, ô dérision !

Alors la France, dans sa détresse, tourna les yeux vers ce monde sur lequel elle avait répandu son cœur, vers ces nations pour lesquelles son

sang avait coulé. Partout elle rencontrait calcul et froideur. L'Intérêt politique, d'ailleurs mal compris, l'égoïsme, la rancune l'emportaient. Ceux qui avaient falli céder à un bon mouvement de reconnaissance, comme l'Italien, se félicitaient, nous voyant battus, de ne pas s'être embarqués sur notre galère. A la nouvelle de notre défaite de Wørth, le tsar Alexandre avait vidé une coupe et, en signe de joie, brisé le verre où il avait bu à la vengeance de Sébastopol. Il ne discernait pas que le triomphe de l'unité allemande, c'était l'arrêt de mort de son Empire. L'Angleterre libérale laissait faire, laissait passer, tandis que s'écoulaient des moments irréparables pour elle. De nulle part la France n'avait vu venir un secours. Au loin, une vieille race latine et amie, nous plaignait, s'émouvait. Que pouvaient ces Roumains reconnaissants? Nous n'avions à compter sur aucune sympathie active. Dans le vaste monde, nous étions seuls en face d'un ennemi qui, soudain, avait rélévé sa haine impitoyable. Alors ce fut une grande nuit dans le cœur des Français. Sur sa croix, le « Christ des nations » eut son heure de ténèbres et d'agonie. Comme en 1848, le ciel s'écroulait. La justice, c'était le dieu caché, insaisissable, qui ne répondait qu'en se plaisant à décevoir et à faire souffrir.

frir ceux qui avaient foi en lui. Après la justice sociale, tuée sur les barricades de juin, l'autre, celle dont la croyance avait survécu, la justice internationale, succombait à son tour. Et, comme en 48, il y eut des hommes qui refusèrent d'accepter ce verdict, de s'incliner devant l'expérience et qui voulurent dresser une protestation de leur rêve.

Ce fut la Commune, recommencement des journées de juin, même révolte suprême d'une foi blessée à mort, même frénésie achevée par des crimes abjects et de vils assassinats. « Pas de capitulation, la guerre à outrance. » Tel avait été le cri de ralliement des fédérés. Bientôt ce fut la guerre civile. Paris brûlé sous les yeux des Prussiens. Tandis que Thiers négociait avec la force et cherchait à s'accommoder du fait accompli, Paris démocrate et révolutionnaire ne s'était pas résigné à renier ses mythes. Il y eut encore, dans l'état-major de la Commune, un Polonais, Dombrowski pour périr sur les barricades. Comme lui, le vieux Delescluze marcha à la mort en martyr désespéré d'une cause perdue, celle de la révolution idéaliste, celle de 1848. « La Pologne ! la Pologne ! Parle de la Pologne », avaient crié, vingt-trois ans plus tôt, les prolétaires à Blanqui. La Pologne n'était pas délivrée.

La France était envahie. Paris flambait. Versailles et Communards, fils de la même mère, s'égorgeaient entre eux, tandis que deux provinces, un million et demi de Français, étaient arrachés à la patrie. Jours de deuil, jours de cendre, tant la religion de la démocratie et de la fraternité des peuples put engendrer de maux.

« La gloire et les nationalités! » Le programme s'achevait dans un désastre qui ne laissait d'autre consolation que le *gloria victis*. Car les vaincus avaient été grands. L'esprit guerrier de la race avait reparu. Si des armées improvisées n'avaient pas conjuré la défaite, si la démocratie n'avait pas fait ce miracle, elles avaient montré, avec la couleur du sang français, la volonté de vivre de la France. Plus tard, ces souvenirs héroïques du courage malheureux sont devenus l'objet d'un culte. Ils ont nourri le patriotisme par la vertu de l'exemple. Dans nos cités, dans nos bourgades, se sont élevés des monuments funèbres et naïfs, où le jeune mobile mourant, taillé dans le bronze ou dans la pierre, tombe entre les bras de la Patrie. Dans le même temps, les villes d'Allemagne se paraient avec orgueil de statues en l'honneur de Guillaume 1er et de Bismarck, fondateurs de l'unité germanique et de sa puissante monarchie.

*

* *

Le 18 janvier 1871, entre midi et midi et demi, dans la galerie des glaces du palais de Versailles, l'Empire allemand avait été proclamé. La couronne impériale, qu'un roi de Prusse avait repoussé quand elle lui était offerte par le Parlement de Francfort, Guillaume 1er la recevait, dans l'éclat de la victoire, des mains des princes allemands.

Le 18 janvier, c'était l'anniversaire du jour où, un siècle et demi plus tôt, un marquis de Brandebourg, à Kœnigsberg, s'était lui-même proclamé roi d'un petit royaume de marais et de sablières. Alors le roi de France, de son palais de Versailles, dominait l'Europe, tandis que les princes allemands formaient sa clientèle et copiaient sa Cour. L'Allemagne triomphante de 1871 jouissait de ce renversement des rôles et l'on ne comprit pas assez, en Europe, le symbole de la galerie des glaces. On ne vit pas qu'il s'élevait un Etat et un peuple dont les conceptions ne ressemblaient pas à celles du reste du monde. Déjà, sous l'influence de ses chefs politiques et spirituels, l'Allemagne pensait historiquement. Après de longues années de division

et d'impuissance, elle voyait le recommencement de son destin. Abaissée, réduite à la condition de « mosaïque disjointe » tandis que les autres Etats grandissaient, se servaient, s'adjugeaient les meilleurs parts, l'Allemagne avait médité en elle-même de conquérir ce qu'avaient obtenu ceux qui s'étaient unis et constitués avant elle. L'erreur de l'Europe, c'était de prendre la restauration de l'Empire germanique (tel était le terme qu'avait employé avec intention le roi prussien), pour une fin, un épanouissement suprême de l'idée qui avait porté le peuple allemand à s'unir à son tour. C'était, au contraire, le début d'un âge où les anciennes puissances d'Europe ont dû lutter pour défendre leur indépendance, leurs possessions, leurs richesses, leur situation acquise contre les convoitises des nouveaux venus. Car les Allemands, arrivés à l'unité, montés à la puissance, se croyaient les victimes d'un déni historique. Ils n'avaient pas encore assez. Ils se persuadaient aussi, après leurs victoires, après ces guerres heureuses que la force, au service d'une organisation rationnelle, leur ouvrait l'avenir et qu'ils n'avaient pas d'ambition qui ne fût un droit.

Voilà ce qui sortait tout armé du château de Versailles. Cette allégorie, on ne la comprit pas.

Jamais gouvernements et peuples ne donnèrent pareil exemple d'imprévoyance, ne furent plus insensibles à leurs intérêts élémentaires. Ni la Russie, ni l'Angleterre ne se rendirent compte de ce qui naissait avec l'Empire allemand. Il leur semblait que ce fût un Etat comme un autre, de création nouvelle, et destiné à prendre une place égale et tranquille parmi les autres puissances. Sans doute, chez un libéral comme Gladstone, l'esprit de justice était choqué par l'annexion violente de l'Alsace-Lorraine, éclatante violation du droit des peuples à disposer de leur sort. Devant cet abus de la victoire, le chef du gouvernement britannique ne pensait qu'à une protestation de principe à laquelle ses collègues se refusèrent. Ils comprenaient du moins qu'avec la Prusse, une protestation qui n'était pas appuyée par les armes était vaine. Et l'idée qu'il eût été sage, économique, de s'opposer par la force à la fondation d'une grande Allemagne pour épargner un jour d'immenses efforts et des flots de sang, cette idée-là ne vint, on peut le dire, à l'esprit d'aucun Anglais. Ceux d'entre eux, au contraire, qui s'appliquaient à la politique, raisonnaient sur l'apparition de l'Empire allemand comme sur un événement propre à mieux assurer l'équilibre de l'Europe. L'Allemagne unie,

vue de Londres, semblait un contre-poids providentiel placé entre la France et la Russie. « Pour ce qui nous regarde, nous autres Anglais », écrivait le *Times* au mois de décembre 1870, « au lieu de deux puissants Etats militaires qui existaient jusqu'à présent sur le continent, nous avons maintenant au centre de l'Europe, une solide barrière, et ainsi tout l'avenir s'en trouvera consolidé. » Dans l'œuvre de Bismarck, le *Times* ne voyait que bénédictions. « M. de Bismarck, disait gravement le grande journal anglais, avec ses éminentes facultés, n'a qu'un seul but : le bien de l'Allemagne, le bien du monde entier. Puisse le magnanime, le pacifique, le sage, le sérieux peuple allemand faire son unité. Puisse la Germanie devenir la reine du continent... C'est le plus grand événement des temps présents et tout le monde doit en désirer l'accomplissement. »

A la suite de ces citations, qu'il recopiait avec délices, Moritz Busch, le secrétaire de Bismarck, confiait à son journal intime : « Excellent article, que nous allons reproduire dans notre *Moniteur de Versailles*. » Quarante-cinq ans plus tard, dans ce même Versailles, dans la ville où Bismarck avait scellé l'unité du « magnanime et pacifique » peuple allemand, les Alliés tenaient

leurs conseils de guerre et juraient d'abattre le militarisme prussien. O ironie ! O malheureuses nations sans cesse entraînées parmi les ténèbres à des destins inconnus, et qui pourtant se croient libres et maîtresses de leur sort!...

CHAPITRE IX

RUE SAINT-LOUIS, N. 5, A VERSAILLES

«La liberté ou la force de l'âme est la vertu des particuliers; mais la vertu de l'Etat, c'est la sécurité. »

SPINOZA.

A mesure que nous approchons de notre époque, il devient plus malaisé de saisir le fil de l'histoire. C'est en nous-mêmes que nous voyons le moins clair. Nous sommes encore trop engagés dans la génération qui précède immédiatement la nôtre, nous vivons trop de ses sentiments et de ses idées, nous sommes trop agités de ses passions pour retrouver d'un seul coup les grandes lignes qui se découvriront d'elles-mêmes plus tard. Si la vie des peuples n'était faite de poussées d'instincts contraires, de tendances dont celle qui doit finalement prévaloir paraît quelquefois vaincue, la tâche de la politique serait trop aisée.

Appelée à voter sous le coup du désastre et

de l'invasion, le 8 février 1871, la France se trouvait devant une table rase. Plus de gouvernement. Toutes les doctrines, toutes les théories pouvaient prétendre au même succès. Comme dans une course bien réglée, tous les systèmes partaient du même alignement. Jamais le pouvoir constituant du peuple souverain n'avait eu à s'exercer dans des conditions aussi pures. Jamais sa détermination n'avait été aussi libre. Cependant ce ne fut pas sur la question de savoir quelle serait la nature ou la forme du gouvernement que vota la France. Ce fut sur la paix et sur la guerre. L'obsession du présent emportait le souci de l'avenir. Et sur cette alternative essentielle, guerre à outrance ou liquidation du fait accompli, les opinions et les partis se classèrent naturellement selon les catégories usuelles qui remontaient aux luttes et aux conflits antérieurs.

La catastrophe ne donnait que trop raison aux hommes qui l'avaient annoncée. Thiers que, cinq ans plus tôt, personne n'écoutait, dont les avertissements étaient même accueillis par des risées, fut élu dans plus de vingt départements. Il lui était décerné une sorte de dictature du bon sens, flatteuse pour son amour-propre. Auprès de Thiers, qui formait la majorité de l'assem-

blée ? Des conservateurs de toutes les nuances, légitimistes, orléanistes. Pour faire la paix, la France s'était tournée vers les partisans des régimes qui, dans le passé, avaient évité les aventures ou qui s'y étaient opposés. Ce scrutin était vengeur. Il est aussi la seule réparation publique que la nation désabusée ait donnée aux deux monarchies qui, de 1815 à 1848, lui avaient épargné des Waterloo et des Sedan, de la vaine gloire soldée par des invasions.

Cependant l'idée du plus grand nombre des électeurs n'allait pas beaucoup plus loin. La paix était désirée. On en chargeait les partis qui, depuis 1815, la représentaient, et qui se trouvaient être monarchistes. Pour que la monarchie sortît de là, il fallait la faire sans retard. Un des élus de la droite, le vicomte de Meaux, avait parfaitement compris et a très bien défini la nature de son mandat : « Nous avons été nommés », a-t-il écrit dans ses *Souvenirs*, « avant tout pour faire la paix. L'horreur de la guerre avait décidé de notre élection. » Et le parti qui, à ce moment, signifiait la guerre, ce n'était pas le parti bonapartiste, écrasé sous la réprobation générale, dispersé par la tempête. C'était le parti d'où le bonapartisme était issu vingt ans plus tôt, c'était le parti démocratique redevenu tout entier répu-

blicain. Qui donc incarnait la guerre à outrance ? Quels étaient les « fous furieux », comme Thiers les appelait brutalement, qui voulaient continuer la lutte, qui refusaient de capituler devant l'ennemi et de lui céder, pour prix de la défaite, deux provinces de la France une et indivisible ? C'était Gambetta et ses amis, les hommes de la Défense nationale. C'étaient les survivants d'une génération plus ancienne, Louis Blanc, par exemple, héritier de la tradition et du romantisme révolutionnaire. Quiconque ne consentait pas à déposer les armes, quiconque préférait le risque d'ensevelir le pays sous les ruines, vota pour les républicains. Ce fut le cas de Paris, ce Paris entêté qui allait faire la Commune après s'être bercé des illusions de la « sortie en masse ». Mais il y eut un vote encore plus clair, celui de l'Alsace-Lorraine. Pour ne pas être abandonnée, pour ne pas servir de rançon, pour prolonger au moins l'espérance, l'Alsace députa à l'Assemblée un groupe compact de républicains avancés, Gambetta, Scheurer-Kestner et tête de sa liste.

Pour ceux qui connaissaient la France et qui savaient interpréter les manifestations de l'opinion publique, le scrutin de février n'était pas douteux. Le peuple français s'était prononcé

dans un sens conservateur. Mais conservateur de quoi? De la paix et de la propriété. Il ne voulait ni bouleversements sociaux au dedans, ni, au dehors, de retour à cette politique aventureuse qu'il venait de payer si cher. Ce qu'il rejetait, dans la révolution, c'était le communisme et c'était l'esprit guerrier de la vieille Montagne, les expéditions ruineuses, les chimères fécondes en déceptions trop souvent renouvelées. Sur ces deux points, mais sur ces deux points seulement, le mandat de la majorité était impératif. Quel qu'il fût, — sauf l'Empire condamné irrévocablement, — tout régime qui donnait cette double garantie à la France était d'avance accepté.

Les hommes qui voulaient fonder la République y réussirent parce que, ayant su pénétrer et définir ce sentiment des masses, ils surent aussi s'en emparer.

★

★ ★

Lorsque Keller eut lu la protestation de l'Alsace, une telle émotion saisit l'assemblée que Thiers put craindre que les préliminaires de paix ne fussent repoussés. En passant près de Keller pour monter à la tribune, il lui dit à mi-

voix avec une coupante sécheresse : « Donnez-nous les moyens. » Pour lui, la France vaincue n'avait plus qu'à s'incliner devant le vainqueur et à organiser sa vie en conséquence. « Il faut savoir ce que nous pouvons mettre derrière des paroles », dit-il à l'assemblée qui déjà s'était ressaisie. Seule, l'extrême gauche vota contre la paix et pour la guerre à outrance.

Quelques semaines plus tard, Scheurer-Kestner et sa femme rendaient visite à Jules Grévy, président de l'assemblée. Le récit de cette visite est célèbre. Le républicain alsacien, auprès de ce républicain de vieille roche, s'ouvrit de sa tristesse et de son espoir. Il parla de la revanche. Alors, Grévy, l'interrompant et le regardant « d'un œil sévère », prononça cet oracle : « Mes enfants, dit-il, je sais que vous êtes pour la guerre. Eh bien ! je vous le dis à vous, mon ami, qui avez voté contre la conclusion de la paix : il ne faut pas que la France songe à la guerre. Il faut qu'elle accepte le fait accompli, il faut qu'elle renonce à l'Alsace. » Il eut encore des paroles dures pour les « fous » qui prétendaient le contraire. Scheurer-Kestner se retira en pleurant. Il comprit bientôt. Thiers et Grévy, les deux fondateurs de la République, étaient d'ac-

cord pour condamner la « folie » de Gambetta qui compromettait le régime républicain. La République radicale et guerrière inquiétait. Seule une République conservatrice et pacifique, une République sage au dehors comme au dedans pouvait réussir. Jules Grévy le savait depuis longtemps, lui qui, dès 1848, avait dit, dans sa profession de foi aux électeurs du Jura : « Je ne veux pas d'une République qui fasse peur. » Pour qu'elle ne fit pas peur, pour être acceptée, il fallait qu'elle renonçât au programme belliqueux que la démocratie tenait de la Révolution et de ses traditions du *XIX^e* siècle. Il fallait remonter le courant de Gambetta, dont les outrances détournaient les masses de la cause républicaine. Gambetta, d'ailleurs, ne devait pas tarder à comprendre à son tour et à épouser la tactique des deux subtils vieillards. La haute fortune politique de Jules Grévy était inscrite dans cette idée, mais aussi son impopularité future. Les crises prochaines de la République, le grand débat qui, dès qu'elle fut instituée, la troubla et la trouble encore, tout l'avenir du régime s'y trouvaient également contenus.

Par la rapidité et la justesse de leur coup d'œil, deux ou trois hommes qui connaissaient bien leur pays et leur siècle suffirent donc à

détourner la France des monarchistes et, par suite, de la monarchie. Thiers, un des inventeurs de l'orléanisme, n'était pas un républicain très farouche. Surtout, ce n'était pas un républicain doctrinaire. C'est ce qui lui permit de voir le point faible de la République et de l'acclimater. Peu important, à cet égard, les sentiments auxquels il a obéi en la voulant. Comme toujours, ces sentiments étaient complexes. Sans doute, il avait l'ambition de finir sa vie par un grand rôle comme une sorte de stathouder du parlement. Sa grande objection, « trois candidats pour un trône », n'était pas bien sincère puisque la « fusion », la réconciliation du comte de Chambord et du petit-fils de Louis-Philippe, ne changea rien à ses idées. Ce qui survivait en lui, à coup sûr, c'était la haine de sa génération pour les Bourbons de la branche aînée. Cette haine fut perspicace. Parce qu'il était un homme de 1830, Thiers sut trouver en 1871 le procédé le plus propre à empêcher une troisième Restauration.

Le soin avec lequel Thiers s'appliquait à rassurer la France sur le caractère des institutions républicaines est sensible dès ses premiers actes et dès ses premiers discours. Il fait la paix, et il la fait même trop vite, avec une précipitation qui désespère des témoins convaincus, comme^M

l'était le colonel Laussedat, membre de la commission de délimitation de la nouvelle frontière, qu'avec un peu de fermeté et de patience on pouvait obtenir sur certains points des conditions meilleures. Mais il ne faut pas que la République soit accusée de prolonger la guerre. Il faut que la République ait conclu la paix et que le Président, après avoir vaincu la Commune et traité avec la Prusse, puisse dire au pays que la France est « pacifiée au dedans et au dehors », selon la promesse du premier message, celui du 17 février. Dès lors, le régime républicain n'effraie plus. Le vent souffle dans ses voiles. Aux élections complémentaires de juillet, la débâcle des conservateurs commence. Thiers et Grévy ont eu raison...

Dans un livre consacré à la défense et à l'apologie de sa politique, *Vingt mois de présidence*, Thiers établit qu'en France, sur une dizaine de millions d'électeurs, il n'y avait pas plus d'un million et demi de républicains purs, de républicains de principe. Quinze cent mille voix : il n'y en avait pas eu davantage en 1848 pour Cavaignac contre Louis-Napoléon Bonaparte. Quinze cent mille *non* : le chiffre n'avait pas changé au plébiscite de mai 1870. Ces quinze cent mille, c'étaient les champions de l'idée.

C'était le sel de la terre. Restait à conquérir la grande masse indécise. Elle fut conquise, assez lentement d'ailleurs, — la République est, de tous nos régimes au ^{XIX}e siècle, celui qui a eu à vaincre l'opposition la plus tenace, — à mesure que se dissipèrent les frayeurs que le régime républicain inspirait.

L'ordre, le calme, la sécurité, la prudence, la sagesse, tels étaient les mots que Thiers répétait sans se lasser. Je suis « le véritable conservateur », disait-il. Conservateur de la propriété, conservateur en matière fiscale, adversaire de l'impôt sur le revenu, habile à rassurer tous les intérêts, il était conservateur aussi en politique étrangère. Ce n'était plus l'homme vaniteux et léger qui, trente ans plus tôt, sans Louis-Philippe, eût exposé la France aux coups d'une coalition européenne. Sa prudence était extraordinaire. Jamais en défaut, toutes ses paroles tendaient à convaincre le pays, non seulement que la République avait cessé de penser à la guerre et aux entreprises dangereuses, mais encore qu'elle était seule à pouvoir garantir la paix. La paix, une paix durable, que la France ne troublerait jamais la première, qui excluait par conséquent l'idée de revanche, c'était le point sur lequel Thiers ne se fatiguait pas d'insister et de

revenir. Il paraphrasait avec art, dans son message du 17 décembre, la dure semonce de Jules Grévy à Scheurer-Kestner : « Notre politique est la paix, répétait-il, la paix sans découragement comme sans bravade. » Il devait suffire à la France réorganisée d'être « toujours nécessaire à l'Europe et toujours capable d'y remplir ses devoirs envers les autres et envers elle-même ». Sur cette pente, Thiers ne s'arrête pas. Et déjà, pour mieux rassurer, il endort. La France est décidée à éviter la guerre. La guerre devient donc improbable, car, seule, la France, qui vient d'être dépouillée, déchue de son rang, aurait des raisons de l'entreprendre. Thiers fait alors le raisonnement dangereux, le raisonnement qui désarme. Il dépasse le but : « La France, qui aurait le droit d'être mécontente de son sort, voulant la paix, tous les autres États la voulant comme elle, il n'y a aucune prévision possible qui puisse faire craindre la guerre. » De là l'illusion que la guerre dépend de nous seuls, que notre résignation au fait accompli en écarte le risque. Jusqu'au 4 août 1914, cette erreur habitera l'esprit des Français..



Pour séduire la France déçue et lassée, pour la flatter dans son besoin de repos, aux dépens même de sa sécurité, Thiers déposait aux origines de la troisième République le germe d'une grande discorde nationale. La France ne restera pas toujours dans la démoralisation où l'a jetée la défaite. Elle aspirera à son relèvement. Alors, deux courants se formeront et se heurteront. Il y aura ceux qui, partisans du moindre effort, accepteront que la France soit désormais une puissance de second ordre, et ceux qui, ne se résignant pas au fait accompli, voudront une politique qui n'abdique pas. Ainsi de nouveaux conflits s'ouvriront.

Thiers prodiguait les apaisements à Bismarck, menaçant, soupçonneux, et qui surveillait avec humeur les progrès de notre convalescence. Est-ce par la même prudence qu'il allait jusqu'à prévoir la possibilité d'une alliance ? En mai 1872, l'ambassadeur d'Allemagne rendait compte à son gouvernement d'une conversation où Thiers avait chaleureusement affirmé « son désir de maintenir la paix, une longue paix ». Et Thiers avait ajouté : « Après bien des années,

quand la France aura retrouvé ses forces, sa tendance prédominante devrait être nécessairement celle de chercher une compensation pour les pertes subies, et si, un jour, l'Allemagne devait être entraînée dans des embarras avec d'autres puissances, le moment serait venu de régler ces comptes. Mais cela ne voudrait pas dire que, dans un cas pareil, la France devait se lever contre l'Allemagne. Il ne serait pas impossible d'envisager que l'Allemagne, alors, serait disposée à acheter l'alliance française par des compensation qui pourraient rendre une guerre inutile. »

En 1918, cette pensée, cette politique auraient conduit tout droit en Haute-Cour. Faisons, et faisons très large, la part des circonstances. Représentons-nous les responsabilités de Thiers, qui savait Bismarck désireux d'en finir avec la France, et qui s'appliquait à calmer l'ogre. Dans son esprit, le renoncement, précurseur d'un rapprochement avec l'Allemagne, était pourtant un système.

Après quelques hésitations, Gambetta devait s'y rallier. Il lui restait soit à garder son attitude de « fou furieux » et à faire échouer la République par son intransigeance, soit à seconder la manœuvre des modérés. Le parti de Gambetta

était pris dès le mois de juin 1871. L'opportunisme était fondé. « L'âge héroïque, l'âge chevaleresque est passé », disait-il aux républicains. Et il les invitait à être « un parti pratique, un parti de gouvernement ». Il leur demandait de « savoir patienter ». Il condamnait les « utopies » et, comme Thiers lui-même, il ne parlait que de sagesse. Par d'habiles formules, il masquait sa retraite. Il savait que son nom était un épouvantail, que les souvenirs de la Défense nationale et de la guerre à outrance le rendaient inacceptable, non seulement dans le pays mais aussi à Berlin. Et le mot d'ordre de celui qu'avait élu l'Alsace fut d' « y penser toujours, de n'en parler jamais ». Ni question sociale, ni revanche, moyennant quoi le succès de la République était assuré.

*

* *

Tandis que Thiers, perspicace autant qu'habile, retournait la situation au profit du régime républicain et gagnait un temps précieux, que faisaient les monarchistes, maîtres de l'assemblée ? Oh ! cette fois ils étaient résolus à ne pas laisser échapper l'occasion. Ils ne voulaient pas

être impuissants et dupes, comme en 1851, lorsque le coup d'État avait escamoté une majorité dont ils n'avaient rien su faire. Mais, avant d'agir, il leur restait à se réconcilier, à mettre d'accord le droit divin et la «révolution légale», la Charte et la constitution. Il leur restait à effacer les cruels souvenirs de 1830 qui ne furent jamais tout à fait abolis entre l'extrême droite et le centre droit. Les mots les divisaient autant que les rancunes. Quand les monarchistes furent sortis de cette logomachie, quand la fusion fut faite grâce au comte de Paris, entre la légitimité et l'orléanisme, la besogne pour laquelle ils avaient été élus était déjà accomplie. La paix était signée. La Commune était vaincue. La monarchie semblait n'avoir plus rien à offrir, plus rien à faire, et, aux yeux des électeurs, ses partisans avaient perdu toute raison d'être. Avec les circonstances, l'état d'esprit qui avait présidé aux élections du 8 février s'était évanoui. A chaque consultation électorale, les hommes de droite restaient sur le carreau, le flot républicain montait.

A partir de ce moment, les monarchistes parurent d'ailleurs incapables de parler un langage qui retint l'attention de la France. Dans leurs discours, n'apparaissaient que des abstractions,

et ce n'était pas celles qui touchaient les Français. Qu'était-ce que ce « droit », cet « ordre moral », ces « principes »? Les expressions d'une langue morte. La plus grande partie de la nation n'y entendait rien. Ce qu'il y avait dans ces paroles de plus clair et de plus solide, c'est que la droite offrait de sauver la société en péril. Par la répression de la Commune, la société s'était sauvée toute seule. Que voulait-on lui apporter?

Pendant quatre années, l'assemblée se disputa à coups de bulletins de vote sur la République et la Monarchie. Jamais le sujet essentiel, qui était l'avenir national, ne fut abordé de front. On ne recherchait pas quelles étaient les institutions les meilleures pour la France dans l'état de choses nouveau créé par notre défaite et par la résurrection d'une grande et puissante Allemagne. Ce fait capital était celui par rapport auquel, désormais, toute la vie politique aurait dû s'ordonner. A aucun moment, ni l'assemblée ni les Français ne furent mis, pour déterminer leur choix, en présence de la grande réalité dont la sécurité et la vie même de la nation dépendaient. La France serait-elle une démocratie électorale, avec tout ce que ce régime comporte, en

face d'une vaste monarchie autoritaire et militaire, son ennemie? Telle était la vraie question, et c'était une question de salut public. Elle eut peut-être amené Français à réfléchir si elle avait été clairement conçue, nettement posée. Elle ne le fut pas. Il y eut quelques cris éloquentes, partis du cœur, comme celui de Lucien Brun : « Ayez pitié de vos enfants! » Ce fut tout. Il semblait que le seul point fût de savoir laquelle des deux traditions l'emporterait, celle de 1789 ou celle d'avant 1789. Là-dessus, les développements étaient nourris. Il était pourtant certain d'avance que la tradition la plus nouvelle, qui était aussi la plus vivace, devait triompher. Sur ce terrain, et dans un temps où le libéralisme du siècle était encore si florissant, les républicains étaient les plus forts.

Mal posé devant le pays, mal posé dans l'assemblée, le problème ne l'était pas mieux dans l'esprit de celui qui aurait pu être roi. Au fond, tout le monde se rencontrait pour débattre et régler la situation de 1871 avec les sentiments et les idées de 1830. Le comte de Chambord était une grande âme qui en était restée à Charles X. Il aurait pu prendre pour devise, comme les hommes de la génération qui avait une première fois laissé tomber la monarchie : « Périr est

aussi une solution. » Si le comte de Chambord n'avait pas mis son « principe », dont il disait qu'il était sa seule force, au-dessus de la France elle-même, se serait-il ingénié, ainsi qu'il l'a fait, à trouver des raisons de ne pas accepter le trône qu'on lui tendait ? En vain des patriotes comme le général Ducrot, le gardien de Strasbourg, un de ceux qui, avant 1870, avaient annoncé le péril allemand, l'avaient supplié à genoux de revenir sur le symbole du drapeau blanc. En vain le persuasif Chesnelong avait proposé à Henri V l'exemple de Henri IV. Rien n'avait pu faire fléchir cette obstination. On comprend la douleur, le dépit, l'amertume des monarchistes dont les efforts se trouvaient condamnés. « M. le comte de Chambord a jeté la couronne par la fenêtre », dit l'un d'eux. Il avait dit avec sévérité le juste mot.

La restauration de la monarchie échouait par le refus du prince que la logique des événements était venue chercher. Ce refus extraordinaire a posé une énigme. On s'est demandé souvent si le comte de Chambord avait vraiment voulu régner, s'il n'avait pas subi des influences domestiques, ou reculé devant le veto de l'Allemagne. L'étrange démarche à laquelle il se résolut, après la lettre fameuse qui tuait dans

l'œuf la restauration, laisse place à une autre hypothèse, de beaucoup la meilleure. Le comte de Chambord voulait que son principe s'imposât par lui-même sans être altéré par le vote d'une Constituante ni par les conditions d'un parlement. Quittant pour la première fois l'exil, il entra secrètement en France et vint à Versailles loger chez un de ses fidèles, à quelques pas de cette assemblée qui, faute d'avoir pu faire la monarchie, prolongeait les pouvoirs du maréchal de Mac-Mahon sans trancher la question de régime et pour ménager l'avenir. Le comte de Chambord pensait que le maréchal, en présence de son roi, tomberait à ses pieds et ferait acclamer Henri V par l'assemblée et par le peuple. Serviteur de la légalité, le maréchal refusa de voir le prince qu'il vénérât et dont il avait toujours désiré l'avènement. Comme dans une tragédie de Corneille, c'était un conflit de devoirs. Le soldat restait fidèle à la loi et à la consigne. Le descendant des rois n'avait pas fait plier le « principe » qu'il regardait comme un dépôt intangible.

Rue Saint-Louis, no 5, à Versailles, se trouve une maison bourgeoise, grise et simple parmi d'autres simples maisons. Là est venu finir un romantisme politique. Le comte de Chambord

était bien un enfant du siècle. Au fond du modeste logis où l'un de ses fidèles lui avait assuré un asile et le secret, il croyait entendre la France prête à répéter des mots à la mode de Chateaubriand : « Madame, votre fils est mon roi. » Les artisans et les repasseuses qui avoisinent la rue Saint-Louis eussent été bien étonnés d'apprendre que l'héritier de la dynastie capétienne agissait ces rêveries à l'entresol de la petite maison.

Il n'y a que quelques toises de la rue Saint-Louis chez Louis XIV. Vers le même temps, à ces deux endroits, le sort de la France a tourné. Deux ans plus tôt, dans la galerie des glaces, les princes allemands dont les ancêtres recherchaient la faveur du roi-soleil avaient offert la couronne impériale au roi de Prusse. La restauration de l'Empire allemand, le vieil et redoutable empire de Charles-Quint, s'était faite. Quelques mois plus tard, la restauration de la monarchie française avait avorté. Désormais, de chaque côté des poteaux fraîchement plantés de la nouvelle frontière, il y avait deux conceptions, deux systèmes, deux États aussi différents que le jour et la nuit. Notre démocratie et l'organisation à la fois nationale, militaire et monarchique de l'Allemagne évolueraient chacune de son côté et selon sa loi. A la fin, que se passerait-il, le

jour où les deux peuples se retrouveraient face à face?

C'est à quoi. tandis que le choix de leurs institutions se décidait, les Français de 1873 avaient à peine pensé.

CHAPITRE X

LA RÉPUBLIQUE DOIT CONCILIER LES DÉSIRS DE PAIX ET LES ASPIRATIONS NATIONALES

« Depuis mon dernier passage au quai d'Orsay, des changements sensibles s'étaient produits dans la politique européenne. En ce qui concerne la France, l'évolution se résume d'un mot : nous nous étions éloignés de l'Angleterre et rapprochés de l'Allemagne... A ce jeu, nous avons perdu toute possibilité d'entente avec nos voisins sans rien gagner ailleurs, sauf la permission de disperser nos forces hors d'Europe. »

Souvenir de C. DE FREYCINET.

Après quatre années de discussions et de luttes, une assemblée monarchiste avait, de guerre lasse, fondé le régime républicain. Elle n'avait pu remonter le courant que Thiers avait créé. Il restait à défendre la République, à la maintenir, et les choses se conservent par les moyens qui les engendrent. La leçon de 1871 et la manœuvre de Thiers n'avaient pas été per-

dues pour les républicains. Non seulement ils ne seront plus le parti de la guerre, mais encore ils retourneront contre leurs adversaires le terrible grief. Cette tactique devait être couronnée de succès. Par la force des choses, elle n'allait pas tarder à devenir système de gouvernement. Alors les conséquences seront graves. Une réaction nationaliste surgira de la démocratie elle-même. Et la République risquera d'être tuée par ce qui avait failli la rendre impossible. A cette lumière, il devient facile de saisir la suite confuse des événements jusqu'à l'orage boulangiste.

Ainsi, la République s'était faite. Après quels conflits, quelles résistances, quelles contestations passionnées ! Par quel concours de circonstances imprévues ! Elle n'avait été votée qu'à une voix de majorité. Elle n'était encore qu'un régime provisoire, sujet à revision, consenti faute de mieux, toléré plutôt jusqu'à ce que, le comte de Chambord ayant disparu, la monarchie redevînt possible. Cette République à terme, accordée avec répugnance par des hommes de droite, la droite conservatrice en demeurerait maîtresse. Il fallait la lui arracher. On y réussit en touchant l'électeur à l'endroit sensible.

L'expérience prouvait maintenant que « ni guerre ni révolution » était un mot d'ordre d'une

vertu souveraine. Les républicains étaient sûrs de leur victoire s'ils cessaient définitivement de passer pour les révolutionnaires et les belliqueux et s'ils retournaient contre les monarchistes au moins la seconde de ces qualifications, et même, à la rigueur, la première, car le suffrage universel aime et respecte les faits accomplis. La République en était un et rien n'était plus simple que de représenter comme des séditeux ceux qui voulaient la détruire. Dès lors les anciens partis monarchistes n'avaient plus qu'à plier bagages.

Le peuple français, après son désastre, restait fier, patriote, jaloux de sa dignité nationale, passionné pour son relèvement. Il continuait à vouloir la paix. De bon gré, plus volontiers encore que les charges fiscales, carte à payer de ses erreurs, il acceptait les charges militaires. Il y poussait même, à ce moment-là, étant encore sous le coup de l'invasion, et dans l'idée que sa prévoyance et ses sacrifices rendraient impossible une invasion nouvelle. Quant à la guerre de revanche, il n'en voulait pas. Le souci de Gambetta qui mena, pour les républicains de gauche, la campagne électorale de 1876, fut de rassurer les foules pacifiques. Avec art, il sut ménager la transition, ombrer, sans la renier, la déclaration de Bordeaux et la mission que lui

avait confiée l'Alsace. Plus rien d'impératif ne paraissait dans ses discours, plus de ces paroles qui effarouchaient en faisant penser à un conflit armé. « J'espère, disait-il, qu'un jour, rien que par l'ascendant du droit, nous retrouverons, pour l'équilibre de l'Europe et le triomphe de la justice, nos frères séparés. » Ainsi tout allait bien. « Retrouver » les provinces perdues, ce n'était pas les reconquérir. Et les retrouver « rien que » par l'ascendant du droit, c'était plus rassurant encore.

Ces nuances savantes, qui conciliaient tout, n'échappaient pas aux oreilles à qui elles étaient destinées. Jusqu'en politique étrangère il fallait de l'« opportunisme » pour asseoir la République.

Mais ce n'était pas assez de dire qu'on n'était pas soi-même la guerre, si l'on ne rejetait l'accusation sur les autres. Le parti républicain associa l'idée de péril extérieur à sa lutte contre le cléricalisme. Il était facile de soutenir qu'une politique catholique au dedans avait pour corollaire au dehors la défense du pouvoir temporel de la papauté. Et comment rendre Rome au pape sans l'arracher d'abord à l'Italie ? C'était l'argument à l'usage de la foule et il était d'un effet infaillible. Les têtes pensantes de la gauche en

savaient davantage et voyaient plus loin. Par la force des choses, une France gouvernée par des catholiques, qu'elle fût monarchie ou République, cristallisait en Europe tout ce qui restait hostile aux événements d'où l'unité italienne et l'unité allemande étaient sorties. L'Autriche et les éléments particularistes d'Allemagne, encore mal ralliés à la Prusse, pouvaient se tourner vers Paris dans l'espoir d'une revanche commune. C'eût été la « politique blanche » que Bismarck avait calculée comme une des possibilités de l'avenir et à laquelle il était résolu à s'opposer, fût-ce par la guerre. Son *Kulturkampf*, forme impériale de l'anticléricalisme, n'avait pas d'autre raison. Bien qu'il laissât dire le contraire, la question religieuse lui était indifférente. C'était le catholicisme allemand comme force « centrifuge », ennemi de l'Empire, qu'il voulait briser. La preuve en est qu'il fit sa paix avec lui et avec le pape dès qu'il jugea que le péril était écarté. Avec sa franchise brutale, il a, plus tard, dévoilé son secret.

En 1876 et 1877, le parti républicain français a-t-il pris pour argent comptant l'anticléricalisme bismarckien ? A-t-il cru y voir le frère de son anticléricalisme dogmatique ? Il est peu probable, en tout cas, que Thiers ait eu cette illu-

sion. A aucun degré, Thiers n'était anticlérical. Jusqu'en 1870, sa politique, hautement affirmée, avait été « romaine ». Il avait combattu la politique italienne du second Empire pour plusieurs raisons, en particulier parce qu'elle portait atteinte aux intérêts de la France comme puissance catholique, et ses discours fameux n'avaient pas été sans effet pour établir le principe de « Rome intangible ». Après 1870, Thiers ne songea plus qu'au danger de déplaire à Bismarck, au danger de lui résister, d'attirer sur la France une nouvelle invasion. Ne pas donner de griefs à l'Allemagne, s'entendre avec elle, abonder dans son sens, il ne voyait de salut que là. Si l'on pouvait connaître ses pensées intimes, les propos qu'il tenait à ses confidents, on découvrirait sans doute que ses impressions de 1871 s'étaient confirmées, développées au point de former un système. Pendant l'alerte de 1875, Thiers avait tremblé. Il avait jugé téméraire la politique du duc Decazes qui avait tenu tête à l'orage et qui l'avait conjuré grâce à l'appui diplomatique de l'Angleterre et de la Russie. Thiers était encore sous le coup de sa vaine tournée de 1871 à travers les capitales de l'Europe, de son inutile appel aux puissances. Il était frappé par la force allemande. Pour lui, la sagesse, le patriotisme

consistaient à s'incliner, à ne pas braver plus fort que soi. C'est pourquoi il allait, dans les derniers mois de sa vie, jusqu'à l'idée d'une réconciliation complète avec l'Allemagne. L'historien Edmond Hippeau a même pu écrire : « M. Thiers estimait que la France devait, sept ans après la guerre, pratiquer la politique d'oubli du passé et que le meilleur moyen de désarmer l'hostilité de l'Allemagne était de lui proposer nous-mêmes un rapprochement, en lui donnant un gage sérieux de nos sentiments pacifiques. »

Non sans des résistances, des rougeurs secrètes, Gambetta avait accédé aux raisons de Thiers. Gambetta n'ignorait pas que le veto de Bismarck avait pesé quelque temps sur lui. Quiconque était capable de conduire une politique de r^évanche, qu'il fût de gauche ou de droite, était suspect à Berlin. En raison des souvenirs que lui avaient laissés la Défense nationale et la guerre à outrance, Bismarck ne voulait pas plus d'une République gambettiste que d'une monarchie ou d'une République catholique. De même qu'il avait fallu dépouiller le vieil homme, sortir de la peau du « fou furieux » pour ne pas effaroucher l'électeur français, il fallait que Gambetta donnât des apaisements à Bis-

marck, et il ne l'apaiserait qu'en lui apportant des gages. Il fallait en passer par là. La trompeuse ressemblance de l'anticléricalisme et du *Kulturkampf* rendit plus facile la transition. Toutefois Gambetta s'impatiait, s'irritait quand ses amis, les républicains patriotes, inquiets de son nouveau langage, l'interrogeant, lui reprochaient même d'être devenu le complice des hommes de Berlin. Mme Juliette Adam, qui se plaisait à tourner le fer dans la plaie, qui jouissait du malaise et de la colère où ses questions et ses blâmes jetaient son illustre ami, eut un jour l'intuition de la vérité probable. Ce qu'il y avait d'italien dans le sang de Gambetta s'était laissé séduire par l'idée d'une combinaison semblable à celle qui devait associer l'Italie à l'Autriche pendant plus de trente années. Puisqu'il fallait cela pour que la République vraiment républicaine, la République radicale, devînt possible, il fallait aussi s'entendre avec l'Allemagne, se rapprocher d'elle, cultiver ce qu'on avait en commun, l'anticléricalisme, et puis, quand la République serait solide, quand elle aurait franchi les caps dangereux, elle reprendrait sa liberté, elle ferait une politique nationale. Du moins, Gambetta s'en flattait.

Sur la première partie du programme, les

élections de 1876, puis celles de 1877, qui suivirent le 16 mai et la dissolution, montrèrent que son calcul était juste. Le besoin de la paix avait apporté le pouvoir aux droites en 1871. Le spectre de la guerre le rendait aux gauches. Comme disait Jules Ferry, la République était « acclimatée ». De Berlin, Bismarck se vantait d'avoir aidé l'opération en agitant son tonnerre, d'avoir « mis les choses en scène » pour donner le coup de grâce à la monarchie et aux cléricaux. Mais il n'entendait pas qu'après avoir aidé la République, elle lui tournât casaque et se mît à faire en Europe une politique indépendante. C'est ici que le raisonnement de Gambetta se trouvait court et sa combinaison imparfaite. La France était engagée sans le savoir, liée sans échange de signatures, aiguillée dans une direction à laquelle elle n'échappera plus qu'au prix d'une crise. Ces modérés, disciples de Thiers, et qui venaient de fonder la République en suivant ses enseignements, Bismarck les tenait par leur timidité, par la crainte de compromettre leur ouvrage en rouvrant l'ère des difficultés extérieures. Sciemment ou non, ils s'étaient mis entre ses mains et ils suivaient le cours que cet esprit audacieux entendait imprimer à la politique de l'Europe.

Affermir le nouvel Empire allemand, lui donner des alliances, le plus d'alliances possible, prévenir toute coalition dont la France eût été l'âme, c'était le souci dominant de Bismarck. Il lui fallait une France qui renonçât à jouer un grand rôle sur le continent et qui trouvât ailleurs des occupations et des compensations. Cependant il réglait le compte de la Russie et du slavisme qui se réveillaient en Orient et qui alarmaient l'Angleterre. Chez nous, l'inquiétude était que cette guerre russo-turque, survenant si tôt après notre désastre, ne nous entraînât nous-mêmes dans une vaste guerre européenne, et le mot d'ordre était l'abstention. Oh ! certes, la France était guérie des aventures. Personne ne demandait plus de voler à l'aide des nationalités opprimées ou de faire une guerre de principes. Mais s'abstenir, même moralement, c'était une chimère. La République se voyait, dès ses premiers pas, rejetée dans ces complications extérieures dont elle eût voulu s'écarter. Aller au Congrès de Berlin, ce ne pouvait être que pour approuver ce qui s'y ferait, et ce qui s'y ferait c'était l'isolement et la diminution de la Russie par l'Allemagne associée à l'Angleterre, c'était la consécration européenne de la victoire allemande de 1870. N'y pas aller, c'était une désap-

probation, un blâme à Bismarck, qui dès lors pouvait nourrir le soupçon que la France cherchait à se rapprocher de la Russie. On y alla.

On en revint avec la Tunisie et avec une tentation : aux hommes prudents qui dirigeaient la République et qui continuaient la pensée de Thiers, Bismarck avait montré la voie. Bientôt Jules Grévy fut élu à la présidence. Toute une politique y entraît avec lui, et elle consistait à chercher des dérivatifs à l'idée de revanche, à ne plus « s'hypnotiser sur la trouée des Vosges ». Le monde est vaste, avait suggéré Bismarck. En Afrique, en Asie, l'Allemagne vous donne carte blanche. Il calculait qu'il aurait les mains libres en Europe, que l'humeur inquiète des Français serait employée au loin, leur créerait des embarras, si même elle ne les mettait pas en conflit avec l'Angleterre. Et, de leur côté, plusieurs des chefs du parti républicain trouvaient l'offre séduisante. L'expansion coloniale, la constitution d'un vaste domaine africain et asiatique, ne serait-ce pas une compensation honorable au traité de Francfort ? Il ne suffisait pas d'être résolu à éviter les complications européennes ni de rassurer l'Allemagne sur les intentions du régime. Il fallait encore donner des satisfactions à l'amour-propre national, un emploi aux acti-

vités, ouvrir des perspectives aux esprits. Une nation comme la nation française ne peut pas vivre dans l'immobilité. Il semblait à Jules Ferry que la politique de l'expansion coloniale fût propre à concilier tout.

Cependant, sur ce point et sur d'autres, avant même que la République fût enlevée aux monarchistes, avant qu'elle fût définitivement fondée, des divergences étaient apparues entre les républicains. Le régime avait ses modérés et ses radicaux, ses conservateurs et ses réformateurs, ses whigs et ses tories. C'était normal. C'était attendu. Mais d'où vient que, dès les premiers pas, la lutte ait été si âpre, qu'entre partisans de la même forme de gouvernement on ait échangé tant de violences? C'est qu'on n'était pas d'accord sur la question essentielle, qui était la question nationale. On n'était pas d'accord sur l'avenir et l'honneur de la nation, sur l'attitude que la France devait prendre en face de l'Allemagne, sur ses devoirs à l'égard des provinces perdues.

Quand la route républicaine parut enfin sûre et libre, le rêve de Gambetta fut de passer, comme il disait, à « l'action extérieure ». Après des hésitations, il tendit à se retrouver tel qu'il avait été au temps de la Défense nationale. Le

sens politique de l'Italien qu'il y avait en lui, qu'il avait hérité de ses ancêtres gênois, l'avertissait que les grandes réalités étaient européennes et que les colonies se sont toujours gagnées ou perdues sur le vieux continent. Sa fibre de 1870 lui disait aussi que, tôt ou tard, il faudrait en revenir à la nécessité vitale et que la France, sous peine de déchéance ou de mort, ne pouvait se résigner à naviguer dans le sillage de l'Allemagne. Au dernier moment, il s'était dérobé aux invitations de Bismarck, il avait refusé de se rendre à Varzin. Sans rompre brusquement, sans risquer d'éclat dangereux, il préparait un retour au patriotisme républicain. Par là aussi il aggravait une défiance et une hostilité qui n'avaient jamais désarmé, celles de Jules Grévy qui, à l'Élysée, continuait de représenter, avec plus de discrétion et de réserve que le pétulant vieillard, l'idée de Thiers, l'idée d'une République modeste, effacée, n'effarouchant personne. Systématiquement, Jules Grévy écartait Gambetta du pouvoir, moins par jalousie peut-être que par crainte qu'il ne compromît le régime. Lorsque les deux présidents allèrent à Cherbourg, en 1880 (Gambetta était alors président de la Chambre) le contraste apparut déjà. Le discours de Gambetta avait produit l'effet

d'un coup de clairon, discours pourtant bien modéré, où l'allusion à la revanche était voilée, lointaine, enveloppée dans le nuage de la « justice immanente ». Mais Gambetta avait parlé de son « culte passionné pour l'armée ». Il avait dit : « L'avenir n'est interdit à personne. » C'en fut assez pour alarmer Jules Grévy qui, huit jours plus tard, mit le pays en garde contre les « ambitions personnelles » (traduction du mot célèbre : « France, méfie-toi des individus »). Il dénonçait aussi les « impatiences » et les « exagérations ». Tout le monde comprenait ce que ce langage voulait dire et quelle en était l'adresse. Et comme, pour en finir avec la popularité de Gambetta, il fallait qu'elle eût subi l'épreuve du pouvoir où une sorte de flot le poussait, Jules Grévy y appela celui qu'il voulait perdre.

Jules Ferry venait de tomber au moment où il avait accepté l'offre de Bismarck et occupé la Tunisie. Les critiques que l'on faisait alors de l'expédition tunisienne nous paraissent aujourd'hui étranges et entachées de parti-pris. Dans ces sortes de conflits, l'objet de la dispute disparaît. Il n'y a que l'idée qui compte. Celle qui dressait déjà Clemenceau contre Jules Ferry, c'était que l'ère des expéditions coloniales détournait la France de ses tâches en Europe et

la rendait servante de la politique bismarckienne. La pensée de Jules Ferry, pensée qu'une pudeur l'empêchait d'exprimer tout haut, c'était que la France ne pouvait pas « s'hypnotiser sur la trouée des Vosges ». Entre ces deux conceptions, il y avait lutte, et une première fois, Jules Ferry succomba. C'était l'heure de l'autre tendance. Gambetta fut chargé de former le ministère, mais dans des conditions telles que son prestige dut y rester. Sur un mot d'ordre parti de l'Élysée, le vide se fit autour de lui. Le haut personnel parlementaire lui refusa son concours. Et quand le cabinet fut constitué, à la diable, une rumeur commença de courir : « Gambetta, c'est la guerre. » Mot perfide. Accusation mortelle. Lorsque Gambetta eut nommé le général de Mirlibel (un réactionnaire avéré, par surcroît), chef d'état-major général, quand il se mit à s'occuper ostensiblement de l'armée et de réformes militaires, l'inquiétude, attisée par ses adversaires, s'accrut. Gambetta semblait belliqueux et, comme en 1870, comme au temps de la Défense nationale, il effrayait. Deux mois après sa naissance, son ministère était renversé. Le seul soupçon qu'il pouvait conduire à la guerre avait suffi. La carrière de Gambetta était terminée... La guerre! Le péril extérieur! L'arme électorale

qu'il avait si bien maniée contre les conservateurs, cinq ans plus tôt, se retournait contre lui.

Donc, il y avait ceci d'étrange et qui semblait rendre la République presque ingouvernable : deux courants d'opinion également forts se heurtaient. Une politique qui renonçait ouvertement à tout espoir de revanche et nous rapprochait de l'Allemagne soulevait les colères du patriotisme. Une politique qui, même par de prudents détours, ramenait la France aux souvenirs de 1870, faisait penser qu'elle provoquait la guerre, et alors une autre vaste portion du pays s'alarmait.

*

* *

Les hommes qui dirigeaient la République ne se rendaient pas compte de ce contraste, ou bien ils persistaient à croire que le parti du renoncement et de l'oubli était le plus fort et que la diversion coloniale était la meilleure méthode à suivre, tant à l'égard de l'Allemagne qu'à l'égard du peuple français. Toujours est-il qu'après Gambetta, Jules Grévy en revint bientôt à Ferry, et Ferry aux expéditions lointaines.

Cette fois, ce n'était plus la Tunisie, c'était le Tonkin. Tout ce qui, en France, sentait d'instinct que ces expéditions répondaient à une idée préconçue et inavouée, suivait avec inquiétude ce qui apparaissait comme une déperdition de nos forces. Certes, ce n'était pas une brillante politique, celle qui ne nous avait fait renoncer à l'Égypte, après l'Alsace, que pour nous mettre en conflit avec l'Angleterre sur d'autres points du monde. Et voilà que, moins de quinze ans après le traité de Francfort, nous étions en guerre avec qui ? Avec la Chine ! Absurdité prodigieuse. Quand la nouvelle du désastre de Lang-Son fut connue, une tempête s'éleva contre Jules Ferry. « Tout débat est fini entre nous », dit l'àpre voix de Clemenceau qui s'éleva encore à la tribune de la Chambre avec les accents qu'il devait retrouver trente ans plus tard. « Nous ne pouvons plus discuter avec vous les grands intérêts de la patrie ». La colère de Paris fut plus violente cent fois que celle de la Chambre. Il y avait longtemps qu'on n'avait vu, sur un homme politique, s'amasser une haine aussi tumultueuse. Un jour, reconnu dans sa voiture, Jules Ferry fut entouré par la foule, insulté, maltraité. Jamais les plus impopulaires des « réacteurs » du 16 mai n'avaient subi de

ces outrages. C'est que le « tonkinois », qui détournait les yeux de la « trouée des Vosges », avait commis le grand blasphème.

A partir de ce moment, et pour plusieurs années, la République chancela sur ses bases. Cette métaphore usée s'applique avec exactitude à la situation. Les gardiens de la démocratie s'appliquaient à suivre la ligne de prudence qu'ils s'étaient tracée depuis les débuts du régime. Quand Bismarck, par l'affaire Schnaebclé, chercha de nouveau querelle à la France, Jules Grévy mit tout son sang-froid à la résoudre en « grand avoué ». Mais il semblait que la fortune fût lasse. Rien ne réussissait plus. L'opinion publique ne sut aucun gré au président d'avoir évité la guerre. Ce n'était pas tout. Jamais, entre modérés et radicaux, le parti républicain n'avait été aussi divisé. Aux élections de 1885, les monarchistes avaient relevé la tête. Des scandales, des « affaires », qui atteignaient Jules Grévy lui-même dans la personne de son gendre, aggravaient le trouble moral, et le jour vint où la Chambre dut sommer ce président de se démettre. Cependant une popularité foudroyante se fixait sur un ministre de la guerre que les républicains extrêmes avaient inventé.

Le général Boulanger, à ses débuts, avait

été le cauchemar de la droite avant de s'en faire l'allié. Il avait pour premier lieutenant un admirateur de Gambetta, sous les auspices duquel la Ligue des Patriotes avait été fondée : Paul Déroulède. Henri Rochefort, l'adversaire de l'Empire, le condamné de la Commune, le grand journaliste, voix de Paris, était aussi de la suite du général, il était l'animateur de la cause. Ce qu'il y avait d'impur, pour les vieux républicains, dans le boulangisme, c'était d'abord ce déclassement des partis. Là aussi était le péril. Ce mouvement, ce tumulte gaulois réunissait des hommes de toute origine dans une même protestation. Si le boulangisme « syndiquait » beaucoup de « mécontentements » divers, son fond solide, c'était le patriotisme blessé. C'était la question d'Alsace et la question allemande. C'était de savoir si la France serait gouvernée par des hommes résignés à courber la tête et qui, à la longue, finiraient par s'entendre expressément avec Bismarek, ce qui était dans la logique du système de Ferry. L'instinct français ne s'y trompait pas.

Ainsi la politique de Thiers et de Grévy, qui avait servi à fonder la République, risquait de la renverser. Trop de prudence avait créé un autre péril. Paris révolutionnaire, Paris commu-

nard, radical ou bien boulangiste, c'était toujours Paris patriote. Paris demandait la dictature d'un général et pourtant ce général n'avait gagné aucune bataille. Mais c'était le ministre de la guerre qui, selon le mot de Maurice Barrès, avait « relevé le pompon du soldat ». Quelques paroles, une attitude, un certain nombre de mesures militaires qui montraient où allait l'esprit de Boulanger avaient suffi. La politique du rapprochement avec l'Allemagne avait produit cette explosion de « nationalisme ».

Le 27 janvier 1889, par un vote triomphal, Paris élut le cheval noir de Boulanger. Que le médiocre héros de cet enthousiasme fût capable de le vouloir, et il était, le soir même, le maître du gouvernement. « S'il s'était porté sur l'Élysée à la tête de la Ligue des Patriotes et suivi du flot de ses partisans, qui peut dire qu'il n'eût pas balayé les obstacles? Il y avait alors bien de l'ébranlement chez les gardiens de l'ordre public. » M. de Freycinet, qui donne cette note, était bien placé pour savoir que le sort de la République parlementaire ne tint ce soir-là qu'à un fil. Né d'un père républicain qui savait par cœur les *Châtiments*, Boulanger recula devant un coup d'État et ne voulut tenir le pouvoir que de la légalité. Quelle erreur de calcul! Quelle

méconnaissance de l'esprit moyen des Français ! Même si la ruse d'un ministre de l'intérieur n'eût réussi à lui faire passer la frontière, la cause de Boulanger devait succomber quelques mois plus tard devant le vote de la province. L'idée de la revanche, qui le rendait populaire à Paris, le condamnait dans les départements. C'était la même situation qu'en 1871, lorsque Paris républicain voulait poursuivre la guerre et que la province conservatrice demandait la paix. Seulement, cette fois, la République, parce qu'elle était devenue pacifique, fut sauvée par les ruraux.

★

★ ★

Ce serait une erreur de croire que le boulangisme n'eût été qu'un épisode bruyant. Il a marqué le commencement d'une période nouvelle dans l'histoire de la République. Les hommes les plus perspicaces du régime en avaient bien compris le sens et la leçon. C'est ce que laisse lire, entre les lignes de ses *Souvenirs*, le subtil Freycinet, qui, témoin de nos révolutions (il avait vingt ans en 1848), en apercevait le rythme plus distinctement qu'un autre. Un retour pur et simple à la politique de Jules Grévy et de Jules

Ferry était désormais impossible. Il fallait trouver autre chose et donner au patriotisme des satisfactions.

Bismarck, de son côté, ne s'était pas mépris sur le sens du mouvement. Depuis la chute de Ferry, il était fixé. Il ne comptait plus voir une France oublieuse, résignée, docile, se prêter aux desseins de la politique allemande. Il avait senti ce que l'esprit national français avait d'irréductible. Si l'on pouvait agir sur la France, ce n'était plus que par l'intimidation. La France refusant d'être l'alliée et la subordonnée de l'Allemagne, il fallait que l'Allemagne fût prête à l'écraser. Alors Bismarck organisa la levée en masse. Il fit voter le Septennat militaire après avoir dissous le Reichstag qui le refusait. Ce n'était que le début des armements à outrance. Sans prendre de bon cœur son parti de l'alliance franco-russe, il la regarda comme un fait inévitable. Par une véritable provocation préméditée à l'adresse de la Russie, et pour avoir au moins l'air d'avoir voulu ce qu'il ne pouvait empêcher, il publia le t exte du traité de l'alliance conclu par lui avec l'Autriche en 1879. Lorsque Guillaume II, devenu empereur, eut congédié Bismarck, le fondateur de l'unité allemande lui léguaît une situation nouvelle.

C'est le mot que l'ingénieux Freycinet employait un an plus tard au banquet de Vandœuvre. Devant les attachés militaires étrangers qui, après des grandes manœuvres brillantes, avaient pu juger des progrès de notre armée, il fit entendre qu'il y avait quelque chose de changé, que la République, sans renoncer à être « sage », sortait de son abstention et rentrait en Europe, inspirant désormais « aux uns la confiance, aux autres le respect ». L'alliance russe était annoncée, tout le monde la sentait venir, et elle faisait « vibrer le pays ». Le boulangisme n'avait pas été vain. Il avait détourné la République d'une orientation au bout de laquelle il n'y avait que le rapprochement avec l'Allemagne, c'est-à-dire le renoncement et la subordination au vainqueur.

Jules Grévy mourut à ce moment-là. C'était une conception qui s'en allait et qui, après avoir servi à fonder le régime, avait failli le faire périr. L'alliance avec la Russie contentait enfin le patriotisme français, qui s'abandonnait à tort à l'illusion qu'elle était synonyme de revanche. L'illusion des hommes d'État qui l'avaient faite, pour être différente, n'était pas moindre. A leurs yeux, l'alliance franco-russe était une combinaison d'assurance et d'équilibre qui permettait

à la France de reprendre sa liberté à l'égard de l'Allemagne en lui donnant une solide garantie contre les risques d'une guerre. Ce que les républicains de 1891 avaient voulu faire, c'était la synthèse des aspirations nationales et du désir de paix. Les choses devaient tourner autrement et le calcul était trop habile pour être tout à fait juste. Il devenait même funeste s'il conduisait à regarder l'alliance comme une sécurité. Elle posait des problèmes nouveaux, voilà tout. Elle nous entraînait vers d'autres complications et d'autres dangers à la suite de la Russie qui était bien un géant, mais un géant déjà malade.

Il fallait concilier l'existence et les mœurs d'une démocratie avec les exigences d'une politique extérieure de grande envergure. C'est le plus difficile des problèmes et le plus périlleux. Une attention sans défaillance, une préparation militaire sans lacunes, une discipline tenant tous les ressorts de la nation tendus, voilà ce qui eût été nécessaire à partir du moment où la France « reprenait la place qui lui était due ». Le peuple français partait sans le savoir pour une navigation orageuse. Il partait avec une seule force sûre, et cette force était en lui-même. C'était un sentiment national que rien n'avait corrompu.

CHAPITRE XI

LE PREMIER JOUR DE LA MOBILISATION EST LE DIMANCHE 2 AOÛT

— Plus d'un
Ne viendra plus chercher la soupe parfumée
Au coin du feu, le soir, auprès d'une âme aimée.

BAUDELAIRE.

A vingt et un ans, tout Français entre en possession de deux papiers redoutables, sa carte d'électeur et son fascicule de mobilisation. De l'usage qu'il fait de l'une dépend le sort que lui réserve l'autre. Mais ce rapport s'établit dans des régions lointaines, inaccessibles à la vue du simple citoyen, trop naturellement soucieux de ses intérêts immédiats pour porter son regard au delà de ses commodités présentes et de son horizon privé. Combien de Français, jusqu'au 2 août 1914, seront morts de leur mort naturelle en se disant qu'en somme il avait fait bon vivre, depuis l'année terrible, et que la France républicaine n'était pas une mauvaise maison. La bour-

geoisie touchait ses rentes, ses loyers, ses dividendes et payait des impôts supportables. « Nous prenons notre bien en patience », disait une grande dame au temps du ralliement. En effet, de quoi se serait-on plaint ? Une justice distributive bien réglée faisait que chacun avait son tour et rendait très faible le nombre des mécontents. La chose publique était la seule négligée. Quand on avait pensé aux ouvriers, on n'oubliait pas les patrons. Le bien-être des possédants était un droit comme le « mieux être » des prolétaires. Le socialisme n'effrayait plus sérieusement personne depuis qu'il avait perdu les aspects farouches du communisme partageur et que, de révolutionnaire, il était devenu évolutionniste. Il faisait même bon ménage avec la ploutocratie, véritable reine, au dire d'Anatole France, de ce système de gouvernement. La France était comme une vaste société d'assurances mutuelles qui n'oubliait qu'une chose. C'était de garantir les vies et les biens contre les risques de la guerre et de l'invasion.

Mais pourquoi prévoir la guerre ? On se flattait de ne l'avoir que si on la voulait et il était certain que la France ne la voulait pas. Et puis, il y avait la Russie, la vaste Russie avec ses millions de soldats, qui tenait l'Allemagne en

respect, et qui, au cas où il faudrait tirer l'épée, jetterait dans la balance l'immensité de ses forces. Jamais on n'aura vu plus fausse sécurité. A cet égard, les vingt-cinq années de l'alliance russe forment un chapitre, peut-être le plus étrange, de l'histoire politique et sentimentale de la démocratie française.

Lorsqu'au mois de décembre 1917, par de sombres jours d'hiver et de neige, les soldats français eurent appris, dans leurs tranchées, que la Russie de la révolution avait conclu un armistice avec l'ennemi et qu'en pleine bataille elle trahissait ses alliés, ce jour-là, les aînés, les territoriaux, purent se souvenir. Reparurent-elles à leur mémoire, ces journées d'automne parisien où l'amiral Avellan, ses officiers et ses marins avaient parcouru la ville délirante? Des flots d'une mer humaine, jaillissait le cri de l'enthousiasme et de la confiance, ce « Vive la Russie », qui avait remplacé le « Vive la Pologne » des temps anciens. C'était l'expression ardente et naïve d'un sentiment de gratitude pour ces frères lointains, inespérés, qui, les premiers, depuis nos désastres, voulaient bien nous tendre la main. Leur tsar n'était plus le tyran, le « vampire » du romantisme révolutionnaire. Le mythe avait changé. L'autocrate du Nord

devenait une sorte de divinité tutélaire, l'ange gardien de la France. Longtemps encore, sous le chaume de nos campagnes, on trouva son image, comme une icône, épinglée à l'humble mur.

Et il était vrai que, du côté russe, l'alliance était l'œuvre d'une dynastie, une conception d'empereur, d'aristocrates et de diplomates. En vue de l'équilibre, idée abstraite et savante, ils avaient conclu avec la France un mariage de raison, et la France avait cru faire avec tout un peuple un mariage d'amour. Dans cette illusion, elle en passait par tous les caprices du colosse. Elle lui portait son or, sans compter. Elle envoyait même ses vaisseaux à Kiel, pour saluer Guillaume II, car, à ce moment, dans l'esprit de la politique russe, l'alliance devait servir de transition à une entente entre Pétersbourg, Berlin et Paris. La France l'ignorait et d'ailleurs ne l'eût pas cru. Le symbole de l'alliance, c'était la revanche pour les uns. Pour les autres, c'était au moins la protection contre l'Allemagne. Et le symbole était le plus fort.

C'est pourquoi, au bout de peu de temps, une politique renouvelée de Jules Ferry fut reprise sous le couvert de la Russie. Des modérés, des républicains décents s'étaient laissés tenter à

leur tour. L'alliance, croyaient-ils stabilisait l'Europe. Elle était donc propice à de vastes desseins exotiques. Alors on se jeta dans la politique « mondiale », nouveau nom de la politique coloniale. S'aperçut-on, en France, que le ferrysme recommençait ? Nullement. L'alliance russe dissimulait, embellissait tout. La France ne voyait pas que, pour la seconde fois, elle se rapprochait insensiblement de l'Allemagne et qu'elle allait droit à un conflit avec l'Angleterre. Soudain, c'est Fachoda. Le vaisseau a touché un écueil et toute l'armature en tremble. Quel sentiment prévalut alors chez le peuple français ? Il le distinguait mal lui-même. Sans doute il y avait l'humiliation du recul. Il y avait aussi la révélation d'un péril couru sans que personne en eût distingué l'approche, le sentiment juste que cette lutte inégale de la France, avec ses escadres négligées, contre la première puissance maritime du monde, eût été une folie désastreuse, un crime contre la raison, après lequel l'Allemagne, sur le continent, nous eût tenus à sa merci. Nous venions de côtoyer un abîme.

Fachoda signifiait une chose grave. Il n'y avait pas de neutralité possible en Europe pour la France. Entre l'Allemagne et l'Angleterre,

il fallait opter. Point de repos. L'abdication elle-même était une chimère et la triade, Allemagne, France, Russie rêvée à Pétersbourg n'eût conduit qu'à d'autres complications. En cette fin du xix^e siècle, l'Europe se cherchait, et dans quelle obscurité ! Depuis 1871, on peut dire qu'elle avait essayé de tout pour composer avec l'existence d'une grande Allemagne et pour s'adapter à cet immense fait nouveau. C'était en vain. Quelque chose de plus fort que les volontés ramenait les nations vers le problème central. Ce pauvre xix^e siècle, tout chargé de ses illusions et de ses fautes, ne mourait que pour léguer au xxe la tâche de liquider ses erreurs.

« Et pourtant, si je veux échapper au passé ? » semblait dire alors la démocratie française. L'avertissement sibyllin de Fachoda était survenu au milieu d'une nouvelle crise politique et morale de la France. L'affaire Dreyfus, à maints égards, a fourni une réplique du boulangisme. Seulement les points de départ étaient bien différents. Au lieu d'être, comme dix ans plus tôt, l'agresseur, au lieu de prendre l'initiative, le nationalisme fut alors un sentiment de défense. C'est pourquoi ses pulsations furent moins nettes, moins vives, plus diffuses. Contre

quoi réagissait l'instinct national qui prenait parti pour l'armée et pour l'état-major? Toute la partie idéaliste du programme dreyfusien, droit, justice, cosmopolitisme, c'était le drapeau qui recouvrait la politique du moindre effort. De bonne foi, quelques esprits généreux, nourris de doctrine libérale, s'y trompèrent. L'histoire, qui distingue les causes et les effets, ne s'y trompe pas. Les chefs du mouvement n'y virent pas moins clair. Il s'agissait d'organiser en France un régime fondé sur l'idée du renoncement et de la paix, une société affranchie des traditions et des disciplines d'un autre âge, libérée du passif légué par la génération antérieure, un État dont le principal souci serait d'assurer à l'individu la somme des satisfactions que peuvent procurer les lois sans ruiner l'ordre public. Le droit au bonheur devenait le premier des droits. Et quiconque troublait cet épicurisme social, en rappelant, comme Déroulède, le souvenir de 1870, le devoir à l'égard des provinces perdues, était voué aux maisons de fous. « Déroulède à Charenton! » Ce cri de la rue n'était que la traduction injurieuse et grossière d'une idée de gouvernement, celle de Thiers et de Jules Grévy, épanouie dans une pleine maturité. A la fête du « triomphe

de la République ». lorsque le drapeau rouge, naguère proscrit, apparut, le président Loubet, fils, petit-fils de propriétaires, ne s'effaroucha pas de cet emblème, non plus que ses ministres bourgeois. On savait ce qu'il voulait dire. La République radicale socialiste était née.

Tout de suite elle prospéra. Des charges militaires réduites, un vaste budget qui, par les milles canaux des emplois publics, des indemnités, des subventions, distribuait les richesses du pays sans en tarir brutalement la source, il y avait de quoi séduire les foules. Freycinet observe, dans ses *Souvenirs*, qu'en 1893 un tiers de la France refusait encore de reconnaître le régime républicain. Depuis, cette opposition n'avait cessé de fondre ou de s'atténuer. A partir de 1902 elle cessa presque entièrement de compter du point de vue parlementaire. Une circonscription qui n'avait pas un député gouvernemental était une circonscription déshéritée, et l'électeur ne l'ignorait pas. Son bulletin de vote était devenu un billet à ordre dont il s'entendait à tirer les intérêts. On a beaucoup flétri la surenchère électorale. L'admirable, c'est qu'elle ne soit pas allée plus loin, que l'impôt ait continué d'être payé par plus de trois ou quatre cent mille personnes, et qu'une armée

encore puissante, malgré tant de lacunes, tant de relâchements successifs, ait coexisté avec cet état de pure démocratie. Le bon sens, l'instinct national des Français avaient servi de correctif et fait ce premier miracle.

*
* *

Il y avait plus de dix ans que la politique intérieure et la politique extérieure de la France ne se pénétraient plus qu'à peine ou ne se pénétraient plus du tout. En 1905, sept ans après Fachoda, il s'était produit une nouvelle secousse. Cette fois, c'était avec l'Allemagne que la guerre avait failli éclater. Après Charybde, c'était Scylla. Le rapprochement de la France et de l'Angleterre, la liquidation de la vieille et funeste rivalité coloniale, cette œuvre politique si raisonnable et dont le seul défaut était d'avoir trop tardé, avait donc produit cet effet ? L'entente cordiale s'ajoutait à l'alliance russe. Les deux puissances qui, en 1875, s'étaient interposées quand Bismarck voulait en finir avec la France, nous avions enfin réussi à nous les attacher, à former avec elles un système d'équilibre. Et voilà que cette garantie se changeait

en un risque nouveau! Mais, en y regardant de plus près, on découvrait déjà quelques-unes des faiblesses de la Russie, travaillée par la révolution et imprudemment lancée, sous l'impulsion maléfique de l'Allemagne, vers les aventures d'Extrême-Orient. Guillaume II avait réussi à faire battre les Russes et les Japonais, comme Bismarck, lorsqu'il nous envoyait en Afrique, rêvait de nous faire battre avec les Anglais et les Italiens. Et nous lui étions liés, à cette Russie. Notre sort dépendait du sien. De tout ce qui lui arrivait, nous subissions le contre-coup. Non, il n'y avait pas de sécurité parfaite. Il n'y avait pas de repos.

Depuis le traité de Francfort, pouvions-nous nous appartenir? Pouvions-nous vivre à notre guise d'une vie indépendante au milieu des nations? Il y avait trente ans que les gouvernements républicains cherchaient la recette qui eût concilié la paix et l'honneur, écarté le risque de guerre sans laisser abdiquer la France. Et l'on se trouvait ramené au point de départ, en face d'une Allemagne qui nous donnait à choisir d'être ses alliés et ses vassaux ou d'être notre adversaire implacable. Pouvait-on échapper à ce dilemme? On voulut encore s'en flatter.

Lorsque l'empereur allemand parut à Tanger,

la menace à la bouche, pour contester l'accord par lequel l'Angleterre, en échange de nos droits sur l'Égypte, laissait le Maroc à la France, un homme dirigeait depuis sept ans notre politique étrangère. Au milieu de l'inattention générale, il l'avait conduite à son gré. Théophile Delcassé avait écouté, compris, suivi la pensée du roi Edourad VII et des dirigeants anglais. La Triple Entente s'ébauchait. La République radicale-socialiste se trouvait, à son insu, engagée dans un grand système européen qui, pour l'observateur averti, ressemblait à s'y méprendre à ceux du xviii^e siècle, d'où les deux guerres de Sept Ans étaient nées. Ainsi les traditions que la démocratie extirpait à l'intérieur repoussaient à l'extérieur. Le fameux conseil des ministres du 6 juin 1905 mit en lumière cette contradiction. Delcassé y comparut en accusé, coupable d'avoir péché contre l'esprit du régime, responsable d'avoir attiré les orages sur la France par sa politique personnelle. On disait même sa politique occulte, bien que les accords franco-anglais de 1904 eussent été ratifiés par les Chambres. A la vérité, l'ultimatum de Guillaume II était pour tout le monde une révélation. Il ne servait à rien de fermer les yeux. Qu'on n'eût pas de politique étrangère, ou qu'on en eût une, et quelle qu'elle

fût, il fallait compter avec le monde extérieur.

Il restait une attitude à prendre, une dernière expérience à tenter. C'était de s'incliner devant l'Allemagne, de désarmer son courroux par des concessions. Delcassé fut sacrifié sur l'autel de la paix. « Humiliation sans précédent », soupirèrent des républicains qui ne croyaient pas qu'on pût jamais voir un ministre français renversé sur l'ordre de Guillaume II. Pourtant il fallait en passer par là ou par la guerre. Et l'on alla à la Conférence d'Algésiras que l'Allemagne avait exigée. Autre prodige, il y parut que l'Empire allemand était isolé dans le monde, à peine soutenu dans ses prétentions par quelques comparses. L'aréopage international lui résistait, le déboutait et lui marquait sa méfiance. La vaste coalition avec laquelle l'Allemagne fut aux prises en 1914 s'était esquissée à Algésiras. Dès lors, ce fut pire. L'Allemagne ne crut plus qu'à l'intimidation et à la force. Quoi qu'il arrivât elle n'acceptait plus de conférence, d'arbitrage, de tribunal européen où elle se savait d'avance condamnée par la majorité. En acceptant d'aller à Algésiras, on avait fermé une porte. L'Allemagne s'était convaincue que, pour elle, il n'y avait d'issue que dans la guerre. Elle ne passa plus un jour sans y penser et sans s'y préparer.

En France, il y eut encore des hommes pour croire que nous pourrions échapper à ce destin. Suivant la pensée qui avait guidé les fondateurs du régime, adaptant à la République radicale-socialiste les axiomes de la République conservatrice et opportuniste, ils conçurent et ils décidèrent une entente avec l'Allemagne. De nouveau, dans le pays, les deux courants désormais historiques se heurtèrent. Mais, cette fois, l'ensemble de la nation n'y participait que faiblement et de loin. C'est dans les régions supérieures de l'opinion et dans les états-majors du personnel parlementaire que les deux tendances se retrouvèrent aux prises.

Il y avait toujours ceux qui se disaient à eux-mêmes que la France devait se résigner à ne plus être qu'une nation deuxième ordre, glorieuse dans le passé, modeste dans le présent et dans l'avenir, comme l'Espagne, comme la Hollande. Son tour était fini, la roue du temps ayant fait monter la puissance allemande. Le mieux était de s'incliner devant cette Allemagne, si grande par le nombre, par l'organisation, par les richesses. C'était même de s'unir à elle. Au moins fallait-il s'écarter de son chemin et, quand on la rencontrait, s'effacer. C'était la thèse de Jean Jaurès qui, à la tribune de la Chambre, annon-

çait des catastrophes, si, au Maroc, en Orient, on ne se rangeait pas aux vues de l'Allemagne. C'était l'idée de Joseph Caillaux, et il l'accomplissait en 1911, après le « coup d'Agadir », lorsqu'il cédait à l'Allemagne une vaste part du Congo français, amorce d'un « rapprochement » qu'un député lorrain, en son nom et au nom des représentants des pays frontières, vint dénoncer par une déclaration qui rappelait celle de Keller à l'assemblée de Bordeaux.

Ainsi, depuis qu'elle était fondée, la République ne cessait de tourner dans le même cercle. Elle n'était pas libre, mais prisonnière de ses origines, et un déterminisme pesait sur elle. Quoi qu'elle tentât, quelque forme qu'elle prît, elle se trouvait toujours en face de la grande question, celle qu'avaient posée l'ancienne défaite, la perte des deux provinces et l'écrasant voisinage de l'Empire allemand. Alors, après une période de fléchissement et d'abandon, le sentiment national, obscur chez les uns, lucide chez les autres, se ranima. Le coup d'Agadir et le traité du 4 novembre 1911 furent de nouveau le signal d'un de ces réveils. La même voix âpre qui, vingt-cinq ans plus tôt, avait condamné Ferry, accusait Caillaux. Mais comme les temps étaient changés ! Ce vent de fronde, ces chansons,

cette alacrité des foules, qui avaient été la marque du boulangisme, avaient fait place à un sentiment grave et anxieux, celui d'un peuple menacé dans son existence, provoqué à tout instant par un adversaire redoutable. Et ce sentiment était celui d'un petit nombre. Ces cortèges qui se rendaient en silence aux autels de la patrie, à la statue de Jeanne d'Arc et à la statue de Strasbourg — voisine de celle de Lille, qui fut bientôt en deuil, — c'étaient des cortèges à la polonaise, c'était l'élite savante, prévoyante et douée de mémoire, nourrissant le feu sacré de la nationalité dans un pays que l'invasion menaçait et qui ne s'en doutait pas.

L'élection de M. Poincaré à la présidence de la République avait été l'expression politique de cette renaissance du sentiment national. Puis, que d'hésitations, que de rechutes jusqu'à l'heure où la République dut appeler les citoyens aux armes ! Les élections d'avril-mai 1914 montrèrent que la foule restait insensible à son bien et à son mal, indifférente et aveugle au danger. Si jamais consultation populaire signifia une volonté de paix et de désarmement, ce fut celle-là. Le service de trois ans, rétabli à la demande des chefs de l'armée et de quelques ministres avertis et anxieux qui voyaient

monter l'orage, sortait condamné du scrutin. « J'ai trouvé le port, avait répondu le suffrage universel. Dans le havre démocratique, je suis en sûreté et je suis bien. Je ne cherche querelle à personne et, si quelqu'un nous en cherche une, n'y a-t-il pas le faisceau de nos alliances et de nos amitiés pour rendre la guerre impossible? »

Encore quelques semaines et l'heure redoutée sonna après quarante-trois ans. La République n'avait pu tenir sa promesse de paix. L'illusion était de croire que la guerre ou la paix dépendissent d'elle. Ses chefs craignirent alors les effets de cette promesse répétée, de ce narcotique que la démocratie demandait et qui l'avait endormie dans l'insouciance. Ils savaient aussi que la France n'était pas prête comme elle aurait dû l'être, que l'électeur, maître de son propre sort, ne s'était pas forgé des armes suffisantes pour le jour de l'assaut.

Ce jour était arrivé. Un roulement de tambour dans les villages, une dépêche qu'on affiche, c'est le destin qui prononce, pour des millions d'individus et pour la nation. « La mobilisation générale est ordonnée. Le premier jour de la mobilisation est le dimanche 2 août. » Ce premier jour, comme il est loin! Il s'en est écoulé

plus de mille pendant lesquels on a combattu et souffert, pendant lesquels on est mort. Quarante ans de liberté politique ont eu pour contrepartie des années d'invasion et des années de tranchée. Que de sang, de larmes et de ruines! Dans quelle trompeuse sécurité avait vécu le peuple français! Mais, au fond de lui-même, il y avait quelque chose d'indestructible. La France avait tout à refaire pour sauver son indépendance, pour réparer cent ans d'erreurs. Devant l'énorme tâche, elle n'a pas reculé.

*

* *

Nos anciens combattants de 1870 qui, depuis peu, portaient le ruban vert du souvenir, commençaient à se clairsemer, lorsqu'une nouvelle génération de Français s'est trouvée face à face avec une nouvelle génération d'Allemands. Était-ce toujours la même Allemagne? Non, elle était pire.

Et d'abord les Français ne voulaient pas croire qu'un peuple entier fût capable d'un tel forfait, d'une agression si perfide. Ces Allemands, c'étaient des hommes comme les autres. Eux aussi, ils étaient mobilisés jusqu'aux limites

de l'âge mûr. Ils avaient des femmes, des enfants, un foyer. Et ils auraient voulu cela? Mais non! Ils n'avaient pas leur libre arbitre. Ils étaient menés par un empereur, par une caste militaire, par leur hobereaux. Il n'était pas possible qu'ils subissent ce joug. N'y avait-il pas des millions de socialistes en Allemagne? Leurs députés ne rencontraient-ils pas les nôtres dans des Congrès? Scheidemann, en 1912, à la fête du Pré-Saint-Gervais, n'était-il pas venu affirmer la fraternité de l'Internationale? Cette guerre allemande était une « guerre d'officiers ». Mais il y avait deux Allemagnes, et la seconde, la vraie, la bonne, on attendait qu'elle se révélat.

Jadis, en effet, il y avait eu non pas deux Allemagnes, mais trois. Auprès de la Prusse, colonie militaire en marge des pays germaniques, il y avait une Allemagne particulariste qui somnolait, une Allemagne libérale et unitaire qui rêvait. Cette pâte avait levé par le ferment prussien. Alors il n'y avait plus eu qu'une seule Allemagne, inspirée par la plus puissante des idées du siècle, l'idée de nationalité, qui, peu à peu, avait absorbé toutes les autres. Ils avaient disparu ces libéraux, ces révolutionnaires qui, en 1871, au nom du droit des peu-

ples, avaient protesté contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine au risque de la prison. Ils avaient disparu, ces catholiques qui, avec Windthorst, résistaient à Bismarck. Comme les libéraux, les premiers, en avaient donné l'exemple, les socialistes et les catholiques étaient devenus « nationaux ». Avec les années, le courant était devenu plus fort. Par deux fois, en 1887 et en 1893, sous Bismarck et sous Caprivi, il avait fallu dissoudre le Reichstag pour obtenir le vote des lois militaires. Depuis, cette opposition n'avait pas reparu. Des charges de plus en plus lourdes étaient imposées au peuple allemand et il approuvait, par le suffrage universel, que ce formidable instrument de guerre lui fût donné.

En somme, sa révolution politique, l'Allemagne l'avait eue de 1866 à 1870. Cette révolution était dans son passé et continuait à la diriger. Pour redevenir une nation, il avait fallu qu'elle brisât l'ancien système des petites cours, qu'elle redevînt un Empire, appuyé sur la force de l'État prussien et organisé par lui. L'Allemagne était fière et heureuse d'être « une ». Et dans la même mesure où elle était attachée à son unité, si longtemps désirée, source de richesse, de puissance et de gloire, elle était attachée aux conditions de son unité, telles que

l'histoire les avait établies. Ces conditions, c'était la monarchie des Hohenzollern et de fortes institutions militaires. Ainsi l'Allemagne, sa dynastie impériale et son militarisme formaient un bloc, dans lequel il était vain de chercher à distinguer. Quelquefois des orages passaient. Pendant les fameuses « journées de novembre », en 1908, le peuple allemand avait grondé haut contre Guillaume II. Tout de suite, de lui-même, il apaisait ses tempêtes à la pensée qu'il touchait à l'arche. Un remords l'arrêtait sur le chemin au terme duquel il craignait d'entrevoir la dislocation de l'Allemagne par un divorce entre la nation et l'empereur.

Ainsi ce nationalisme germanique, sorti des grands courants intellectuels du xix^e siècle, associé, à ses origines, à l'idée libérale, s'était développé dans le sens de l'impérialisme. La liberté qu'avaient conçue les Allemands, avait été d'abord celle de former, au lieu d'une « mosaïque disjointe », un seul peuple affranchi des entraves de la vieille Confédération. Maintenant, ils la concevaient comme la liberté de rayonner à travers le monde, de conquérir, selon le mot de Guillaume II, leur « place au soleil ». Et pour cela, il fallait supplanter les puissances anciennement constituées, la France et l'Angleterre

surtout, assises, par droit d'héritage, dans tous ces lieux favorisés qu'à travers les âges se sont disputés les Européens. L'Allemagne était grande. Elle était forte. Elle avait travaillé tandis que les autres se reposaient. Elle se disait que son tour était arrivé. Ce qui ne lui était pas accordé parce qu'elle était la dernière venue, elle devait le prendre. Une loi historique le voulait. Sur les mers, dans la Méditerranée, dans cet Orient où une convoitise et une nostalgie n'ont cessé d'attirer les peuples, l'Allemagne devait trouver la large part, la place éminente qui revenaient à sa force.

Voilà pourquoi il était vain d'attendre que le peuple allemand pensât comme nous. Il formait un monde à part qui, depuis 1871, avait eu son évolution particulière, une sorte d'hommes à l'esprit desquels les choses ne se peignaient pas comme à l'esprit du reste des humains, et qui, aux notions élémentaires de la liberté, du droit, du devoir, du juste et de l'injuste, donnaient un sens différent. Quelle erreur avait été celle du xix^e siècle, quand il avait cru, sur la foi du principe des nationalités, que l'unification de l'Allemagne, en simplifiant le système de l'Europe, devait abolir les anciennes causes de conflits et préparait l'harmonie du monde par la

naissance d'une nation égale et semblable aux autres nations ! On disait maintenant qu'il n'y avait plus d'autre ressource pour la France que de vaincre l'Allemagne, qu'il n'y avait plus d'autre moyen de rendre le monde libre et juste, et même habitable seulement.

CHAPITRE XII

PAROLES DES GOTHAS

QUI BOMBARDAIENT PARIS

Ce soir-là, les moteurs des machines ennemies ronflaient au-dessus de nos têtes. C'était comme le bruit d'ailes de l'ange funèbre, l'ange Azraël qui emporte les morts. Mais ils parlaient, ces moteurs bourdonnants. Au milieu du fracas des bombes, voici ce qu'entendaient ceux qui comprennent leur langage :

— Moi, disait le premier gotha, je suis chargé d'apprendre aux Français ce que c'est que l'Allemagne. Dire qu'ils auront été si longtemps avant de nous connaître ! Ils nous prenaient pour un peuple de philosophes, de spéculatifs désintéressés, des naïfs, enfin. Il y a quarante-huit ans qu'un de nos grands intellectuels l'a proclamé : « Nous ne sommes pas des naïfs, et nous ne voulons l'être à aucun prix. » Tiens, je vole,

d'après mon plan, au-dessus d'un quartier où se trouve une rue de Staël. Si j'envoyais une bombe, pour enseigner aux Parisiens comme cette dame suisse les a trompés? Elle croyait qu'elle avait découvert l'Allemagne parce qu'elle avait causé avec une vieille bête d'idéaliste qui s'appelait Schiller. Mais nous étions idéalistes quand nous étions faibles et vaincus. Maintenant, vive la force! Il paraît qu'elle avait dit des Allemands, cette Staël : « L'empire de l'air leur appartient. » Elle nous croyait perdus dans les nuages, rêvant au milieu de la fumée de nos pipes. L'empire de l'air, nous le possédons par nos machines ailées, d'où tombent la ruine et la mort sur les foyers où dorment les petits Français. En l'honneur de Mme de Staël, lâche ta bombe, bombardier!

Et le deuxième gotha mugissait :

— Moi, je suis l'Allemagne politique, je suis le puissant État que le vieux Guillaume et Bismarck ont fondé. Ils l'ont forgé par le fer et par le feu et ils l'ont assis sur le rocher de bronze des Hohenzollern. Déjà, Paris, tu as appris, en 1871, ce que c'était que la Prusse. Maintenant, la Prusse, c'est toute l'Allemagne. Moi-même, d'où suis-je sorti? D'un de ces petits duchés que les Parisiens trouvaient jadis si ridi-

cules. Pour ce soir je veux me baptiser. Je veux me faire boulevardier, comme von Lucius en personne. Je m'appellerai la *Grande-duchesse de Gerolstein*, et j'irai rire un brin du côté des Variétés.

— Bien dit, répondait le troisième. Assez longtemps nous avons été pulvérisés. L'Europe nous tenait dans la cage de ses traités, comme une bête malfaisante. Nous étions écartelés. On nous avait rogné les dents et les griffes. Mais nous avons été les plus malins en attendant d'être les plus forts. Nous avons apitoyé les libéraux du monde entier. Il y avait, en ce temps-là, un fameux principe qui était déjà à la mode. C'était le principe des nationalités. Nous nous en sommes emparés avec une hypocrisie dont nous nous faisons gloire, car tout est louable lorsqu'il s'agit de la grande Allemagne. Pourquoi ne serions-nous pas unis? Pourquoi ne formerions-nous pas un seul État, comme les autres peuples? Nous ne demandions que la liberté, le droit, la justice. Nous disions que, quand tous les Allemands vivraient ensemble, ne seraient plus séparés par des barrières artificielles, alors il n'y aurait plus de causes de conflits ni de guerres. Toutes les nations satisfaites vivraient en harmonie. Ce serait

l'âge d'or... On nous a crus. Avons-nous été assez habiles ! Ainsi nous avons pu endormir les voisins qui nous surveillaient, puis les battre l'un après l'autre. Quel chef-d'œuvre ! Nous ne sommes pas encore revenus d'un pareil triomphe... Me voici justement dans les parages de la rue Michelet... Michelet, si je ne me trompe, c'était ce Français crédule et sentimental qui avait pleuré de joie en voyant la première fois le drapeau de la sainte Allemagne. Trop tard il avait versé des larmes de sang sur son erreur... Quelques bombes à la mémoire de Michelet !

Le quatrième gotha, qui survolait des quartiers riches, ronronnait pendant ce temps :

— Mon pilote est un étudiant lettré. Il a fait une thèse de neuf cents pages sur le poète Victor Hugo considéré du point de vue de la politique et de l'histoire. Il a été reçu docteur avec les félicitations du jury pour avoir démontré que les idées de Victor Hugo sur l'avenir de l'humanité étaient en contradiction formelle avec les données de la science allemande. Il paraît pourtant que ce Victor Hugo était un très grand poète. Il avait annoncé que des oiseaux humains vogueraient un jour dans le ciel et qu'ils apporteraient la concorde comme une ger-

be. Il bénissait la nef magique et suprême du progrès qui ferait entrer dans l'homme tant d'azur que les patries en seraient supprimées. Mon pilote qui est un homme d'esprit, est en train de redire ces vers dans la damnée langue des Français. C'est un poème qui se nomme «Plein ciel» et qui se trouve dans la *Légende des siècles*... L'avenue Victor Hugo est à nos pieds, silencieuse. Que du plein ciel descende une bonne pétarade qui chante notre chanson allemande, la légende vraie du siècle vingtième...

Cependant un cinquième engin planait au-dessus des quartiers pauvres.

— Prolétaires endormis, disait-il, vos rues portent les noms de vos guides et de vos chefs. Ah! les cordiaux utopistes! Ils se figuraient que la classe ouvrière allemande avait les mêmes intérêts que la classe ouvrière française. Mais la France, c'est le pays du pain blanc et du vin rouge, c'est une terre de richesse et d'abondance. Qu'on la montre au Michel allemand. Alors il se dégoute de sa saucisse et de sa bière aigre et il se rue à la conquête. Nos socialistes à nous l'ont bien dit, qu'en somme tout se ramène à une question de nourriture. Pour que l'assiette des Allemands soit aussi bien garnie que celle des Français, des bombes, encore des bombes!

Je suis la conception matérialiste de l'histoire...

Ainsi parlaient les gothas. Et, ayant répandu la mort, ils retournèrent en Allemagne.

ÉPILOGUE

POUR LA QUATRIÈME GÉNÉRATION

Quelques années plus tard, on pouvait lire dans le plus ancien et le plus grand des journaux républicains de Paris : « La victoire des nations occidentales avait donné à la démocratie des chances inouïes dans le monde. Aujourd'hui, non seulement ces chances sont presque toutes perdues, mais l'idéologie démocratique est passée de l'avant-garde à l'arrière-garde de la pensée politique. Jamais une cause qui semblait triomphante ne subit, en si peu de temps, pareille défaite. »

Quelle est la cause de cette défaite? La démocratie s'est ensevelie dans son triomphe. Il fallait probablement qu'elle fût généralisée pour qu'on recommençât à en connaître les vices. En somme, le monde moderne a attendu 1918 pour que l'expérience de la démocratie pure fût faite en grand et dans de grands États. Jusque-là, on n'avait vu, en France, pays qui passait pour le

plus « avancé » d'Europe, qu'une forme de gouvernement démocratique tempérée non seulement par la Constitution d'une monarchie parlementaire, non seulement par des traditions et des mœurs tenaces, mais encore par le voisinage d'une puissante monarchie militaire qui obligeait la République française à se surveiller elle-même. A partir de 1918, ce contrôle a pris fin. La démocratie semblait avoir submergé l'Europe. Elle triomphait partout. Et puis, en peu de temps, les peuples s'en sont détachés. Ils l'ont tournée en dérision, traitée de sépulcre blanchi. L'Italie, l'Allemagne, avec leurs doctrines politiques qui nient celle du libéralisme, se croient certaines de disposer du futur parce qu'avec elles est le Mouvement. Elles regardent avec pitié nos institutions devenues archaïques.

Grande tristesse! L'avant-garde des idéologies et des nations? Les Français ont cru longtemps qu'ils y étaient placés. Ceux-là même qui n'aimaient pas les idées de 1789 ne pouvaient se défendre d'une certaine fierté en voyant que, venues de Suisse et d'Amérique, elles avaient conquis le monde portées par l'ascendant et la gloire de la France. Ainsi les émigrés se réjouissaient des victoires de la République sur les armées étrangères.

Et l'on disait bien : « Ces idées sont funestes. Elles sont mortelles. Le peuple qui s'y adonne s'expose à périr. » Il y avait toujours des voix pour répondre : « Il est beau de souffrir et même de périr en montrant la voie à l'humanité. C'est le destin des précurseurs. Il n'en est pas de plus grand. Il ennoblit pour l'éternité. »

Sur ce thème, celui du « Christ des nations », qui donc avait brodé à son tour ? Un faux sceptique dont la pensée, faite d'incertitude plus que de doute, a exercé une action à laquelle, de son temps, se sont soustraits bien peu d'esprits. Renan a tout dit, ou à peu près. Il a eu, pour la Révolution, des mots dédaigneux ou durs. Il a eu aussi des pages élogieuses. S'il a dit qu'« un principe qui, dans l'espace de cent ans, épuise une nation ne saurait être le véritable », il a écrit que, pour une nation, le sort le plus beau, le plus digne d'envie était de se sacrifier à l'humanité, de mourir, le sachant, pour cet idéal. La théorie est en toutes lettres au tome III de *l'Histoire du peuple d'Israël*. L'allusion à la France et à l'avenir de l'Europe est transparente ; seuls les mots « questions sociales » semblent mis, par prudence, pour socialisme. Lisons ce texte :

« L'histoire du judaïsme ancien est l'exemple où l'on voit le mieux l'opposition des questions politiques et des questions sociales. Les penseurs d'Israël sont les premiers qui se révoltèrent contre l'injustice du monde, qui refusèrent de subir les inégalités, les abus, les privilèges sans lesquels il n'y a ni armée, ni société forte. Ils compromirent l'existence de leur petite nationalité, mais fondèrent l'édifice religieux qui, sous le nom de judaïsme, de christianisme, d'islamisme, a servi d'abri à l'humanité jusqu'à ce jour. Il y a là une leçon que les peuples modernes ne sauraient assez méditer. Les nations qui se livreront aux questions sociales périront : mais, si l'avenir appartient à de pareilles questions, il sera beau d'être mort pour la cause destinée à triompher. Tous les gens sensés de Jérusalem, vers l'an 500 avant Jésus-Christ, étaient furieux contre les prophètes qui rendaient impossible toute action militaire, toute diplomatie. Quel dommage, cependant, si ces fous sublimes avaient été arrêtés ! Jérusalem y eût gagné d'être un peu plus longtemps la capitale d'un insignifiant royaume ; elle ne serait pas la capitale religieuse de l'humanité. »

En somme, Renan proposait, — cette fois-là, — de faire de Paris la Jérusalem de la démo-

cratie socialiste, religion destinée à remplacer celles qui, sorties d'Israël, avaient « servi d'abri à l'humanité jusqu'à ce jour ». C'était du moins à la condition que cette religion eût autant d'avenir. Et que voyons-nous ? L'idéologie démocratique est abandonnée. Selon l'expression de M. Lucien Romier, l'auteur des lignes que nous avons citées plus haut, elle passe à l'arrière-garde. Ainsi le précurseur tel que le voulait Renan fût monté sur le bûcher pour rien. Il peut être sublime de se dévouer à ce qui doit triompher dans la suite des temps. Il est absurde d'immoler un peuple à un culte retardataire. Il est ridicule d'être un martyr du passé. C'est pourtant l'invitation que nous avons reçue. La France s'y est rendue maintes fois dans la confiance qu'avec la démocratie libérale elle détenait l'immarcessible vérité.

Quelle occasion Renan avait perdue d'appliquer le précepte de son vieil ami l'*Ecclésiaste* ! Cela encore était vanité. Cela aussi était pâture de vent.

Et la prophétie est encore une vanité. Dans le même tome de l'*Histoire du peuple d'Israël*, Renan raille « les prophètes qui se rendaient souvent insupportables par leur assurance et les subtilités qu'ils employaient pour ne jamais

avoir de démenti de la part des faits ». Et plus loin : « On voulut un Iahvé revenant sur ses prédictions par respect pour la liberté des hommes. » Il faut en faire autant pour justifier la mémoire de ceux qui ont prédit avec une égale assurance que la démocratie ne pouvait manquer d'être « au droit fil des solutions que veut l'avenir ». Et des subtilités sont nécessaires pour expliquer comment il se fait que de grands peuples se rient maintenant de ce qui semblait une conquête obtenue pour tous les hommes le jour où fut prise la Bastille. Kant en était le témoin. Il est récusé aujourd'hui par les Allemands qui aiment aussi une liberté de leur façon quand ils se livrent à un chef pour briser les chaînes du traité de Versailles.

C'est la déception suprême après toutes celles du xix^e siècle. Que la quatrième génération n'en soit pas meurtrie ! L'herbe pousse encore plus vite sur les illusions mortes que sur les tombeaux.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
PRÉFACE	7
CHAPITRE PREMIER. — L'évangile de Sainte-Hélène.	11
CHAPITRE II. — Le cantonnier de 1830	31
CHAPITRE III. — Sous Louis-Philippe, la France s'ennuie d'une longue paix.	48
CHAPITRE IV. — La justice fait faillite à l'inté- rieur (1848)	72
CHAPITRE V. — L'occasion de détruire le militaris- me prussien est manquée	95
CHAPITRE VI. — De la barricade de Baudin à la guerre contre le tsarisme.	107
CHAPITRE VII. — La Grande Duchesse de Gerolstein	135
CHAPITRE VIII. — La justice fait faillite à l'exté- rieur (1870)	157
CHAPITRE IX. — Rue Saint-Louis, no. 5, à Ver- sailles	175
CHAPITRE X. — La République doit concilier les désirs de paix et les aspirations nationales	196
CHAPITRE XI. — Le premier jour de la mobilisation est le dimanche 2 août	220
CHAPITRE XII. — Paroles des Gothas qui bombardaient Paris	242
EPILOGUE pour la quatrième génération	248

Imprimé et publié en conformité d'une licence décernée par le Commissaire des brevets sous le Régime de l'Arrêté exceptionnel sur les brevets, dessins de fabrique, le droit d'auteur et les marques de commerce (1939) Permis No. 1084

F. L. ENRG.

Imprimé au Canada

